

revue

# SILENCE

Mai 2022  
n° 510 - 5,20 €

écologie  
alternatives  
non-violence

## Résister à la militarisation



Floraison d'initiatives à *Terre vivante*

Une rencontre autour de la décroissance en Inde

EMMANUEL MACRON NOUS EXPLIQUE

## SON "PLAN RÉSILIENCE"

GROSSO MODO, VOUS FAIRE OUBLIER  
LE CHOC TRAUMATIQUE DE MON  
PREMIER QUINQUENAT



LASSERPE.

GUERRE EN UKRAÏNE : LES DISCUSSIONS

## DIPLOMATIQUES CONTINUENT



LASSERPE.

GUERRE :

LES MESURES DU GOUVERNEMENT  
POUR AMORTIR LE CHOC ÉCONOMIQUE

NOUS AVONS BLOQUÉ LES PRIX  
DU RUTABAGA ET DU TOPINAMBOUR



LASSERPE.

L'ÉTAT SOUS L'EMPRISE

DES CABINETS DE CONSEIL



LASSERPE.



## Nouveaux points de vente

Chaque mois, de nouveaux lieux proposent la revue à la vente.  
Voici le nouveau venu du mois :

**Yvelines : Biocoop La Chouette**, 11 rue du Président René Coty, 78360 Montesson

## WWOOF France et Solidaires : merci !

Merci à l'association *WWOOF France* et au syndicat *Solidaires* pour leurs dons respectifs de 400€ et 300€ en soutien à *Silence* !

Le *WWOOFing* est un mouvement mondial qui vise à reconnecter les personnes à la terre en participant bénévolement à des pratiques agricoles biologiques. Les bénévoles (les *WWOOFeu-ses*) sont reçu-es dans de petites exploitations où vivent et travaillent des familles ou des collectifs (les hôtes). Les *WWOOFeu-ses* aident au travail agricole et partagent la vie quotidienne des hôtes qui leur offrent le gîte et le couvert. Le mouvement a organisé un festival à l'occasion de ses 50 ans l'année dernière et *Silence* était présente. Pour devenir hôte ou *WWOOFeu-se*, rendez-vous sur le site internet [wwoof.fr](http://www.wwoof.fr).

Quant à l'Union syndicale *Solidaires*, c'est une union interprofessionnelle de syndicats rassemblant ceux et celles qui luttent pour leurs revendications et pour la transformation sociale et écologique. Nous avons interrogé des membres de *Solidaires* dans notre dossier "Le syndicalisme peut-il être écolo ?" de mai 2018. Ce numéro est disponible intégralement au format pdf sur le site internet de *Silence*. Pour découvrir les luttes que mène *Solidaires*, rendez-vous sur le site internet [solidaires.org](http://solidaires.org).



## Haute-Vienne

### Rencontres des Ami-es de Silence

Les *Ami-es de Silence* se rencontreront du 22 juillet au 7 août 2022 au éco-hameau Le Moulin de Busseix à Bussière-Galant dans la Haute-Vienne, entre Limoges et Périgueux.

Dans ce camp autogéré et autoconstruit, nous souhaitons partager nos expériences et nos savoirs (alternatives, non-violence, alimentation, habitat, énergie...) dans la simplicité volontaire, la convivialité et la bonne humeur.

Pour cela, vous pouvez prévoir dès à présent votre participation. Pensez à des ateliers liés à une pratique de la décroissance et du vivre ensemble. Amenez vos bricolages, vos savoir-faire en matière d'écologie, d'autonomie, de récupération, etc.

Vos chapiteaux, abris mobiles, outils, instruments de musique seront les bienvenus.

Les rencontres sont végétariennes, l'approvisionnement est bio et local.

♦ Pour vous inscrire, prendre connaissance de la charte et trouver nos renseignements, rendez vous sur le site des *Ami-es de Silence* <http://amies.revuesilence.net> ou par téléphone : Sandra 09 70 96 40 45, Pascal 06 04 03 06 42.

À bientôt pour de magnifiques rencontres à construire collectivement avec les valeurs qui nous rassemblent.

## Changement de dossier

Contrairement à ce que nous avons annoncé, le dossier de ce numéro ne porte pas sur la conquête spatiale mais sur la guerre. Le calendrier de publication a été bousculé par l'actualité. Vous découvrirez le dossier "Après la Terre, détruisons l'espace" dans *Silence* de juin.

## Erratum

La chronique "40 ans dans le rétro" du mois d'avril (n° 509) portait sur l'année 1991 et non sur l'année 1990 comme cela avait été annoncé par erreur dans le titre.

## Maquettistes

Certaines pages de ce numéro 510 ont été mises en page par la graphiste Chloé Chat, pour remplacer notre maquettiste Damien Bouveret suite à un accident l'ayant empêché de terminer la réalisation du numéro. Merci à tou-tes deux pour leurs efforts conjugués ! Vous pouvez découvrir le travail respectif de nos deux talentueu-ses graphistes sur [www.free-pao.fr](http://www.free-pao.fr) et sur [www.instagram.com/chloe\\_chat\\_graphisme](http://www.instagram.com/chloe_chat_graphisme).



Prochain  
numéro

## Après la Terre, détruisons l'espace

### Association Silence

9 rue Dumenge,  
69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

**Abonnements:** Claire Grenet:  
mardi et jeudi: 10h-12h / 14h-17h

**Dépositaires, stands et gestion:**  
Marion Bichet: mardi et jeudi:  
10h-12h / 14h-17h

**Rédaction:** Guillaume Gamblin et Martha  
Gilson: lundi et mercredi: 10h-12h / 14h-17h

Les infos contenues dans ce numéro ont été  
arrêtées le 30 mars 2022.

Éditeur: Association Silence  
N° de commission paritaire: 0920 D 87026  
N° ISSN: 0756-2640  
Date de parution: 2<sup>e</sup> trimestre 2022  
Tirage: 4 150 ex.



Impression: Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot  
Administrateurs: Pascal Antonanzas, Francis Levasseur,  
Pierre Lucarelli, Agnès Ploteny

Directrice de publication: Gaëlle Ronsin  
Comité de rédaction: Martha Gilson, Guillaume Gamblin,  
Danièle Garet, Agnès Ploteny, Nicolas Robin, Gaëlle Ronsin  
Pilotes de rubriques: Michel Bernard, Patrice Bouveret,  
Frédéric Burnel, Gwenvaël Delanoë, Monique Douillet,  
Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Jean-Pierre  
Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret,  
Mimmo Pucciarelli, Pinar Selek, Xavier Sérédine

Maquette: Damien Bouveret ([www.free-pao.fr](http://www.free-pao.fr)), Chloé Chat  
Dessins: Lasserpe, Lisa Mandel, no-gods-no-masters.com,  
Non-Violence 21, rostgaard/68, Stop Fuelling War, Tabatha  
Lanning/One Earth Peace

Correctrices: Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique  
Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle  
Pingault, Clotilde Rouchouse, Laurence Willemin  
Photographes: Amnesty International, Anne-Sophie  
Clemençon, Les désobéissants, ILRF, Sebasol, Sideways,  
Time Magazine, Timothée Vernier

Et pour ce n°: Michel Bernard, Patrice Bouveret, Joël Guerry,  
Maelys Orellana, Stéphen Kerckhove, Serge Perrin, Héléne  
Petit, Agnès Ploteny, Alice Privey, Alain Refalo, Timothée  
Vernier

Chroniques de livres: Michel Bernard, Marion Bichet,  
Damien Bouveret, Catherine Chavichvily, Monique Douillet,  
Guillaume Gamblin, Sylvain Garel, Francis Vergier  
Internet: Damien Bouveret, Victor Poichot  
Archives: Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les  
brèves sont des résumés des informations que l'on nous  
communiquent. Textes: sauf mention contraire, la revue  
autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à  
usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique  
sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis  
à notre autorisation. Illustrations: les photos et dessins  
restent la propriété de leurs autrices.

### Partenaires



Coordination Permanente  
des  
**MEDIAS LIBRES**



## Dossier

### Résister à la militarisation

- 05 L'Europe à nouveau sur les sentiers de la guerre
- 08 Faire face à la guerre et renforcer la démocratie
- 10 Notre politique migratoire obéit à une logique de guerre
- 12 Le Service national universel militarise la jeunesse
- 14 Démilitariser la mémoire, l'exemple de l'école
- 15 Agir pour construire la paix

## Chroniques

- 17 40 ans dans le rétro :  
**1992 : le mouvement écologiste  
secoué par les débats**
- 18 Enquête d'un autre monde :  
**La Bergerie des Malassis**
- 20 Chroniques terriennes :  
**Ukraine : fin du monde ?  
Et du monde !**
- 24 Désarmons ! :  
**Sous la bombe, les déchets  
nucléaires militaires**
- 28 Solidarités sans frontières  
**Les entreprises européennes  
appelées à la vigilance**

## Brèves

- 17 Alternatives
- 19 Agriculture
- 20 Environnement
- 22 Énergie
- 23 Nucléaire
- 23 Transport
- 24 Paix et non-violence
- 26 Société
- 27 Féminismes
- 27 Santé
- 28 Nord-Sud



- 28 Annonces
- 29 Agenda
- 41 Courriers
- 42 Livres

## Articles

- 30 Isère  
**Floraison d'initiatives  
à Terre vivante**
- 34 Normandie  
**L'espace-test agricole, pour  
apprendre à être paysanne**
- 37 Inde  
**Une rencontre autour de  
la décroissance en Inde**
- 48 Graphisme  
**La non-violence,  
c'est radical !**



## Cesser d'alimenter la militarisation de la planète

**L**a guerre déclenchée le 24 février 2022 par l'invasion des troupes russes en Ukraine nous touche et nous interpelle. C'est la première fois qu'une guerre de cette ampleur touche directement le continent européen depuis celle d'ex-Yougoslavie, dans les années 1990. Va-t-elle nous faire sombrer davantage encore dans une logique guerrière et militaire ou nous conduire à renforcer les moyens de la paix ?

La revue *Silence* n'a pas les capacités de proposer, à chaud, des réponses directes à la guerre en Ukraine dans un esprit de non-violence (1). Mais nous constatons qu'une fois que la guerre est là, nous sommes pris-es dans des dilemmes insolubles qui semblent n'avoir que de mauvaises réponses. Soutenir les combats militaires par nos armes et participer ainsi à la violence et aux morts civiles ? Refuser la logique des armes et laisser l'invasion se produire, faute d'autres stratégies civiles préparées pour y faire face ? Appliquer des sanctions économiques contre la Russie et rendre plus difficile encore la vie du peuple russe ? Ou encore, n'appliquer aucune sanction et élargir les marges de manœuvre de Poutine ?

Ce dossier insiste sur la nécessité d'œuvrer pour prévenir les situations de guerre en freinant la militarisation de la planète. Et si nous commençons par cesser d'inonder le monde d'armes de guerre ? La France n'est pas bien placée pour donner des leçons en la matière. Notre pays, troisième exportateur mondial d'armement, fait partie des cinq pays les plus militarisés au monde (2) !

Face au drame qui se joue en Ukraine, il est important que la France s'interroge sur sa politique de construction de la paix au niveau mondial, sur le rôle de ses appétits énergétiques et de son inaction climatique, sur sa responsabilité et celle de ses entreprises dans les logiques de guerre. Et sur le soutien qu'elle peut apporter aux sociétés civiles, ainsi qu'aux objecteurs et déserteurs qui refusent la guerre en Russie et en Ukraine.

**Guillaume Gamblin**



1. À propos des potentialités de la non-violence en situation de guerre, voir le dossier "Quelle non-violence en temps de guerre ?", *Silence* n° 446, juin 2016.

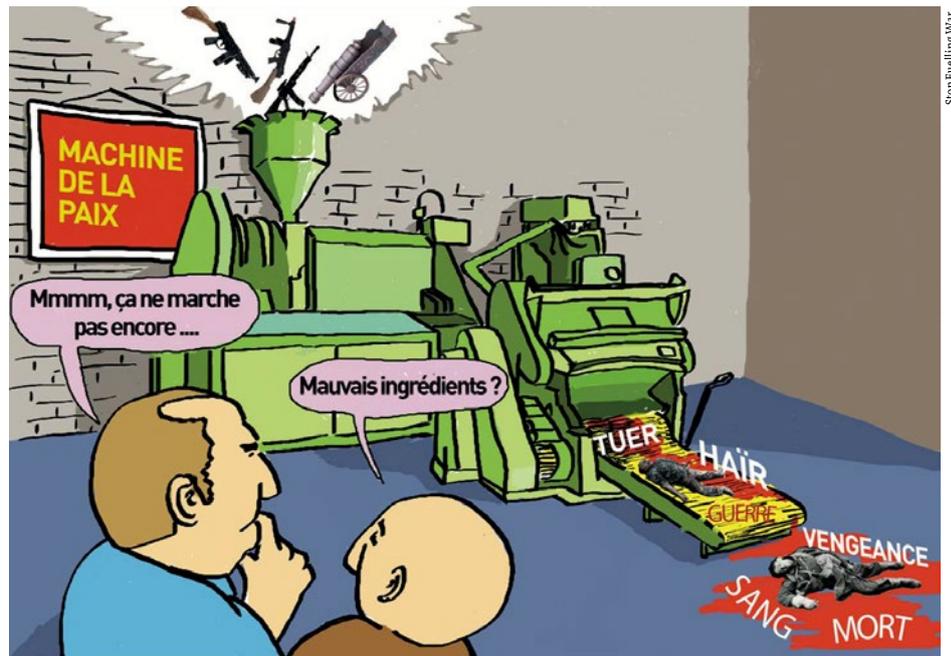
2. Selon l'*Institute for Economics and Peace*. Voir *Démilitariser la France*, Alain Refalo, Chronique sociale, 2022, page 7.

# L'Europe à nouveau sur les sentiers de la guerre

Menace d'emploi de l'arme nucléaire par Vladimir Poutine, livraisons européennes d'armes à l'Ukraine, etc. : la guerre en Ukraine est-elle en train de conduire l'Europe à la remilitarisation ? Patrice Bouveret, de l'Observatoire des armements, partage quelques éléments d'analyse.

**Silence : Vladimir Poutine a menacé de faire usage de ses armes nucléaires si d'autres pays osaient intervenir militairement en Ukraine. La France lui a répondu qu'elle disposait également d'une arme nucléaire. Que nous dit cet épisode sur la politique de dissuasion nucléaire ?**

**Patrice Bouveret :** Dans les discours officiels pour rassurer les citoyen·nes, l'arme nucléaire est censée être une arme de protection qui nous mettrait à l'abri de toute attaque ou menace directe, tant elle terroriserait nos potentiels adversaires. Mais, loin d'être un outil qui évite les conflits, ce que nous montre la menace de Poutine, c'est qu'elle permet à certaines puissances d'avoir un pouvoir de pression sur toutes celles qui ne la possèdent pas. L'arme nucléaire est utilisée politiquement, en brandissant la menace de son emploi... mais pas que. Aujourd'hui, les États nucléarisés communiquent sur leurs armes tactiques, qui sont de "mini"-armes nucléaires ciblées, ce qui rendrait acceptable leur utilisation... mais ces armes ont généralement une puissance de feu supérieure à la bombe



d'Hiroshima ! Les politiques évoquent la possibilité de les faire éclater dans l'espace aérien, à une distance qui (officiellement) n'irradie pas mais qui bloquerait les systèmes de communication, etc. Il est important, dans le bras de fer en cours, de ménager à Vladimir Poutine une porte de sortie ; sinon, il pourrait être tenté d'utiliser cette méthode pour desserrer l'étau s'il ne voit aucune autre option.

La France, de son côté, a augmenté son niveau d'alerte, puisque trois sous-marins nucléaires lanceurs d'engins sont en patrouille quelque part dans les océans, au lieu d'un seul habituellement. Cela n'était jamais arrivé ! Rappelons que chacun de ces engins peut emporter l'équivalent de 1000 Hiroshima.

On ne peut que constater l'échec de la dissuasion nucléaire. Elle n'a joué aucun rôle de prévention pour le moment dans ce conflit, bien au contraire.

**L'arme nucléaire est un instrument de puissance et de domination**

**La France joue-t-elle un rôle dans la prolifération nucléaire ?**

Oui, elle participe à la prolifération dite "horizontale" (accroissement du nombre d'États nucléarisés), en ayant par exemple vendu à l'Inde en 2016 des Rafales aptes à transporter et à larguer des armes nucléaires. Elle participe aussi à la prolifération dite "verticale" (développement des capacités de ces armes dans chaque pays détenteur) car elle continue d'accroître ses potentialités de frappe nucléaire en renouvelant ses armes, en les rendant plus performantes et précises, etc. La France augmente régulièrement le budget alloué à sa force de frappe nucléaire qui, "officiellement", atteindra prochainement les 6 milliards d'euros par an. En ce sens, elle viole l'esprit du *Traité de non-prolifération nucléaire (TNP)*.



21 janvier 2022, Lyon fête le 1<sup>er</sup> anniversaire du TIAN.

## La France signera-t-elle le *Traité* sur l'interdiction des armes nucléaires ?

Neuf pays possèdent à ce jour environ 13 865 armes nucléaires, dont la plupart sont des dizaines de fois plus puissantes que celle utilisée à Hiroshima. La France, quatrième force nucléaire au monde, dispose à elle seule d'un arsenal de 300 ogives.

### Le nucléaire militaire, ça coûte cher...

C'est en même temps un colossal détournement de ressources publiques, puisque rien qu'entre 2019 et 2021, la France a investi pour cette technologie mortifère pas moins de 14 milliards d'euros — soit plus de 12 millions d'euros PAR JOUR !

### ...et ne garantit pas la paix !

La possession de l'arme nucléaire ne donne aucune garantie d'être protégé-e, comme le montrent les guerres qui ont eu lieu entre puissances nucléaires à plusieurs reprises, par exemple entre l'Inde et le Pakistan en 1999.

### C'est par où, la sortie ?

Le *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)* est entré en vigueur le 21 janvier 2021, après avoir été ratifié par 50 États de l'ONU. Ce traité est né d'une mobilisation citoyenne internationale sous l'égide de la *Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, ICAN)*, lauréate du prix Nobel de la paix en 2017. Du 21 au 23 juin 2022 se tiendra à Vienne, en Autriche, la première réunion des États membres de ce traité. Or, la France refuse d'y participer, malgré le soutien de nombreuses parlementaires et maires. L'association *ICAN France* met à la disposition de toutes celles et ceux qui veulent les rejoindre une pétition demandant au gouvernement français de prendre ses responsabilités en matière de désarmement nucléaire. Un forum de la société civile organisé par *ICAN* se tiendra par ailleurs à Vienne les 18 et 19 juin 2022 avant la réunion officielle.

Agnès Ploteny

◆ **ICAN France**, 187 montée de Choulans 69005 Lyon, tél. : 04 78 36 93 03, <http://icanfrance.org/petition>.

Il faut aussi souligner tous les efforts qui ne sont pas directement annoncés comme liés au nucléaire militaire mais qui le concernent. Par exemple, les systèmes de surveillance et de guidage

dans l'espace, sans lesquels la France n'est pas autonome par rapport aux États-Unis pour guider ses missiles. Il s'agit ici de technologies duales, à la fois civiles et militaires, qui n'entrent

pas dans le budget officiel de l'arme nucléaire (1).

L'argument de la France pour développer son arme nucléaire est que d'autres pays acquièrent cette même arme. En réalité, il y en a eu très peu depuis 1945 : l'Inde, le Pakistan, Israël, et la Corée du Nord en 2003. Plus l'Iran, qui tente de la développer aujourd'hui. Cet argument est un prétexte. D'autres moyens existent pour les en empêcher. Les membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies — États-Unis, Russie, Royaume-Uni, France et Chine — veulent conserver une arme tout en empêchant les autres États de la posséder. L'arme nucléaire ne sert pas à prévenir la guerre mais est un instrument de puissance pour le maintien de leur pouvoir de domination.

### Assiste-t-on, avec cette guerre, à une remilitarisation de l'Europe ?

Les pays de l'Europe de l'Ouest s'affichent choqués par le référendum en Biélorussie qui accepte d'héberger des armes nucléaires russes sur son territoire. Mais c'est oublier qu'avec l'*Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)*, cinq pays — Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie — hébergent des armes nucléaires étasuniennes sur leur territoire. L'Allemagne a décidé d'investir 100 milliards d'euros dans l'armement ces prochaines années et, à la mi-mars, d'acheter 35 avions F35 aux États-Unis pour transporter les missiles atomiques étasuniens dans le cadre de l'*OTAN*. On est bien dans une relance de la course aux armements aujourd'hui, avec, malheureusement, une prééminence accordée à l'*OTAN* et aux États-Unis (il n'y a qu'à voir le nombre de pays qui se bousculent pour rentrer dans l'*OTAN*), plutôt qu'à un élargissement de la dynamique de paix européenne.

### Si tu veux la paix, prépare la paix !

**La France et plusieurs États européens ont décidé d'envoyer des armes en Ukraine pour appuyer techniquement la résistance armée. Comment voyez-vous cette stratégie ?**

1. De même, les déchets nucléaires militaires représentent 9 % de l'ensemble des déchets de l'industrie nucléaire française, mais leur démantèlement et leur gestion n'entrent pas dans le budget officiel de l'arme nucléaire.



La France vend à l'Arabie Saoudite des armes qui sont utilisées par une coalition engagée dans des massacres de civils et des crimes de guerre au Yémen. Ici : Amnesty International met en scène Emmanuel Macron, Jean-Yves Le Drian et Florence Parly devant des maisons civiles détruites par des frappes aériennes de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite dans la vieille ville de Saada, en 2015.

Il est frappant de constater que c'est Yannick Jadot, le candidat écologiste qui, l'un des premiers, s'est prononcé en France pour armer l'Ukraine. Alimenter le conflit en armes, c'est multiplier le nombre de civils qui peuvent être tués. Cela revient à agir sur les conséquences mais non sur les causes. Une fois que la guerre est déclenchée, il n'y a aucun bon moyen. Mais on peut au moins éviter d'alimenter ce qui permet de tuer encore plus de monde. Il existe d'autres outils qui pourraient être développés : techniques (brouillages, blocages, etc.) et au niveau de la société (certains ont été utilisés, à petite échelle, comme le sabotage des panneaux de signalisation). Le problème, au-delà de l'Ukraine, est qu'on ne prépare que les moyens militaires de la défense. Il faudrait investir dans d'autres formes de protection de la population. On pourrait réactiver l'*Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)* (2), la

2. L'OSCE regroupe 57 États d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie centrale. Elle traite de questions relevant de la coopération entre ses États participants en matière de sécurité et de dimension humaine, telles que la maîtrise des armements, le terrorisme, la bonne gouvernance, la sécurité énergétique, la traite des êtres humains, la démocratisation, la liberté des médias et les minorités nationales. Il est à noter que la Russie en fait partie.

## L'arme nucléaire ne nous protège pas

L'usage de l'arme nucléaire par la France est *"littéralement impensable car il implique la mort de milliers et de millions de civils innocents"*, estime Alain Refalo dans son récent livre *Démilitariser la France*. Par ailleurs, notre arme nucléaire ne sert à rien, poursuit-il : *"Les puissances à visée expansionniste constatent que notre dissuasion ne les empêche ni ne les freine en rien dans leurs ambitions ; elles savent que nos armes nucléaires ne peuvent pas être utilisées contre elles. Si elle l'était contre des puissances nucléaires, notre pays serait détruit par leurs ripostes."* L'arme nucléaire ne nous protège ni du terrorisme, ni des pandémies, ni du changement climatique et des crises écologiques. Mais elle ne nous protège pas davantage des menaces nucléaires ou militaires. En revanche, la part du budget de la France qu'elle engloutit pourrait être investie dans la transition écologique, l'autonomie agricole, industrielle et énergétique, la santé, l'éducation et la lutte contre les inégalités, qui construisent la paix à long terme. **GG**

◆ Voir aussi le quiz "À quoi servent les armes nucléaires ?", Silence, n° 501, p. 40.

doter d'un budget conséquent. Se donner les moyens de réfléchir à une sécurité en Europe qui ne repose pas sur le militaire. Contrairement à l'adage, pour faire la paix, il faut préparer la paix et non pas préparer la guerre !

Une guerre ne se joue pas le jour où les chars sont entrés en Ukraine mais pendant les années qui précèdent. C'est là que l'on peut agir, pendant la *préparation* de la guerre. Une fois que le conflit armé est déclenché, on peut seulement entrer en solidarité avec celles et ceux qui résistent sur place. Notre responsabilité première, c'est

de trouver le moyen de freiner la préparation de la guerre. D'ailleurs, c'est le sens de la charte de l'ONU qui, dans son article 26, demande aux États de ne détourner vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde... et charge les membres du Conseil de sécurité de le mettre en œuvre. ◆

### ➔ Adresse

◆ **Observatoire des armements**, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, <http://obsarm.org>

› Texte : **Serge Perrin**

membre du MAN-Lyon (Mouvement pour une alternative non-violente)

# Faire face à la guerre et renforcer la démocratie

Le choix de la résistance armée face à une invasion militaire a de lourdes conséquences, en vies humaines mais aussi sur la société et la démocratie, au-delà même du pays occupé, estime Serge Perrin, du *Mouvement pour une alternative non-violente*.



Alors que les médias nous informent sur la quantité et le type d'armes livrées à l'Ukraine par les pays européens, le nombre de personnes déplacées — majoritairement femmes et enfants — s'élève déjà à 10 millions d'individus à l'heure où cet article est écrit. Depuis le 25 février, les hommes de 18 à 60 ans ne peuvent plus quitter le pays du fait de la mobilisation générale, et certains restent par choix pour se battre par les armes. Nous ne pouvons que respecter ces citoyen·nes qui décident volontairement d'être prêts à mourir pour leur liberté... et être solidaires de ceux qui, forcés de prendre les armes, cherchent à désertir. Mais, en tant que militantes de la non-violence, nous nous interrogeons sur le résultat de cette guerre, que les militaires russes occupent tout ou partie de l'Ukraine. Nous souhaitons utiliser l'expérience du passé et du présent pour penser l'avenir.

## Le choix des armes et ses conséquences sur la société civile

Le choix de la défense militaire par l'État ukrainien est lourd d'implications. Les logiques militaires sont implacables et, malgré les accords internationaux, les bombardements des villes — donc des civils — sont une pratique courante. Depuis la Seconde Guerre mondiale, on a comptabilisé davantage de morts civils que de morts militaires dans les conflits armés. Pourtant, n'est-ce pas la société civile, dans toutes ses composantes humaines et organisationnelles, qu'il s'agit de défendre ? Comment justifier d'avoir fait le choix de moyens de

Une fresque géante de l'artiste et photographe français JR a été déployée à Lviv en Ukraine le 17 mars 2022, alors que la ville était attaquée par l'armée russe. Un symbole puissant de la volonté de résistance de la population, et aussi un rappel de la présence de millions d'enfants au milieu de ce conflit armé. La photo a fait la une du Time Magazine le 28 mars.

défense impliquant la mort de nombreux militaires et civils, la destruction des infrastructures du pays qui mettra de nombreuses années à se reconstruire, et l'exil précipité de millions de personnes ?

## Y a-t-il des alternatives à la résistance militaire ?

Les expériences de résistance civiles non-violentes commencent à être bien documentées. Il s'agit d'engager une lutte pour augmenter massivement les coûts de l'occupation, tout en limitant la prise de risque individuelle.

Que peuvent faire les citoyen·nes non armé·es pour défendre leur pays ? En zone occupée, la non-coopération, la désobéissance civile, de multiples formes de boycott, de blocages, de cyber-résistance, de rébellions éducatives peuvent contribuer à priver le gouvernement d'occupation des bénéfices politiques de sa supériorité militaire.

Ce sont des résistances civiles qui ont poussé à la fin de l'occupation syrienne au Liban en 2005, au changement de régime en Tunisie en 2011. Le Timor oriental a obtenu son indépendance de l'Indonésie après une campagne de résistance civile non-violente en 1989 (1).

Déjà, contre l'Union soviétique, les opposant·es avaient fait l'analyse que le pouvoir n'est pas au bout du fusil quand c'est l'adversaire qui détient presque tous les fusils. En Tchécoslovaquie, en 1968, la population avait massivement utilisé la démoralisation des troupes russes en expliquant aux soldats occupants qu'elle voulait le socialisme. Plusieurs régiments ont alors dû être rapatriés pour refus d'obéissance. Les panneaux de direction ont été supprimés et remplacés par la direction "Moscou". Par la suite, ce sont bien les manifestations non-violentes en République démocratique allemande (RDA) qui ont abouti à la chute du mur de Berlin en 1989, et non les armes nucléaires étasuniennes, britanniques ou françaises.

## Refuser la violence pour rester démocratique

Dans un livre récemment traduit en français, *Pouvoir de la non-violence*

— *Pourquoi la résistance civile est efficace* (2), Erica Chenoweth et Maria J. Stephan ont analysé 323 campagnes de résistance violentes et non-violentes entre 1900 et 2006.

Leur constat est que les résistances non-violentes parviennent à atteindre leur objectif (totalement ou partiellement) deux fois plus souvent que les résistances violentes. Autre constat : la mise en place d'un régime démocratique après une résistance non-violente est beaucoup plus fréquente qu'à la suite d'une résistance armée, même en cas de succès partiel (3).

La victoire d'une insurrection armée favorise la rechute du pays dans l'autoritarisme. Les raisons sont compréhensibles : le nouveau pouvoir est tenté d'utiliser encore la violence pour purger l'État des derniers soutiens de l'ancien régime, les formes d'organisations militaires sont en contradiction avec les pratiques de la démocratie (pratique du secret, rapport hiérarchique), la culture politique de résolution du conflit par la violence perdure comme moyen d'imposer ses préférences politiques et d'augmenter son pouvoir. Cela devient une "option tactique" et s'oppose à une recherche de consensus dans la gestion politique du pays.

À l'inverse, une mobilisation non-violente massive devient un rempart contre des dérives d'un nouveau pouvoir. Une population exercée à la non-coopération et à la désobéissance civile constituera plus facilement un contre-pouvoir démocratique au nouveau pouvoir mis en place.

Les victoires militaires peinent à établir un ordre civil stable et légitime. Elles accroissent la probabilité de conflits internationaux. Elles forment plus des "spécialistes de la violence que des experts en politique".

## La guerre en Ukraine et le choix des armes renforcent la militarisation de l'Europe

Le conflit en Ukraine vient justifier la politique de hausse du budget militaire français. *"Notre pays amplifiera l'investissement dans sa défense, décidé dès*

2017", a assuré Emmanuel Macron dans son allocution du 3 mars 2022 (4).

L'Allemagne a pris la décision de se réarmer et une hausse de 100 milliards du budget militaire a été décidée dès cette année 2022.

Pour la première fois, le budget européen 2021-2027 intègre un fonds de défense (7,9 milliards d'euros) afin d'encourager, entre autres, la recherche et le développement des armes. Le fonds de Facilité européenne pour la paix (FEP) est utilisé pour livrer des armes à l'Ukraine, alors qu'il n'était pas question, jusque-là, de fournir du matériel légal (5). L'Union européenne a approuvé le 21 mars la constitution d'une force de 5 000 combattant·es et s'est engagée à augmenter ses dépenses militaires afin d'être en mesure de mener seule des interventions d'ici 2025.

Nous avons déjà constaté que la logique militaire pour lutter contre le terrorisme a renforcé les atteintes aux droits démocratiques en France : armée qui patrouille dans les gares et les aéroports, arsenal de mesures administratives (6), surveillance renforcée des données (7), etc. Ces contrôles s'attaquent à l'un des fondements même de l'État de droit : l'existence d'une vie privée séparée de la vie politique.

On voit donc que le choix de la résistance militaire ou non-violente a des conséquences directes sur l'avenir de la démocratie, en Ukraine comme en Europe. ♦

4. Votée en 2018, la loi de programmation militaire 2019-2025 prévoyait déjà des augmentations annuelles de 1,7 milliard d'euros par an pour atteindre 41 milliards de crédits en 2022, puis des paliers de 3 milliards pour obtenir une enveloppe de 50 milliards et un objectif de 2 % du PIB en 2025.
5. Les dépenses militaires qui seront mises en œuvre dans l'Union européenne atteindront environ 175 milliards d'euros en 2022, soit 1,25 % du produit intérieur brut européen.
6. Dont des actions "préventives" pouvant entraîner des privations de liberté, telles que celles appliquées contre les mouvements écologiques lors de la COP21 et contre le mouvement de résistance à Bure.
7. Des dispositions imposent la conservation préventive des données de connexion sur internet pendant une période de douze mois, et les agents de l'administration fiscale peuvent avoir accès aux données conservées.

## ➔ Adresse

♦ **MAN-Lyon, Mouvement pour une alternative non-violente**, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, [www.nonviolence.fr](http://www.nonviolence.fr)

1. Nous avons des retours d'expériences sur le renversement de dictateurs ou de régimes autoritaires en Serbie (2000), à Madagascar (2002), en Georgie (2003) et déjà en Ukraine (2004).

2. *Pouvoir de la non-violence*, Calmann-Lévy, 2021, 488 p.

3. La base de données a été actualisée jusqu'en 2015 et confirme le différentiel entre les deux formes d'action.

› Texte : **Guillaume Gamblin**

# Notre politique migratoire obéit à une logique de guerre

La guerre est une forme de violence collective désinhibée. Elle est souvent justifiée par la nécessité de l'autodéfense contre un ennemi que l'on perçoit comme menaçant si nous ne frappons pas les premiers. Dans son livre *La Force de la non-violence*, la philosophe Judith Butler montre que c'est ainsi que l'Europe agit envers les migrant·es.



C'est sous le signe de la défense face à l'ennemi menaçant, plus ou moins fantasmé, qu'ont été déclenchées l'attaque de l'Ukraine par Vladimir Poutine mais aussi l'attaque de l'Irak par George Bush en 2003, et bien d'autres guerres. La philosophe étasunienne Judith Butler fait le lien entre cette "conception raciste et paranoïaque de la défense de soi [qui] autorise la destruction d'une autre population" et les politiques occidentales de traitement de l'immigration.

## **Nous faisons la guerre aux populations migrantes**

Selon cette logique, "si l'Europe ou les États-Unis (ou l'Australie) laissent les migrants franchir leurs frontières, cette hospitalité entraînerait leur destruction. Le nouveau migrant est alors imaginé comme une force destructrice promise à engloutir et nier son hôte. Ce fantasme sert à justifier l'emploi d'une violence destructrice contre les populations migrantes : si elles incarnent la destruction, elles doivent logiquement être détruites. (...) La logique guerrière débouche sur une impasse paniquée : l'État qui se défend contre les migrants est imaginé en danger de violence et de destruction."

Quand les migrant·es sont perçu·es comme une marée humaine "dont l'impureté va empoisonner l'identité raciale ou nationale, alors les actions qui consistent à les arrêter et les détenir indéfiniment, à les rejeter à la mer, à refuser de répondre à leurs SOS quand leurs canots chavirent et que la mort est imminente sont toutes justifiées de façon rageuse et vindicative comme une 'autodéfense' de la communauté autochtone, définie tacitement ou expressément par un privilège racial", estime-t-elle.

Cette dimension raciale est d'autant plus soulignée par les réactions européennes face à la guerre en Ukraine. Une vague de solidarité générale bienvenue s'est levée pour accueillir sans conditions en Europe les réfugié·es fuyant la guerre. Une telle solidarité ne s'est malheureusement pas manifestée ces dernières années pour les réfugié·es fuyant de nombreux drames qui n'avaient rien à envier, dans l'horreur, à la tragédie ukrainienne — en Syrie, en Afghanistan, en Érythrée, etc. Il semble ici que l'appartenance des Ukrainien·nes à ce qui est ressenti comme une identité culturelle, ethnique et religieuse commune, soit un facteur déterminant dans cette différence de réactions.

C'est pour cela que, selon Judith Butler, *"pour que la non-violence échappe à la logique de guerre qui distingue les vies dignes d'être préservées des vies considérées comme jetables, elle doit s'inscrire dans une politique de l'égalité. (...) Demander que toute vie soit pleurable est une autre manière de dire que toutes les vies devraient être capables de persister dans le vivant qui leur est propre sans être soumises à la violence, à l'abandon systématique, à l'annihilation militaire."*

### Une menace pour la démocratie

Les effets de cette *"logique inversée et paranoïaque"* ne s'arrêtent pas à l'extérieur de nos frontières mais mettent en danger la démocratie elle-même, estime Judith Butler.

Quand nos nations entrent en guerre, il devient compliqué de porter des voix dissidentes, à l'image des personnes ayant signé une pétition pour la paix et qui sont accusées de terrorisme en Turquie. Toute position critique de la logique de guerre est réduite à une position dans la guerre. *"La critique de la guerre est assimilée à un subterfuge, une agression, une hostilité dissimulée. La critique, la contestation, la désobéissance civile sont assimilées à des attaques contre la nation, contre l'État (...). Cette accusation se fait dans le cadre de la guerre présomptive, et aucune position ne peut être imaginée en dehors de ce cadre. En d'autres termes, toutes*

*les positions, même quand elles sont manifestement non violentes, sont considérées comme des permutations de la violence."*

*"Dans un monde dans lequel la violence est de plus en plus justifiée au nom de la sécurité, du nationalisme et du néofascisme", il est plus que jamais*

nécessaire de cultiver une non-violence critique et active, adossée à une égalité radicale entre toutes les vies humaines, si nous ne voulons pas sombrer encore davantage dans la barbarie. ♦

### La force de la non-violence

*Judith Butler, traduit par Christophe Jaquet*

La philosophe étasunienne Judith Butler ancre l'exigence de non-violence dans une réflexion sur l'interdépendance radicale des humains, constitués par les liens qui les relient aux autres. Ce sont ces liens que la violence vient avant tout détruire. Un autre fondement de la non-violence est l'égalité, ancrée dans l'égalité "pleurable" de chaque être humain. Butler dénonce l'inégale valeur accordée aux vies humaines quand elles sont définies par les politiques racistes et nationalistes de nos États. Elle plaide pour une non-violence qui ne soit pas la seule interdiction morale de tuer, mais aussi une politique positive de l'égalité qui implique des dispositifs garants de l'égalité de toute vie. Un livre de théorie très ardu, mais venant étayer une philosophie politique de la non-violence. GG

Éd. Fayard, 2021, 240 p., 20 €

Judith Butler

### La force de la non-violence



à venir  
fayard

### Démilitariser la France

*Alain Refalo*

Rares sont les livres qui font aussi bien le tour de la question du militarisme, sujet crucial, mais généralement absent du débat public et même des radars militants. Enseignant engagé de longue date dans la non-violence, Alain Refalo passe en revue avec précision les différents visages de la militarisation en France, en cherchant à chaque fois à leur apporter des alternatives crédibles : démilitariser la mémoire nationale guerrière (avec ses rues et monuments, ses oublié·es), revisiter et pacifier nos symboles (défilé militaire, hymne national), démilitariser l'économie (dépenses militaires, exportations d'armes, reconversion de l'industrie de l'armement), civiliser la défense (interventions militaires extérieures, armement nucléaire, développement des stratégies civiles de défense), démilitariser la société (sortie des militaires des écoles, suppression du service national universel, démilitarisation de la police et de la gendarmerie). Son livre prend un écho particulier en ces temps de guerre russo-ukrainienne et de remilitarisation inquiétante de l'Europe. Alain Refalo rappelle que la France fait partie des cinq pays les plus militarisés au monde selon les indicateurs internationaux. Son livre, pédagogique et accessible, mérite d'être lu largement pour ne pas oublier que le militarisme est l'une des forces de domination lourdes qui empoisonnent nos sociétés, en se mariant avec le nationalisme, le capitalisme, le patriarcat et la domination écologique pour en faire un cocktail létal. Il livre de nombreuses pistes d'action et de réflexion pour montrer qu'il est possible d'en sortir. GG

Éd. Chronique Sociale, 2022, 132 p., 14 €

### Démilitariser la France

Plaidoyer pour un pays acteur de paix

Alain Refalo



Comprendre la société

Chronique Sociale

› Texte : **Guillaume Gamblin**

# Le service national universel militarise la jeunesse

Le service national universel (SNU) est dénoncé par de nombreuses organisations comme un dispositif d'enrôlement militariste de la jeunesse. Le gouvernement veut rendre celui-ci obligatoire pour tous les jeunes de 16 ans, et il coûtera, à terme, plusieurs milliards d'euros par an.

Le 17 mars 2022, à la télévision, le candidat à sa réélection Emmanuel Macron réaffirmait sa volonté de généraliser le SNU en expliquant : "C'est un des éléments de la refondation du pacte si essentiel entre nos armées et la nation." Comment être plus clair ? Le SNU s'inscrit par ailleurs dans toute une série d'interventions et d'initiatives de l'armée vis-à-vis de la jeunesse (1).

## Les volontaires ne se bousculent pas

Le SNU a débuté en 2019 avec un premier contingent de 2 000 jeunes, puis une montée en puissance jusqu'à un passage obligatoire pour tous les jeunes de 16 ans annoncé d'abord pour 2023, puis 2024, et aujourd'hui 2026. Mais les volontaires ne se bousculent pas au portillon des casernes... En 2021, le gouvernement tablait sur 25 000 jeunes



volontaires, or il n'y en a eu finalement que 14 653. La première session de février 2022 devait embrigader 4 000 jeunes, seuls 3 000 se sont inscrits, malgré une intense propagande (2).

Rappelons que le SNU comprend une première phase "de cohésion et de mixité sociale" avec un séjour en internat de deux semaines (avec encadrement en partie militaire, uniforme, lever du drapeau et Marseillaise obligatoire). "Comment le SNU parviendrait-il à réaliser en un mois ce que l'Éducation nationale ne parvient pas à réaliser entre la maternelle et la classe de troisième ?", interroge le Mouvement

pour une alternative non-violente. Une seconde phase "d'engagement" comprend des missions d'intérêt général de 12 jours et des missions volontaires de 3 mois. Mais la jeunesse n'a pas attendu des encadrants militaires pour s'engager pour le climat et la justice sociale, contre le sexisme et le racisme... et contre les guerres et le militarisme, parfois !

## Pas si universel que ça

La dimension "universelle" du SNU fait pour le moment défaut. Une étude d'envergure réalisée par l'INJEP (3) et datée de janvier 2022 sur le déploiement du SNU en 2021 nuance fortement le caractère universel qu'il prétend avoir. Le SNU est présenté comme un outil du "renforcement de la cohésion

1. Voir l'article "Quand l'armée distribue des bonbons à l'école", *Silence*, n° 450, novembre 2016.

2. 12 % des participant·es au SNU en 2021 sont venu·es suite à de la propagande sur les réseaux sociaux, détaille l'étude de l'INJEP citée plus bas. "J'ai d'abord vu une publicité sur Snapchat", "J'ai vu la vidéo sur YouTube", "Les vidéos sur Instagram, elles donnaient trop envie de faire le SNU", témoignent les jeunes.

3. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire.

nationale par l'expérience de la mixité sociale et territoriale au sein d'une même classe d'âge". Cependant, dans les faits, parmi les participant-es, les filières professionnelles sont très peu représentées (11 % contre 33 % en France) tout comme les enfants d'ouvriers et celles et ceux issu-es de quartiers populaires classés "politique de la ville". Parmi les participant-es, 37 % ont des parents qui ont travaillé dans un corps en uniforme, 10 % se sont vu imposer leur participation par leur famille !

### Difficulté à recruter... des encadrant-es

Un problème pour la tenue des sessions du SNU est la difficulté à recruter des encadrant-es, signalait *Europe 1* le 13 février 2022. "Le SNU peine, en effet, à recruter des animateurs qualifiés. Les diplômés du Bafa (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur) ne courent pas les rues, beaucoup de formations ayant été supprimées depuis le début de la pandémie. La loi exige pourtant, pour chaque séjour de mineurs, un nombre minimum d'encadrants qualifiés dans l'animation." Ainsi, l'une des régions d'accueil est contrainte de n'accueillir que 220 jeunes au lieu des 700 prévus, par pénurie d'encadrement. De plus, signale la radio, de nombreuses encadrant-es ne veulent plus recommencer : le SNU a mauvaise presse dans leur milieu. Leur rémunération, minime, est de l'ordre de 1,50 euros de l'heure. Certain-es n'ont été payé-es que cinq mois plus tard. Et, dans certains centres, 60 % des animat-rices ne sont pas diplômé-es, ce qui n'est pas légal.

### En Charente-Maritime, des voix discordantes se font entendre

Le 14 février 2022, une dizaine de personnes ont distribué des tracts pour dénoncer le SNU devant le lycée Merleau-Ponty de Rochefort, qui accueillait ce dispositif. Membres du *Mouvement de la paix*, de la *Libre pensée*, du *Snes-FSU*, de *Sud-éducation* et des *Amis des monuments pacifistes*, elles dénonçaient un embrigadement, un formatage de la jeunesse et un renforcement de la militarisation. "Alors que l'Éducation nationale est à l'os, c'est elle qui finance le SNU." Le 26 février, un rassemblement avait lieu à La Rochelle, devant la cité administrative, pour demander l'abrogation du SNU à l'appel d'une intersyndicale. D'autres

rassemblements publics anti-SNU ont eu lieu ces derniers mois à Nantes, Rouen, etc.

### Comment résister ?

On peut se rapprocher des collectifs et organisations qui militent pour l'abandon du SNU (4). Parmi les actions à réaliser, on peut créer un collectif régional, organiser des réunions d'information, concevoir des plaquettes à distribuer aux jeunes et à leurs familles, participer aux visioconférences sur le SNU organisées par les académies, publier des tribunes de presse, enquêter auprès des jeunes pour connaître leurs motivations et leurs réserves, etc. On peut relayer l'appel à boycotter le SNU auprès des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

4. Parmi lesquelles l'Union pacifiste, l'Union syndicale lycéenne, Solidaires, le Mouvement pour une alternative non-violente (MAN), la Jeunesse ouvrière chrétienne, les Scouts et guides de France, l'UNEF, la FCPE, la FSU, etc. Certaines d'entre elles, dont *Silence*, sont regroupées dans le collectif *Non au SNU*.

Lorsque le SNU sera obligatoire, l'État prévoit de sanctionner les réfractaires en leur interdisant de passer le code, donc d'obtenir le permis de conduire, de les exclure du baccalauréat et des concours administratifs (5). L'objection de conscience a été officiellement suspendue avec la fin du service militaire et de l'obligation de porter des armes, mais ce droit pourrait être réactivé. À l'époque du service militaire obligatoire, l'objection de conscience n'était jamais un droit à faire respecter : c'était un statut précaire acquis de haute lutte. Il pourrait en être de même pour le SNU. Enfin, reste à creuser la piste d'un refus parental concernant les enfants mineurs : ces derniers pourront-ils être pénalisés pour un refus dont ils ne sont pas les auteurs ni les responsables ? ♦

5. Sanctions actuellement déjà prévues pour la journée "Défense et citoyenneté".



### ➔ Pour en savoir plus

- ♦ *Non au SNU*, nonsnu@lists.riseup.net.
- ♦ *Union pacifiste de France*, BP 40 196, 75624 Paris Cedex 13, [www.unionpacifiste.org](http://www.unionpacifiste.org).
- ♦ *Mouvement pour une alternative non-violente*, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 45 44 48 25, [www.nonviolence.fr](http://www.nonviolence.fr).
- ♦ Pour les jeunes adultes désireux de s'engager sur le thème de la paix et de la non-violence comme alternatives à la voie militaire, le *Comité pour l'intervention civile de paix* informe et forme à l'intervention civile non-violente dans des zones de conflit. *Comité pour l'intervention civile de paix (Comité ICP)*, 187 Montée de Choulans, 69005 Lyon, <https://interventioncivile.org>.
- ♦ *L'IUT de Seine-Saint-Denis*, rattaché à l'Institut catholique de Paris, en lien avec le *Comité ICP* et *Nonviolent Peaceforce*, organise le premier cursus universitaire en France dédié à l'intervention civile de paix, dont la prochaine session se déroulera de janvier à juillet 2023. Aller sur la page "Diplôme universitaire intervention civile de paix" du site [www.icp.fr](http://www.icp.fr).
- ♦ Lire aussi "Service national universel : boycott et objection de conscience", *Silence* n° 483, novembre 2019.

► Ce texte est extrait du livre **Démilitariser la France**, Alain Refalo, Chronique sociale, 2022, p. 11 et 29-30.

# Démilitariser la mémoire, l'exemple de l'école

Silence public quelques extraits choisis du récent livre d'Alain Refalo intitulé **Démilitariser la France**. Il y aborde entre autres la question de la militarisation de la mémoire collective. L'instrumentalisation de celle-ci prépare les guerres à venir. Mais il est possible de faire autrement, dans l'enseignement notamment.

"L'histoire officielle a une fonction idéologique qui vise à orienter les esprits afin de mieux faire adouber les décisions du présent. L'État étant intrinsèquement lié à la violence et à la guerre, la mémoire qu'il véhicule est essentiellement une mémoire guerrière, une mémoire militarisée", explique Alain Refalo, enseignant.

Face à cela, "à l'approche du 11 Novembre, je consacre plusieurs séances d'éducation civique et morale à l'étude des monuments aux morts dits 'pacifistes'. C'est une façon d'aborder la réalité et l'horreur de cette guerre de façon sensible (...). Je projette l'image du monument aux morts de Crépy-en-Valois, où une stèle représente une femme pleurant un soldat mort à ses pieds. Cette femme est le symbole de toutes les femmes de France

Gentieux-Pigerolles où un enfant orphelin, le visage triste, lève le poing en direction des 58 noms gravés comme s'il voulait dénoncer les responsables de la guerre. Au pied de la stèle est gravée la célèbre phrase de Péguy, "Maudite soit la guerre". Que signifie ce geste de colère, de révolte ? Que signifie cette phrase ?

(...) Nous prolongeons avec la lecture d'extraits de lettres de poilus.

qu'il est des circonstances où l'obéissance peut être criminelle et que la désobéissance est parfois légitime.

(...) Les élèves sensibilisés comprennent davantage le sens du 11 Novembre, 'jour férié', jour où l'on se souvient de ceux qui sont partis, de ceux qui ont été victimes de décisions irresponsables et qui ont péri au nom de la raison d'État. La figure de Jean Jaurès, qui

déclara 'la guerre à la guerre', est montrée en exemple. Nous découvrons son combat courageux pour la paix, toujours recommencé, jamais achevé (...). Des productions artistiques réalisées par les élèves achèvent, provisoirement, ce modeste travail d'éducation à la paix à l'occasion du 11 Novembre.

Quant aux sollicitations municipales demandant la participation de mes élèves à la commémoration officielle, impliquant

de chanter, et donc d'apprendre à chanter, la Marseillaise, je n'y donne pas suite. C'est tout le paradoxe du devoir de mémoire auquel je participe en travaillant avec mes élèves sur la signification du 11 Novembre, mais qui implique encore, dans notre société, la participation à une cérémonie où le caractère militaire prédomine (...) et où l'on chante un hymne guerrier contraire aux valeurs de l'école." ♦



Monument aux morts de Crépy-en-Valois (Oise).

qui ont perdu un être cher entre 1914 et 1918. L'effet est saisissant et les élèves, d'abord silencieux, commencent à s'exprimer. Ils posent des questions, je leur demande de formuler des hypothèses. Pourquoi pleure-t-elle ? Pourquoi est-elle représentée sur ce monument ? Quel est le message que l'artiste a voulu nous transmettre ? (...)

Dans une autre séance, nous visualisons le monument aux morts de

Témoignages poignants qui montrent encore une fois l'horreur de la guerre, et rendent plus palpable l'enfer que ces hommes ont vécu. Dans une autre séance, nous écouterons la chanson de Craonne, où les soldats qui se considèrent comme des 'condamnés' et des 'sacrifiés' de cette 'guerre infâme' dénoncent les 'planqués' et les responsables de la boucberie. L'appel à la grève des soldats qui ponctue la chanson permet d'expliquer

# Agir pour construire la paix

La guerre, l'industrie de l'armement, etc., sont constitutives de la construction des États impérialistes. La mobilisation citoyenne pour davantage de justice sociale passe aussi, et surtout hors des temps de guerre, par une lutte contre le militarisme.

Plus que l'opposition à des guerres ponctuelles, c'est à toute une logique "du temps de paix" qu'il est important de s'attaquer, comme l'expliquait Andrée Michel, pionnière de la sociologie féministe et antimilitariste (voir encadré page suivante). Ses analyses montrent que le militarisme implique une politique de l'emploi à l'échelle de pays entiers et renforce aussi les dominations de genre à l'intérieur de la société, ainsi que les rapports néocoloniaux.

La mobilisation contre le militarisme et en faveur des alternatives politiques à la violence des armes prend des visages multiformes.

## Créer du débat démocratique autour des questions militaires

"Sans mobilisation citoyenne, il n'y aurait pas eu d'avancées comme le traité sur l'interdiction des mines antipersonnel, celui sur les bombes à sous-munitions ou, plus récemment, le traité sur l'interdiction des armes nucléaires", rappelle Patrice Bouveret, de l'Observatoire des armements. Celui-ci invite chacun·e à organiser dans sa région des débats, séances de cinéma, expositions pour alimenter le débat. Il conseille également d'écrire au ou à la député·e



ou sénat·rice de sa circonscription, ou de les rencontrer. "Ces élu·es sont nos représentantes et doivent rendre compte de leur mandat. Interpellons-les sur leur positionnement envers des questions comme le contrôle parlementaire des transferts d'armements, l'élimination des armes nucléaires". Autre piste : se renseigner sur les industries d'armement existantes dans sa région pour faire un travail d'enquête, d'interpellation et de mobilisation spécifique à ce sujet. Ce sont parfois les aides financières distribuées par les communes, régions, etc. qui soutiennent des industries liées à l'armement. Les habitant·es

ont leur mot à dire et peuvent le faire savoir aux élu·es et aux institutions.

## Décrypter les logiques de guerre et promouvoir les alternatives non-violentes

À Saint-Junien, dans la Haute-Vienne, un collectif local organise chaque année le festival *Foutez-nous la paix !*, rendez-vous d'éclairage sur les guerres et surtout de réflexion et d'action pour la paix. Chaque année, fin septembre, le MAN coordonne dans plusieurs groupes locaux la *Quinzaine de la non-violence et de la paix* pour approfondir une thématique différente à chaque fois. Le

mouvement propose aussi des formations, des soirées-débat, des actions, publie des livres et monte des expositions pour faire connaître les outils de la non-violence, les alternatives au militarisme pour se défendre collectivement et transformer la société.

Des organisations comme l'Union pacifiste, affiliée à l'Internationale des

*résistant-es à la guerre*, s'engagent pour le soutien aux objecteurs de conscience dans le monde.

Et vous, comment agissez-vous pour vous opposer à la guerre et pour construire la paix ? Envoyez-nous vos témoignages et vos réflexions. ♦



Blockage de l'entrée du salon Eurosatory en 2018.

## Résister à Eurosatory, l'hypermarché du meurtre

Du 13 au 17 juin 2022, après une édition 2020 annulée pour cause de pandémie, Eurosatory, le salon de l'armement, est de retour : tapis rouge et tenue correcte exigée pour venir vendre des tanks, des véhicules blindés, des mitrailleuses, des avions de combat, des grenades et toutes sortes d'appareils de surveillance ou d'armes dernier cri. Le commerce des armes continue son essor et il s'installe pour cinq jours à Villepinte, près de Paris.

C'est la grand-messe des marchand-es d'armes, une sorte d'hypermarché où des responsables politiques et militaires internationaux, parfois accusés de violation des droits humains, viennent tester, choisir et acheter des armes, létales ou non. Tout cela sous l'œil bienveillant du gouvernement français, qui entend bien continuer à exporter de plus en plus d'armes : + 59 % d'exportations françaises dans le monde entre 2012-2016 et 2017-2021 (SIPRI, 2021).

Parmi ces visit-euses et exposant-es, on se demande si les entreprises russes, dont le matériel est aujourd'hui utilisé en Ukraine, seront présentes elles aussi. C'était le cas en 2016 et 2018, malgré l'embargo de 2014. Pour la France, c'est aussi le moment d'accueillir ses plus fidèles clients, parmi lesquels on retrouve l'Arabie Saoudite (premier importateur d'armes françaises entre 2010 et 2019), l'Égypte, le Qatar et les Émirats arabes unis. En tant que troisième plus gros exportateur d'armes au monde, la France utilise Eurosatory comme une vitrine aseptisée pour continuer à vendre ses armes et son matériel de répression en passant outre les questionnements sur le respect des droits humains et la paix. Nous devons nous mobiliser contre Eurosatory et faire savoir au gouvernement français que nous refusons l'organisation d'un salon qui vend du matériel contribuant à la mort de civil-es et qui nous met tous et toutes en danger. Rassemblons-nous le 12 juin à 15 h sur la place de la République, à Paris, pour dire non à Eurosatory ensemble, la veille de l'ouverture du salon.

Alice Privey  
Stop Fuelling War

♦ Stop Fuelling War (*Cessez d'alimenter la guerre*), Centre Quaker International, 114 rue de Vaugirard, 75006 Paris, [stopfuellingwar.org/fr](http://stopfuellingwar.org/fr), [info@stopfuellingwar.org](mailto:info@stopfuellingwar.org).

## Andrée Michel, allier féminisme et antimilitarisme

Pionnière des recherches sur les femmes, la famille, la guerre et la paix, Andrée Michel, l'une des premières sociologues françaises à avoir analysé le complexe



militaro-industriel, s'est éteinte le 8 février 2022, à l'âge de 101 ans. Ses travaux intellectuels et ses engagements sont marqués par une forte dimension internationale. Conjuguant recherche scientifique et engagement personnel, Andrée Michel participe à des luttes historiques. Lors de la guerre pour l'indépendance de l'Algérie, elle devient "porteuse de valises". Puis elle s'implique dans le *Mouvement de libération des femmes*, notamment au travers du *Planning familial*. Contre la guerre en Irak, en 1990, elle rejoint le *Bateau des femmes arabes pour la paix*. Membre active du mouvement *Résistance internationale des femmes à la guerre*, elle fonde en 1990 le réseau *Citoyennes pour la paix*. À l'âge de 93 ans, elle porte activement "l'appel des 52 marraines" en faveur de la création d'un tribunal pénal international pour la République démocratique du Congo afin de dénoncer les viols de centaines de milliers de femmes en tant qu'"arme de guerre".

### ➔ Pour aller plus loin

♦ Les coordonnées de l'Observatoire des armements, du MAN, de l'Union pacifiste, de l'ICAN sont données plus haut dans le dossier.

♦ *Internationale des résistant-es à la guerre (IRG/WRI)*, 5 Caledonian Road, London, N1 9DX, Royaume-Uni. <https://wri-irg.org/fr>

♦ *Festival Foutez-nous la paix*, Saint-Junien [fouteznouslapaix@mailo.com](mailto:fouteznouslapaix@mailo.com)

♦ *Alternatives non-violentes*, revue trimestrielle, c/o Mundo-M, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, [www.alternatives-non-violentes.org](http://www.alternatives-non-violentes.org).

♦ *Faire marcher les femmes au pas ? Regards féministes sur le militarisme mondial*, Cynthia Enloe, Solanhets, 2016, 312 p.

## 40 ans dans le rétro

### 1992

## Le mouvement écologiste secoué par les débats

**La guerre en Yougoslavie, le traité de Maastricht, le développement durable : *Silence* anime les débats autour de positions qui divergent.**

**A**près la chute du bloc soviétique, c'est au tour de la Yougoslavie d'éclater en morceaux. En juin 1991, la Slovénie se déclare indépendante, pratiquement sans heurts. En Croatie, cela ne se passe pas de même. Ce n'est qu'après cinq ans de conflit que les affrontements s'arrêtent. C'est encore pire pour la Bosnie-Herzégovine, et l'OTAN intervient en soutien aux Bosniaques. Dans ce contexte, *Silence* se fait le relais des groupes anti-guerre d'ici et de là-bas.

### Lutter contre la pollution et la bétonisation

Dans le n°150, de février 1992, un article raconte l'arrivée du Dakar-Paris, une fausse compétition qui inverse le sens du Paris-Dakar. L'action est signée *Terre des Hommes*, et la photo est de Pierre-Emmanuel Weck, qui donnera ensuite régulièrement des photos à *Silence*.

En mai, *Silence* est présent en Vallée d'Aspe, pour une manifestation contre le projet de tunnel routier. Il y a près de 10 000 personnes, ce qui retarde considérablement la construction du tunnel. En février 1994, *Silence* présente un dossier sur l'alternative ferroviaire.

### Comment se positionner ?

L'été voit se tenir le Sommet de Rio sur l'environnement. On est en plein paradoxe du développement durable. Dans son numéro d'été, *Silence* donne la parole à Yves Cochet, député européen, qui rappelle que 20 ans plus tôt, il y avait eu le Sommet de Stockholm, qui permet de mesurer le niveau d'inefficacité de ces rencontres. Depuis, il y a en a eu bien d'autres.

### Et en interne

Lors de son assemblée générale, *Silence* continue de se féminiser : Myriam Cognard, comptable, remplace Jacques Caclin à la trésorerie, celui-ci étant parti travailler au Burkina-Faso. Perline, rédactrice, Michèle Dussault-Delorme, rédactrice, et Thérèse Troivieux, correctrice, entrent aussi au CA, soit quatre femmes sur six. Myriam Cognard va rester à ce poste jusque dans les années 2010.

Durant l'été, la *Maison de l'écologie*, qui abrite la revue, récupère le premier étage et double sa surface. *Silence* et les *Européens contre Superphénix* montent leurs bureaux à l'étage.

MB



La rentrée est marquée par le référendum sur le traité européen de Maastricht. Les Verts sont hésitants. Dans le n°157 de septembre, nous publions un "pour" (Jean-Paul Deléage), un "contre" (Alain Lipietz), un refus de vote (Jean-Marc Luquet), un autre "contre" (Claude Charpentier, porte-parole de la commission paix et désarmement des Verts) et un texte d'Alain-Claude Galtié qui explique que les partisan-nes du "oui" croient possible une écologie libérale, un capitalisme vert. Le 20 septembre, le traité est adopté avec 51,04 % de votes positifs. La position floue des Verts a sans doute permis au traité de passer.

En octobre 1991, la revue *Actuel* avait titré "les écolos fachos". Probablement une tentative du Parti socialiste pour contrer la montée des Verts. *Silence* répond dans le n°158, d'octobre 1992, par un dossier sur les fachos-écolos, qui utilisent des arguments écolos à l'extrême-droite.

Michel Bernard

## Enquête d'un autre monde

Seine-Saint-Denis

### La Bergerie des Malassis

"C'est possible qu'il y ait un mec qui se balade avec un petit troupeau de chèvres dans les rues de Bagnolet ou de Paris. J'aime me dire que si ça c'est possible, ça rend d'autres choses possibles. En fait, ici, tout serait possible", rêve Gilles, le berger de Bagnolet.

Des chèvres à quelques minutes de Paris, ça interpelle. D'autant plus quand elles se baladent avec un chevrier qui les amène pâturer dans différents espaces du quartier. Elles suivent avec attention leur humain quand celui-ci court à travers un carrefour ou passe sur un passage piéton. Régulièrement, il s'arrête et laisse les animaux manger tranquillement tout ce qui leur passe devant les yeux. À l'improviste, les gens du quartier le rencontrent, discutent, et la présence des animaux délie les langues. On caresse les chèvres, on parle de souvenirs, du quartier.

#### Un square transformé en bergerie

Quand elles ne sont pas en balade, les chèvres sont à la Bergerie des Malassis, un ancien square de jeux pour enfants occupé depuis près de 10 ans par l'association *Sors de Terre*. Les activités varient en fonction du contexte et des envies. Le cœur, c'est de créer, construire et jardiner avec les enfants du quartier, le plus souvent dans le cadre d'ateliers avec les écoles, collègues, centres médico-éducatifs ou sociaux. Les membres s'occupent aussi de l'entretien de différents espaces verts avec une conscience écologique et sociale. Le square est aussi un lieu où vit la culture du quartier, un lieu où les habitant-es se rencontrent, se retrouvent, où il y a des concerts, des spectacles et de nombreuses soirées improvisées autour du feu.

Au fur et à mesure des années, la bergerie est devenue un lieu vivant et habité, qui ouvre sur d'autres réalités que celles auxquelles nous sommes habitués, qui rend possibles d'autres imaginaires. C'est



aussi un lieu qui interroge, qui bouscule, dont les valeurs cassent les codes et les concepts flous proposés par les politiques publiques. Les membres aiment déconstruire des termes tels que "agriculture urbaine", "participatif" ou "création de lien social" afin de les remplir de "quelque chose qui émane du terrain".

#### Quel avenir ?

La bergerie est un élément perturbateur pour celles et ceux qui aiment que tout soit bien réglé. D'autant plus que le square est un terrain municipal, occupé sans autorisation. Il n'existe aujourd'hui grâce au soutien des habitant-es qui luttent pour garder cet espace de liberté au sein du quartier. Après des années de discussions et de luttes avec de multiples rebondissements, il est fort probable que la terre et les arbres protégés par la bergerie soient coulés sous le béton à l'été 2022. Tant que rien n'est fait, il reste de l'espoir, car depuis toujours, c'est l'énergie de ses soutiens qui lui permet d'exister et de casser les normes, pour le bien-être des habitant-es du quartier.

Hélène Petit

◆ Pour en savoir plus : [ouialafermeecoledebagnolet.fr](http://ouialafermeecoledebagnolet.fr)

◆ Bergerie des Malassis, 9 Rue Raymond Lefebvre, 93170 Bagnolet

Reportage issu du livre *Enquête d'un autre monde*, Hélène Petit et Benoit Cassegrain, éd. Ulmer, 2021, 196 p., 22 €

### Des coopératives pour ne plus jeter ses appareils électriques

Commown est une coopérative qui promeut les usages plus responsables des appareils électroniques. Partant du constat que la principale façon de limiter l'impact des produits électroniques est d'augmenter au maximum leur durée de vie, la SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) a développé un modèle de location qui incite à faire vivre les appareils (Fairphones, ordinateurs,...) le plus longtemps possible, sur plusieurs cycles de location si besoin. À l'inverse du modèle de vente où tous les moyens sont bons pour pousser au renouvellement.

Cette initiative a inspiré les initiatives de Robocoop, une communauté de personnes travaillant autour de 3 axes : une

mutuelle de réparation (une personne subissant la panne d'un de ses appareils sera soutenue par la solidarité mutualiste si elle choisit de faire réparer son appareil plutôt que d'en acheter un neuf), des ateliers de conception d'appareils utilisant des basses technologies, poussant les efforts d'innovation sur l'usage et la durabilité des appareils, et la location d'électroménager utilisant des basses technologies, pour diminuer l'impact environnemental de celui-ci.

◆ Commown, 8 avenue Dante, Pépinière de Haute-pierre, 67200 Strasbourg, <https://commown.coop>

◆ Robocoop, [www.robocoop.fr](http://www.robocoop.fr)

Vaucluse

### Roseraie de Gérenton

Il y a 7 ans, Sylvie a acheté un morceau de friche agricole et l'a transformé en jardin de roses associé à une pépinière de rosiers anciens sous la mention *Nature & Progrès*. Un jardin de roses dans lequel on trouverait une collection de rosiers adaptés aux sols et aux conditions climatiques du piémont du Ventoux. La roseraie de Gérenton s'attache à faire perdurer ce patrimoine végétal que constituent les roses anciennes, en cultivant plus de 300 variétés.

◆ Roseraie de Gérenton, 2884 route de Flassan, 84410 Bedoin, [www.roses-anciennes-du-ventoux.com](http://www.roses-anciennes-du-ventoux.com)

### Tempête sur le Hameau des Buis

Dans son numéro 499 de mai 2021, *Silence* présentait le grave conflit qui opposait le collectif des habitant-es à la *Ferme des enfants* de Sophie Rabhi et Laurent Bouquet. Au bout des procédures juridiques, la *Ferme des enfants* a quitté son lieu d'implantation, après 22 ans de présence sur place.

Le Hameau des Buis a retrouvé une certaine sérénité après ce départ. Quant à la *Ferme des enfants*, elle est partie s'installer en Haute-Garonne, au Sud-Ouest de Toulouse. Elle devrait redémarrer à l'automne 2022.

◆ Le Hameau des Buis, chemin de Chaulet, 07460 Berrias, tél. : 06 65 05 97 99, [hameaundesbuis.org](http://hameaundesbuis.org)

◆ La Ferme des enfants, Colyvie, oasis de Poul'Art, 140-400, avenue de la Forêt, 31370 Rieumes, tél. : 06 29 40 41 56.

## Médias :



◆ **Socialter**, n°50, février-mars 2022, 6,90 €. *Socialter*, Abomarque, CS 60003, 31242 L'Union Cedex. "À quoi devons-nous renoncer ?". Un dossier passionnant qui décrypte la fabrique des besoins artificiels par le capitalisme, la société du confort, énonce

des pistes pour diminuer notre empreinte carbone, s'interroge sur le rationnement, le boycott, l'usage contre la propriété et esquisse une politique du renoncement qui propose l'autolimitation comme projet collectif.

◆ **Moins !**, "10 milliards... et après ?", n° 57, mars et avril 2022, prix libre, *Moins !*, rue du Petit Rocher 4, 1003 Lausanne, Suisse. Ce n'est jamais facile de s'emparer de la question démographique. Les humains sont-ils trop nombreux sur Terre ? Dans une perspective décroissante, comment se positionner ? Ce dossier repolitise le débat en mettant en regard les pays du Nord et ceux du Sud, donne la voix aux femmes et présente un projet *low-tech* en matière de fertilité.

◆ **Imagine**, "Climat déréglé, santé menacée", n° 149, mars-avril 2022, 12 €, *Imagine* Demain le monde, rue du Palais 56, B-4000 Liège, Belgique. La crise environnementale a de nombreux effets sur la santé



publique. Les inondations détruisent les maisons et ébranlent le moral. La hausse des températures augmente les risques de maladies cardio-respiratoires. Ce dossier n'est pas optimiste, mais instructif sur les liens entre la santé de la planète... et la nôtre.

◆ **Inf'OGM**, n°166, hiver 2022, 8 €, 38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris, [www.infogm.org](http://www.infogm.org). Ce dossier consacré à "La biologie de synthèse : un vivant sur mesure" présente ce type de biotechnologie qui va encore plus loin que les OGM dans l'artificialisation du vivant, au niveau de l'ADN lui-même. Il montre que la recherche procède par tâtonnements sans maîtriser les processus et dans l'ignorance des interactions possibles avec le vivant "naturel", et il explore la production industrielle, les enjeux scientifiques, techniques, économiques et philosophiques. On est bien dans un imaginaire transhumaniste avec la volonté d'"améliorer" et d'"augmenter" les structures mêmes du vivant, en le réduisant à des déterminismes génétiques.



## Notre-Dame-des-Landes : pas de fête de la victoire

Chaque année, le 17 janvier, on fête l'anniversaire de la décision d'abandon du projet d'aéroport prise en 2017. Mais cette année, le variant Omicron s'est invité sur place et la fête a dû être annulée. Il n'en reste pas moins que les quelque 200 personnes qui habitent sur place (contre jusqu'à 300 au moment de la lutte) continuent à développer leurs alternatives pratiques dans une vingtaine de lieux plus ou moins collectifs. Si des baux agricoles ont été accordés, il y a toujours des obstacles à la poursuite des activités sur place : refus de baux pour des activités non-agricoles, refus de l'État de vendre des terres ou de les louer avec un bail emphytéotique collectif comme cela a été obtenu au Larzac (voir dossier dans *Silence* n°483, novembre 2019). Un gros rassemblement devrait se tenir, comme chaque année, cet été.

◆ [zad.nadir.org](mailto:zad.nadir.org)

# AGRICULTURE



Isère

## La ferme Tournesol

En 2009, au pied du Vercors, Jean-Philippe Valla, ancien prof d'électronique, s'installe en maraîchage. En quelques années, il a réussi à mettre en place une ferme autosuffisante en alimentation, pour lui, sa famille, et les personnes de passage à l'année. La ferme vend du pain et du fromage, le reste (légumes, fromages, céréales, etc.) est consommé sur place. Elle n'est pas reliée au réseau électrique et s'alimente grâce à des panneaux photovoltaïques, mais aussi une turbine hydraulique associée à un étang et une parabole qui réfléchit la lumière solaire. Bien sûr, elle mise sur les économies d'énergies, grâce aux serres, à une construction terre-paille, etc. On retrouve Jean-Philippe dans les formations de l'Atelier Paysan.

◆ La ferme Tournesol, 38650 Saint-Paul-lès-Monestier.

## La guerre en Ukraine, tournant pour l'agriculture européenne ?

Les partisan-es d'une agriculture productiviste cherchent à tirer profit de la guerre en Ukraine pour détricoter les rares avancées françaises et européennes vers une agriculture paysanne. Ainsi, la stratégie européenne "De la terre à la fourchette" est remise en cause par la FNSEA et d'autres organisations. Elles reviennent notamment sur ses engagements à réduire de 20% les engrais et de 50% les pesticides ainsi qu'à accroître les surfaces nécessaires à la biodiversité. Le ministre de l'Agriculture demande la mise en production des 4% de terres en jachères.

Plusieurs organisations environnementales dont *Génération Futures*, *Foodwatch*, *Terre d'abeilles*, le *Réseau action climat* et le *CCFD-Terre solidaire* réagissent à cette offensive. Pour elles, "s'il est nécessaire de prendre des mesures immédiates pour répondre aux conséquences terribles de la guerre, cela ne doit pas être au détriment des autres enjeux auxquels l'humanité fait face, comme la souveraineté alimentaire des peuples, la pollution généralisée des milieux et ses conséquences ou encore l'urgence climatique".

La crise actuelle met en lumière la dépendance de l'agriculture industrielle aux importations : "engrais de synthèse et pesticides, fabriqués à partir de gaz et de pétrole en partie importés de Russie", céréales et oléagineux importés d'Ukraine pour l'alimentation animale, etc. Les signataires appellent à un véritable tournant vers l'agroécologie qui implique notamment selon elles :

- "de revoir à la baisse nos niveaux de production et de consommation de viande et autres produits animaux,
- de développer des modes d'agriculture et d'élevage autonomes, peu dépendants des énergies fossiles et des intrants de synthèse,
- de développer en parallèle la production de légumineuses, les élevages extensifs, ainsi que les pâturages et les prairies permanentes associées".

◆ Les Amis de la Terre, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 51 32 22, [www.amisdelaterre.org](http://www.amisdelaterre.org)

## Chroniques terriennes

### Ukraine : fin du monde ? F1 du monde !

**La guerre en Ukraine est venue rappeler aux amnésiques que nous sommes l'extrême dépendance gazière et pétrolière à laquelle nous sommes soumis-es. Cette addiction a un prix et une odeur. Celle, acre, de nos petits renoncements éthiques, de nos facilités quotidiennes qui gommement progressivement la souffrance d'autrui.**

**P**our quelques litres de pétrole ou mètres-cubes de gaz, que ne serions-nous pas prêt-es à accepter ! 17% de notre gaz provient de la Russie et chaque jour qui passe, des milliers d'Ukrainien-nes fuient une guerre financée par l'achat d'hydrocarbures : ce pétrole et ce gaz que nous continuons à consommer malgré le drame qui se noue sous nos yeux bouffis de notre trop plein consumériste. Coulant à flot, ces hydrocarbures rapportent au maître du Kremlin 700 millions de dollars chaque jour qui passe. Ce gaz a le même effet qu'une drogue dure qui anesthésie notre empathie et brouille nos repères, à tel point que notre dose quotidienne d'hydrocarbures finit par emporter nos dernières réserves.

#### Notre seule priorité : continuer de consommer

Au diable Poutine, au diable ces Ukrainien-nes qui fuient la guerre et meurent sous les bombes. Seul compte notre petit confort ! L'urgence n'est donc pas de faire cesser la guerre, une guerre qui tue des individus, broie des vies et traumatise des enfants, mais de baisser de 15 centimes le prix du litre de carburant.

Notre échelle de valeur dit beaucoup de ce que nous sommes

devenus, des individus cyniques prêts à tout pour ne renoncer à rien !

Et rassurons-nous... les Ukrainien-nes que nous accueillons pourront bénéficier du plus haut degré de ce que nous continuons à nommer "progrès" : un gaspillage énergétique totalement intériorisé, tellement banal qu'il a le goût de l'évidence. À l'heure où Poutine finance sa guerre grâce à l'argent du pétrole et du gaz, ce gaspillage est criminel et ne pas y renoncer fait de nous des complices.

#### Se libérer d'une dépendance meurtrière

Chaque jour, des gens meurent parce que nos villes et villages restent sur-éclairés la nuit alors même que ce gaspillage représente près de 50 % de la facture électrique des communes. Chaque jour, des familles fuient la guerre parce que nous pourrions perdre 5 minutes en réduisant de 20 km/h la vitesse sur autoroute alors que cette décision réduirait de 14 % nos consommations de carburant. Chaque jour, l'Ukraine se meurt parce que des jets privés, représentant 10 % des vols en France et circulant 40 % du temps à vide, décollent de nos aéroports. Chaque jour des crimes de guerre sont perpétrés pour qu'en juillet, le bruit et la fureur des Formules 1 puissent se donner en spectacle au Castellet.

Notre dépendance aux hydrocarbures tue chaque jour des innocent-es. Il était confortable de penser que nous n'y pouvions rien. Il est désormais temps de cesser de se mentir.

Stéphen Kerckhove

En partenariat avec : Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, [www.agirpourenvironnement.org](http://www.agirpourenvironnement.org).



### Les écolières respirent mal !

Depuis 2015, l'association *Respire* mesure le niveau de pollution atmosphérique aux abords d'un grand nombre d'établissements scolaires de la région Auvergne-Rhône-Alpes (près de 8 000 établissements). 75 % des mesures montrent un dépassement des normes fixées par l'Organisation mondiale de la santé pour les particules fines. Ce dépassement est de 63 % pour le dioxyde d'azote. Si la pollution diminue à Lyon, Chambéry, Grenoble et Annecy, tous les établissements scolaires de ces quatre villes dépassent les seuils recommandés (alors qu'à Grenoble, la mairie est écologiste depuis 2014). Les solutions sont pourtant connues et proposées par l'association *Respire* : réduire le trafic routier à proximité, créer des "rues scolaires" sans passage de voitures, prendre des mesures pour contrôler les émissions par les cheminées de chauffage urbain ou d'activités industrielles, installer des capteurs de CO<sub>2</sub> dans les salles de classe pour penser à renouveler l'air, mettre en place des micro-capteurs pour lancer l'alerte en cas de dépassement.

◆ *Respire*, 1 place des 2 écus, 75001 Paris, [www.respire-asso.org](http://www.respire-asso.org)

## Les pollutions chimiques dépassent les limites planétaires

Une étude, réalisée sous l'égide du *Stockholm Resilience Centre* et publiée le 18 janvier 2022, tire la sonnette d'alarme. Cette étude porte sur le dépassement des limites de la planète à différents niveaux (climat, acidification des océans, atteintes à la couche d'ozone, à la biodiversité, etc.). Au niveau des polluants chimiques (métaux lourds, pesticides, molécules radioactives, antibiotiques, mais surtout plastiques), leur quantité produite chaque année et leur dissémination dans les écosystèmes est telle qu'elle outrepassent les limites planétaires. Les volumes de plastiques produits ont été multipliés par 50 depuis 1950 et pourraient encore tripler d'ici à 2030. Leur tonnage de mise en circulation a augmenté de 80 % de 2000 à 2015. La masse de plastiques (dispersée dans la nature à plus de 80 %) est plus de 2 fois supérieure à celle de l'ensemble des mammifères vivants !

Avec son règlement *Reach*, l'Union Européenne n'a recensé que 23 000 molécules chimiques à risque potentiel, sur 350 000 sur le marché. Et 10 ans après son lancement, 80 % de ces molécules recensées n'ont pas encore été évaluées... Sans compter que ces évaluations ne prennent pas en compte les risques associés à "l'effet cocktail" de plusieurs de ces produits, identifié comme un puissant générateur de perturbations endocriniennes. (Source : *Politis* n°1690, 27 janvier 2022)

## En mode climat, pour que l'industrie textile arrête de détruire la planète

Une coalition de 418 marques de vêtements, souvent locales, éthiques et de petite taille, se donne pour but de modifier les lois pour que l'industrie textile lutte contre le dérèglement climatique. Leur initiative nommée *En mode climat* dénonce les mesures beaucoup trop faibles adoptées par le secteur textile français pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. En effet, dans le cadre de l'initiative mondiale "Fashion Pact", les entreprises textiles se sont engagées à augmenter la part des matières dites éco-responsables dans leurs produits et à limiter les dépenses énergétiques liées à leurs bureaux et boutiques. Or cela ne représente que 29 % des émissions de gaz à effet de serre du secteur textile. Le reste est lié essentiellement aux machines textiles (dans des pays qui les alimentent aux énergies fossiles). La solution mise en avant par *En mode climat* serait donc de réduire les volumes de vêtements neufs produits, de relocaliser la production restante, et de développer le réemploi et la réparation. La coalition préconise des mesures précises : tarifs douaniers à l'importation, taxer les incitations à consommer, baisser la TVA sur les articles de seconde main, empêcher la fraude massive à la TVA sur les sites de e-commerce, qui est actuellement de l'ordre de 4 à 5 milliards d'euros, etc.

◆ *En mode climat*, [www.enmodeclimat.fr](http://www.enmodeclimat.fr), [contact@enmodeclimat.fr](mailto:contact@enmodeclimat.fr).

Loire

## Victoire contre la Carrière des Gottes

Depuis près de 50 ans, une carrière de plutonite trône dans un Parc Naturel Régional. Les effets sur l'environnement de cette exploitation, reprise par l'entreprise *Delmonico-Dorel* en 1973 sont désastreux : poussière, détonations, vacarme des concasseurs, passage de camions, accidents, pollution de la rivière, autorisation de destruction de 42 espèces protégées et atteintes globales à l'écosystème du PNR du Pilat. Pour l'association *Bien Vivre à Saint-Julien-Molin-Molette*, dont la lutte connaît de multiples péripéties depuis sa création en 1995, le sommet est atteint en 2020, lorsque le préfet de la Loire

autorise l'exploitation et l'extension de cette carrière de roches massives de plutonite pour 30 années supplémentaires. Plusieurs organisations et personnes déposent des recours contre cette décision. Une crise sanitaire et quelques rebondissements juridico-administratifs plus tard, justice est rendue le 28 février 2022, par l'annulation pure et simple du funeste arrêté de prolongation. Les militant-es célèbrent cette victoire... dans le calme : depuis le 1er mars, plus aucun camion ne circule dans les rues du village, et sur le site règne un silence salvateur.

◆ Contact : [stopcarriere.noblogs.org](mailto:stopcarriere.noblogs.org)



### EN BREF !

◆ **Pollution électromagnétique à Grenoble.** Fin 2021, la fédération Drôme-Ardèche-Isère des collectifs de riverains d'antennes-relais a effectué des mesures de rayonnements électromagnétiques générés par les antennes-relais de téléphonie mobile. Après 29 mesures effectuées à Grenoble, relate le journal *Le Postillon*, "la moyenne des mesures s'établit à 8,46 V/m alors qu'en 2016 elle était de 4,52 V/m soit une augmentation de l'exposition des personnes de 87 %. [...] L'arrivée de la 4G, 4G+ et 5G augmente considérablement l'intensité du rayonnement électromagnétique". La limite préconisée par les scientifiques et opérateurs est de 0,60 V/m. (*Le Postillon* n°64, Hiver-Printemps 2022)

◆ **Interdiction de l'hélicoptère confirmée.** Dès 1977, la directive Montagne interdit les loisirs et sports hélicoptés. Bien que confirmée dans la Loi Montagne de 1985, cette interdiction est souvent contournée : notamment lorsque l'hélicoptère dépose les skieur-ses sur un sommet frontalier en provenance de l'étranger ou lorsque les skieur-ses sont récupéré-es en bas de piste, lors d'une sortie des zones protégées. Une nouvelle loi du 21 février 2022 permet de mettre un terme à ces dérogations.

## EN BREF !

◆ **Allemagne: sortie du nucléaire.** Le 31 décembre 2021, les réacteurs de Brokdorf, Grohnde et Gundremmingen C ont été arrêtés. Les réacteurs d'Emsland, Neckarwestheim 3 et Isar 2 seront arrêtés le 31 décembre 2022. À cette date, plus aucun réacteur nucléaire ne fonctionnera dans le pays. L'Allemagne aura mis 20 ans pour arrêter 35 réacteurs. Il lui reste à gérer les déchets pendant encore quelques milliers d'années.

◆ **Parcs éoliens géants.** Avec une puissance de 1 300 MW et un taux de fonctionnement de 70 %, le parc éolien *Hornsea2*, situé au large des côtes de Grande-Bretagne, est entré en fonctionnement en décembre 2021. Il est composé de 165

éoliennes géantes sur une surface de 465 km<sup>2</sup>. Il produira autant qu'un réacteur nucléaire. Il sera dépassé en 2026 par le parc *Dogger Bank*, actuellement en construction toujours au large de la Grande-Bretagne, qui lui atteindra 4 800 MW avec 800 éoliennes de 6 MW.

◆ **Panneaux solaires et prairies.** Quelle est l'influence de la pose de panneaux solaires au-dessus d'une prairie ? Une étude de l'INRAE menée dans l'Allier (300 m d'altitude) et le Cantal (900 m d'altitude) conclut à une production en herbe en été en hausse de 125 % et 200 % : l'ombre des panneaux permet de lutter contre la sécheresse estivale et favorise ainsi la croissance de l'herbe. (source : *Révolution énergétique*, 7 janvier 2022)

## Le solaire thermique oublié ?

Tout le monde déploie des photovoltaïques pour produire de l'électricité... qui de plus en plus sert à produire de la chaleur, avec un rendement déploré. Pourtant, il est possible de produire cette chaleur directement à partir du soleil, avec de bien meilleurs rendements. Dans l'habitat écologique, une bonne



exposition des vitres au sud et un sol foncé peuvent suffire à chauffer un logement correctement isolé. Quelques mètres carrés de tuyaux passant derrière une vitre peuvent chauffer l'eau d'un cumulus qui ensuite sert pour la salle de bains. Pour les besoins de chaleur plus importants (industrie), il est possible de faire des toits solaires avec une technologie beaucoup plus simple que celle des photovoltaïques. Même dans le milieu écolo, cela reste peu mis en valeur. *Energie Partagée* a mis en place un programme pour aider à concevoir des coopératives citoyennes autour de la production de chaleur. On peut découvrir celui-ci sur leur site : <https://energie-partagee.org>

Derrière le choix du solaire thermique pour la chaleur domestique se cachent des enjeux bien plus considérables qu'on ne le pense souvent. Il en va de la relocalisation, de l'autonomie par la compétence, des technologies simples (low tech), de l'indépendance énergétique et plus encore. L'association *Sebasol* s'y consacre (voir *Silence* n° 488, avril 2020), *Sebasol*, Aloys-Fauquez 6, 1018 Lausanne, [www.sebasol.ch](http://www.sebasol.ch)

## Tempête sur les prix de l'électricité : l'opérateur alternatif "historique" n'est pas épargné

**Pourquoi les prix de l'électricité s'envolent-ils ? Quel lien entre le prix du gaz et celui de l'électricité issue de renouvelables ? Pourquoi ne peut-on plus souscrire un contrat chez Enercoop ? Décryptage à l'aide d'un entretien avec Frédéric Marillier, directeur d'Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes.**

### Un prix peut en cacher un autre

Pour produire de l'électricité, l'une des méthodes consiste à brûler des matières fossiles dans des centrales à gaz, charbon ou fioul, surtout en hiver, au moment des pics de consommation. "Comme le prix du gaz a été multiplié par 5 en un an, explique Frédéric Marillier, celui de l'électricité, par un effet domino, a connu la même envolée".

Or, *Enercoop* est le seul fournisseur d'énergie à couvrir 100% de la consommation de ses client-es par l'achat de la même quantité d'électricité renouvelable avec sa garantie d'origine. Alors, quel rapport avec le prix du gaz ?

Même si *Enercoop* traite en direct avec un grand nombre de ses producteurs et les paie volontairement au-dessus du prix du marché, "une partie de nos contrats sont encore négociés au regard des conditions du marché". Conséquence : en raison des fortes fluctuations, "nous devons acheter une partie de notre énergie bien plus cher qu'auparavant".

### Voir à long terme

Ce renchérissement a déjà été partiellement répercuté sur les factures, puisque le fournisseur citoyen a augmenté ses tarifs en février et en avril 2022. Et comme son approvisionnement contractualisé suffit tout juste à couvrir la quantité à livrer à ses client-es actuelles, il a décidé de suspendre les nouvelles souscriptions, car cela reviendrait à vendre soit à perte, soit à des tarifs astronomiques.

Parallèlement aux hausses des tarifs du kWh (1), la coopérative prend aussi "des mesures de plus long terme comme le renforcement [...] des

moyens de productions propres". Le but est de se décorréliser des "évolutions erratiques et [de] la volatilité (absurde) du marché" pour aller vers une maîtrise de la filière complète.

### Une exception française

Lorsqu'on parle du prix de l'électricité en France, on bute forcément sur l'Accès régulé à l'électricité nucléaire historique, ARENH de son petit nom, ce mécanisme qui "permet aux fournisseurs d'électricité d'acheter de l'énergie nucléaire à EDF à un prix très bas (2) pour proposer [...] des offres d'électricité "verte" compétitives à leurs clients. Nous sommes en 2022 le seul fournisseur à refuser le recours à l'ARENH." Un renoncement à un "filet de sécurité" qui fait que "nous sommes directement touchés par la flambée des prix" mais qui traduit les valeurs coopératives mettant au centre l'intérêt collectif plutôt que la lucrativité.

### Pas d'OPA sur les SCOP

Cette crise de l'énergie survient dans un contexte où l'opérateur militant se portait plutôt bien. Après quelques années de tourmente, il avait réussi à se consolider en 2020 et même à baisser ses tarifs d'abonnement en 2021.

Dans un paysage de recherche de profit qui expose les fournisseurs au risque de faillite ou de rachat, grâce à sa structure coopérative "Enercoop n'est pas concernée puisqu'elle appartient à ses sociétaires-clients". Sociétaires appelés à soutenir leur SCOP : "Vous pouvez limiter vos consommations [...] notamment aux heures de pointe, ou encore prendre des parts sociales, notamment dans le cadre des levées de fonds que l'on fait chaque année."

Michel Bernard et Agnès Ploteny

1. Les tarifs des abonnements restent inchangés
2. Environ 5 fois moins chère que sur le marché de l'électricité

◆ *Enercoop*, 16-18 quai de Loire, 75019 Paris, [www.enercoop.fr](http://www.enercoop.fr).

## Le nucléaire est aussi une énergie intermittente

Le jeudi 17 juin 2021, à 11 h, le réacteur nucléaire Bugey 2 s'est arrêté fortuitement. En quelques minutes, 866 MW disparaissent du réseau électrique. Ceci correspond alors à 1,6 % de la production électrique totale et équivaut à l'arrêt simultané de 433 éoliennes de 2 MW fonctionnant à pleine puissance... un tel arrêt simultané étant quasi impossible. Une telle perte de puissance sur le réseau électrique est très problématique pour le maintien de la qualité de l'électricité distribuée (creux de tension, variation de fréquence...) et peut conduire à des coupures, surtout en période de forte consommation.

Ce type d'intermittence de la production nucléaire est totalement imprévisible contrairement à une bonne part des intermittences des parcs éoliens ou photovoltaïques, qui s'anticipent en relation avec les prévisions météorologiques. Ces indisponibilités fortuites totales ou partielles sont assez fréquentes. Depuis janvier 2021, le réacteur Bugey 2, qui a redémarré le 15 février 2021 après 13 mois d'arrêt, a connu quatre autres arrêts fortuits :

- le 17 février 2021 : arrêt total lors de la phase de redémarrage du réacteur, avec perte de 104 MW pendant 12 heures ;
- le 19 avril 2021 : arrêt partiel avec perte de 631 MW pendant 10 heures ;
- le 29 mai 2021 : arrêt total avec perte de 897 MW pendant 2 jours ;
- le 22 juillet 2021 : arrêt partiel avec perte de 720 MW pendant 3 heures.

Ces arrêts fortuits concernent aussi les autres réacteurs du site nucléaire du Bugey (1).

### Dans toute la France, des réacteurs sont concernés

Chaque année, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) indique le nombre de ces arrêts dans ses rapports annuels sur l'état de la sûreté nucléaire et de la

radioprotection en France. Ils sont assez nombreux chaque année (2). (...) Globalement, avec plus de 3 arrêts de réacteurs par mois, il est difficile de qualifier l'énergie nucléaire d'énergie disponible en permanence, d'autant qu'il faut ajouter à ces arrêts fortuits les arrêts planifiés pour rechargement du combustible, maintenance et visites décennales. Lorsqu'EDF écrit "Le nucléaire permet de fournir de l'électricité à tout moment de la journée et de l'année.", c'est un peu optimiste et cela ne se vérifie que parce qu'il y a plus de réacteurs nucléaires en fonctionnement que nécessaire à la production électrique de la France. Cependant, lors des arrêts fortuits de réacteurs, si la consommation électrique est importante, RTE (Réseau de transport d'électricité) est souvent obligé de faire appel à l'effacement d'industriels - le transporteur RTE peut demander à des entreprises volontaires d'interrompre momentanément leur consommation - ou à la mise en service de centrales thermiques au gaz. Ces arrêts fortuits sont en fait des arrêts d'urgence en automatique suite à un dysfonctionnement important.

(...) Par ailleurs, comme tout arrêt de réacteurs, ces arrêts fortuits accroissent les rejets d'effluents chimiques et radioactifs. L'intermittence des réacteurs nucléaires est bien moins propre que celle des éoliennes ou des champs de panneaux photovoltaïques.

En conclusion, l'énergie nucléaire est bien aussi une énergie intermittente et les arrêts fortuits d'un réacteur de 900, 1 300 ou 1 450 MW sont assez fréquents et ont un fort impact sur la stabilité du réseau électrique géré par RTE.

Joël Guerry, Stop Bugey

◆ Extrait d'un article paru dans *La Gazette nucléaire*, n° 295.

1. 4 à 6 arrêts pour chacun des réacteurs Bugey 3, 4 et 5, entre janvier 2020 et juillet 2021 (Ndlr).
2. Entre 18 et 51 arrêts par an entre 2014 et 2020 (Ndlr).

# TRANSPORT

## Baromètre des communes cyclables : une mobilisation réjouissante

Pour sa troisième enquête nationale, la FUB, Fédération des usagers de la bicyclette, a battu tous les records : en ne prenant en compte que les communes où plus de 50 cyclistes ont répondu au questionnaire, on est passé de 330 communes analysées en 2017 à 750 en 2019 et à 1625 en 2021 (+107%). 277 384 contributions (+50%) ont permis de localiser plus d'un million de lieux soit bien équipés (260 000), soit au contraire dangereux (553 000) soit manquant de stationnement vélo (366 000). Au

sein des 1625 communes analysées, on compte l'ensemble des 38 grandes villes de plus de 100 000 personnes, 85% des communes moyennes de plus de 15 000 personnes, une grosse moitié des banlieues, et moins de 10% des petits bourgs et villages de moins de 5000 personnes, ce qui s'explique par l'exigence d'avoir au moins 50 réponses sur la commune.

### Le vélo, ce n'est pas (que) pour les loisirs !

Les femmes qui étaient 42 % à répondre dans les deux premières enquêtes sont maintenant 46 %. 76 % des personnes ayant répondu prennent le vélo au moins une fois par semaine, dont 42 % tous les jours ou presque.



Les trajets à vélo sont d'abord utilitaires (68%), devant les loisirs (62%) et les aller-retour pour le travail (60%). Le ressenti principal est que le climat pour le vélo est plutôt défavorable car les attentes des usagers évoluent plus vite que le rythme des politiques mises en place. La première demande est la sécurisation des trajets à vélo : 54 % des cyclistes ne se sentent pas en sécurité, un taux qui monte à 81 % pour la traversée d'un carrefour ou d'un rond-point.

### Le palmarès des villes cyclables

Pour les grandes villes, Grenoble reste en tête (évaluée à 4,21 sur 5) suivie par Strasbourg (4,18) et Rennes (3,74). Suivent Annecy,

Nantes, Lyon, Tours, Le Havre, Angers, Bordeaux... Dans les villes moyennes, La Rochelle arrive en tête (4,10) devant Bourg-en-Bresse (3,87), Chambéry (3,83). Suivent Haguenau, Belfort, Les Sables-d'Olonne, Dole, Lorient, Dunkerque, Aix-les-Bains. Parmi les banlieues, Saint-Aubin-de-Médoc est un modèle (4,89) devant Le Tech, Séné, Doinville. Saint-Jean-de-Monts (4,53) se classe en tête des petites villes, devant Val-de-Reuil et Marseillan. Pour les bourgs et villages, La Tranche-sur-Mer (4,64) devance Vieux-Baucau-les-Bains (4,60) et Bretignolles-sur-Mer. Seules trois communes dépassent les 4,5 d'évaluation : La Tranche-sur-Mer (Vendée) devance Vieux-Baucau-les-Bains (Landes) et Saint-Aubin-de-Médoc (Gironde).

Le vélo est un sujet qui mobilise (dans tous les sens du terme !), et la précision de cette enquête permet aux décisionnaires de connaître joies et souffrances des cyclistes de manière très terre à terre.

◆ Résultats complets :

<https://barometre.parlons-velo.fr/2021>. FUB, 12 rue Finkmatt, 67000 Strasbourg, [www.fub.fr](http://www.fub.fr)

## Désarmons !

### Sous la bombe, les déchets nucléaires militaires

Les déchets sont l'épine du pied du nucléaire. Mais cette question ne semble concerner que les centrales nucléaires, comme si la bombe ne produisait pas de déchets. Ce qui n'est pas le cas. L'Andra, l'organisme chargé de la gestion des déchets nucléaires, évalue à 8,9 % du stock total, ceux issus des activités militaires. Un pourcentage en dessous de la réalité.

L'Observatoire des armements et ICAN France viennent de publier une étude – *Déchets nucléaires militaires : la face cachée de la bombe atomique française* (1) – pour lever le voile. Depuis le milieu des années 1990, aucune étude similaire n'avait été rendue publique (2).

Certes, l'Andra, dans l'Inventaire national des matières et déchets radioactifs (3) qu'elle publie depuis 1992, a intégré progressivement les sites militaires, mais tous n'y figurent pas encore. Par exemple, les déchets issus des essais nucléaires en Algérie (4) ne sont pas répertoriés ! D'autres incohérences et "oubliés" peuvent être relevés dans leur *Inventaire*.

Selon l'Andra, les déchets militaires représentent "officiellement" déjà près de 150 000 m<sup>3</sup>. Un volume qui va s'accroître, notamment suite au renouvellement complet en cours de l'arsenal nucléaire qui va inévitablement engendrer des déchets. Ainsi, le fardeau des déchets militaires que nous allons léguer aux générations futures représentera en 2100 un volume estimé à environ 260 000 m<sup>3</sup> de déchets à vie plus ou moins longue et à plus ou moins haute activité !

Leur gestion – outre les conséquences importantes sur un plan sanitaire et environnemental – représente un coût colossal impossible à connaître tant les quelques données publiées sont opaques. Ce qui pose un grave problème démocratique et contribue à l'absence de débat critique sur l'arme nucléaire.

C'est l'objectif de ce rapport : apporter un éclairage sur les déchets nucléaires militaires pour renforcer le débat auprès de l'ensemble des acteurs politiques, universitaires, associatifs et citoyens pour éliminer cette arme de destruction massive.

Patrice Bouveret,  
Observatoire des armements  
([www.obsarm.org](http://www.obsarm.org))



#### Déchets nucléaires militaires La face cachée de la bombe atomique française



JEAN-MARIE COLLIN & PATRICE BOUVERET

Décembre 2021

1. *Déchets nucléaires militaires : la face cachée de la bombe atomique française*, Jean-Marie Collin et Patrice Bouveret, décembre 2021, 44 pages, publié avec le soutien de la Fondation Heinrich Böll et disponible par téléchargement sur [www.obsarm.org](http://www.obsarm.org) ou [www.icanfrance.org](http://www.icanfrance.org).

2. Voir *Les déchets nucléaires militaires français*, de Bruno Barrillot et Mary Davis, Observatoire des armements/CDRPC, 1994, et *L'évolution de la recherche sur la gestion des déchets nucléaires à haute activité, tome II : les déchets militaires*, Christian Bataille, 1997, disponible sur [www.senat.fr](http://www.senat.fr).

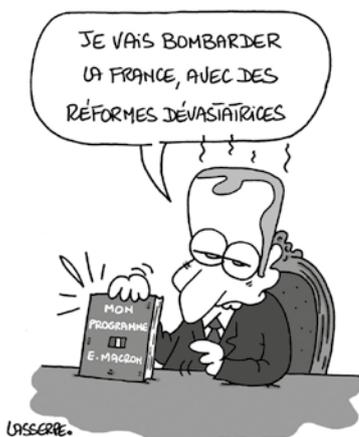
3. Agence nationale pour la gestion des

déchets radioactifs : <https://inventaire.andra.fr>

4. Voir *Sous le sable la radioactivité ! Les déchets des essais nucléaires français en Algérie. Analyse au regard du traité sur l'interdiction des armes nucléaires*, Jean-Marie-Collin et Patrice Bouveret, ICAN France et Observatoire des armements, publié par la Fondation Heinrich Böll, juillet 2020, 60 p, disponibles sur les sites : [www.icanfrance.org](http://www.icanfrance.org) et [www.obsarm.org](http://www.obsarm.org).

En partenariat avec : Observatoire des armements, 187 montée de Choulans, 69005 Lyon, [www.obsarm.org](http://www.obsarm.org)

À FORCE DE DISCUTER AVEC POUTINE,  
ÇA DONNE DES IDÉES À MACRON



### La décroissance choisie, seule voie vers la paix

Dans un texte intitulé "La décroissance ou la guerre", Vincent Liégey analyse la guerre en Ukraine à l'aune de la décroissance. "Nous avons construit des monstres à travers des modes de vie hétéronomes, dépendants de ressources puisées loin de chez nous, exigeant l'exploitation d'autres populations. Des ressources qui imposent le soutien aveugle de régimes autoritaires et belliqueux", estime-t-il. Il rappelle que "les timides appels à la sobriété en termes uniquement de gaz et de pétrole, sans une remise en question du système dominant et des inégalités qu'il a engendrées, sont des appels au dénuement. Sans questionner les inégalités ni notre système

économique, ils ne feront qu'empirer les souffrances sociales sans s'attaquer au péril environnemental. Sobriété dans une société de croissance n'est que récession. La décroissance ne consiste pas à faire la même chose avec moins parce que ça, c'est la récession et on connaît ses maux. Celle qui appauvrit les classes moyennes et renvoie les pauvres à la misère. Celle qui oblige à faire avec (presque) rien dans une société où tout est prévu pour l'abondance, la croissance, la consommation... La récession, c'est ce qui nous menace. La décroissance, c'est ce que nous devons et pouvons encore choisir." Certes, "sortir de l'escalade guerrière commence par un arrêt de nos dépendances aux fossiles", mais

cela ne se fait pas en quelques semaines ni sans rien changer à notre imaginaire consumériste, à notre mode de vie individualiste. Cette sortie des énergies fossiles peut être le levier d'un autre projet de société sobre, décente, égalitaire et désirable, d'une décroissance choisie. "Nous devons retrouver le sens du partage, des communs, du faire soi-même, de la relocalisation ouverte, des low-tech et de l'agroécologie", propose Vincent Liégey. Mais plus nous attendrons, et plus des drames comme celui qui se joue maintenant en Ukraine et les privations inégalitaires qui nous heurtent par ricochet se multiplieront.

## Guerre en Ukraine

♦ **"Besoin d'un itinéraire ? Voici le mauvais".** Comme dans tous les conflits qui ont une composante armée, ce sont les affrontements militaires qui sont sous le projecteur de tous les médias. Et pourtant, en Ukraine (comme en Syrie, etc.), les actions non armées de la société civile sont extrêmement nombreuses. Il est important de les faire connaître. Ainsi, un certain nombre de panneaux de signalisation routière ont été effacés pour dérouter l'envahisseur, et parfois remplacés par des messages à leur encontre. Des civils ont utilisé des sacs de sables, des blocs de ciment, etc. pour bloquer des routes. Des civils désarmés, seuls ou en foule, ont bloqué à de nombreuses reprises la route aux chars et aux convois de véhicules militaires qui se sont arrêtés ou ont battu en retraite. Un certain nombre de conscrits de l'armée russe ont fui les combats et ont refusé de se battre. L'expérience des résistances civiles montre que le moral des soldats est réduit face à une résistance prolongée, en particulier lorsque les civils considèrent l'armée comme composée d'êtres humains avec lesquels il est possible d'interagir.

♦ **Pour des villes accueillantes aux déserteurs.** Plusieurs milliers d'hommes russes et ukrainiens avec leurs familles cherchent à fuir leur pays respectif pour échapper à la conscription et au risque d'être envoyés faire la guerre. Le groupe Centre-Alsace du *Mouvement pour une alternative non-violente* a écrit aux partis politiques afin qu'ils demandent à leurs maires de déclarer officiellement leurs communes "villes accueillant les opposants et déserteurs de l'armée russe". Allons plus loin et demandons-leur d'englober les déserteurs et objecteurs de l'armée ukrainienne qui refusent l'embrigadement militaire qui leur est imposé. L'organisation pacifiste allemande *Connection e.V.* souligne que ces dernières années, des centaines d'objecteurs de conscience ukrainiens ont demandé asile en Allemagne et que la plupart de ces demandes ont été rejetées, les renvoyant vers leur pays. *L'Internationale des résistants à la guerre* (IRG/WRI) appelle tous les pays à accorder l'asile aux déserteurs russes et ukrainiens.

♦ **Se libérer de l'industrie fossile, condition de la paix.** Dans *Politis* du 10 mars 2022, Nicolas Haeringer, de l'organisation *350.org*, cite les propos de la climatologue ukrainienne Svitlana Krakovska, membre du GIEC, expli-



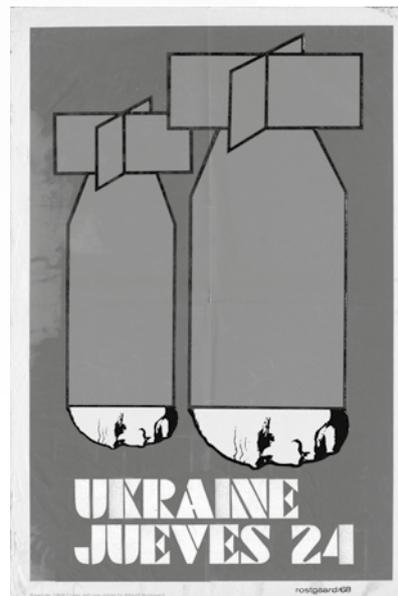
quant que le changement climatique et la guerre "ont tous les deux la même cause profonde (...), notre dépendance aux énergies fossiles". Il souligne que climat et guerre en Ukraine ne sont pas liés qu'en termes de causes mais aussi en termes de réponses à apporter. La maîtrise de ces énergies par les superpuissances et certaines firmes maintient leur do-

mination sur la scène internationale, et la transition énergétique permettrait de réduire ce pouvoir d'influence. *"La paix sera obtenue par la capitulation de l'industrie fossile : il n'y aura pas de paix dans un monde où Gazprom, Exxon, Total, BP, etc., et toutes les institutions financières qui soutiennent leurs activités sont autorisés à extraire, transporter et brûler des combustibles fossiles. (...) Lutter contre l'industrie fossile est une façon d'essayer de contribuer à créer les conditions de la paix"*. *350.org*, <https://350.org/fr>.

C'est dans cet esprit que l'association *Reclaim finance* a lancé en mars une campagne pour demander au *Crédit Agricole* de cesser tout soutien aux entreprises des énergies fossiles actives en Russie. Dans le viseur notamment, *Gazprom* dont la banque est un gros financeur, mais aussi *Total Energies* et d'autres entreprises actives en Russie. *Reclaim Finance*, 75 rue Manin, 75019 Paris <https://reclaimfinance.org>

## Quel exil pour les personnes LGBT+ ?

Alors que les hommes ukrainiens de 18 à 60 ans n'ont plus le droit de quitter leur pays par obligation de le défendre militairement, la situation des personnes trans est précaire. Si les hommes trans (personnes assignées femmes à la naissance) sont reconnus comme hommes, et doivent donc rester dans le pays, les femmes trans (personnes assignées hommes à la naissance) sont elles aussi contraintes de se battre si elles n'ont pas officiellement changé de genre, démarche très pénible à faire. Les personnes de la communauté LGBT+ qui parviennent à fuir le pays se retrouvent également face à une Pologne qui déclare certaines zones "sans LGBT".



## La guerre en Ukraine vue par des yeux palestiniens

Dans un article publié dans *The nation*, le 4 mars 2022, l'universitaire palestino-étasunien Yousef Munayyer partage l'effet que produit sur lui la guerre en Ukraine. *"Des checkpoints militaires. Des cités sous siège. Des familles séparées. (...) Quand la liberté viendra-t-elle pour eux ? La verront-ils pendant leur vie ? Ou, comme nous, Palestiniens, verront-ils leur lutte durer pendant des générations ?"*

Si les deux situations ont des similarités, la réponse internationale, elle, diffère radicalement. *"En une nuit, le droit international a semblé avoir à nouveau de l'importance. L'idée qu'un territoire ne pouvait pas être pris par force est devenue soudain une norme internationale digne d'être défendue."* Un boycott et un désinvestissement massif de l'économie russe ont été décidés par les États, après 5 jours de guerre. *"Il est remarquable que les boycotts, le désinvestissement et les sanctions ne soient pas sujets à controverses quand ils sont utilisés pour faire rendre des comptes à certains agresseurs,*

*mais quand il s'agit des droits des Palestiniens, on nous répète que des mesures économiques non violentes comme les boycotts sont mauvaises"*, regrette Yousef Munayyer. *"Et alors que les réseaux sociaux explosent de liens de crowdfunding pour aider à acheter des armes pour l'Ukraine, ceux d'entre nous qui essaient d'envoyer de l'argent pour de la nourriture ou des médicaments aux familles de Gaza, de Syrie ou du Yémen voient régulièrement leurs transactions refusées"*, poursuit-il. Pourquoi un tel double-standard, si ce n'est que les Occidentaux "voient certains d'entre nous comme moins humains que d'autres ?", interroge-t-il.

(Source : Agence médias Palestine, [agencemediapalestine.fr](http://agencemediapalestine.fr)).

Seine-et-Marne

## Transformation des conflits

L'ATCC Institut, Institut pour la transformation constructive des conflits, organise à Melun de septembre à décembre 2022 une formation composée de 3 modules de 4 jours pour transformer en profondeur ses pratiques face aux conflits. Apprendre à vivre les conflits comme une énergie de transformation, diminuer la violence dans les relations et les organisations, développer sa puissance à agir dans le cadre personnel et professionnel. Informations et inscriptions à l'avance : ATCC Institut, 32 rue de Matabiau, 31100 Toulouse, [fanny.oliveros@atcc-institut.fr](mailto:fanny.oliveros@atcc-institut.fr), [atcc-institut.fr](http://atcc-institut.fr).

## La Guerre de l'information

Comme pour la guerre en Yougoslavie (1991-2001) ou celle en Irak (depuis 1991), pour le conflit en Ukraine, nous sommes informé-es à travers des images et des textes que nous ne pouvons pas vérifier. La plupart des journalistes qui se rendent sur le terrain d'un conflit ne peuvent le faire que sous la protection d'une armée. C'est donc cette dernière qui décide ce que l'on nous montre. Les images chocs peuvent être manipulées (massacre de civils attribués à un des

belligérants), les arguments faussés (discours du gouvernement des États-Unis annonçant que Saddam Hussein possède en Irak des armes de destruction massive), etc. Donc, soyons extrêmement méfiant-es sur les discours, les débats, etc. qui peuvent être largement manipulés pour différentes raisons (élections, concurrence économique, ventes d'armes...).

# SOCIÉTÉ

## Combien d'heures par semaine est-il bon de travailler ?



L'association *Du travail pour tous*, issue du Collectif Roosevelt, défend l'idée d'une réduction du temps de travail, pour des raisons d'équité sociale, de santé, de lutte contre le chômage, mais aussi pour libérer du temps pour la transition écologique : cuisiner, prendre les transports publics, se former ou encore isoler son logement. Des économistes qui ont étudié la question apportent des contributions concernant le financement, les résistances, la mise en

œuvre pratique et autres.

*Du travail pour tous* a co-créé, avec le groupe *ArbeitFairTeilen* d'Attac Allemagne, un réseau européen englobant des initiatives syndicales, associatives, citoyennes, mais aussi des personnalités scientifiques ou politiques de 15 pays européens, œuvrant pour un partage équitable du temps de travail. L'objectif est de lancer un mouvement européen en faveur de la réduction du temps consacré à l'emploi rémunéré.

Même s'il ne s'agit pas d'un vrai changement de paradigme, ne remettant en cause ni les rapports employeurs - employés, ni le dogme de la croissance économique, ni la notion même de travail, ces réflexions et initiatives sont à saluer dans le sens où elles peuvent constituer une première étape d'un tel changement. En effet, difficile de faire le fameux "pas de côté" tant qu'on a la tête dans le guidon.

◆ Association *Du travail pour tous*, 12 rue Mongenot 75012 Paris, <https://dutravailpourtous.fr>

## En Islande, le passage à la semaine de quatre jours est plébiscité

Une expérience avec 2 500 personnes durant quatre ans, dans différents secteurs publics comme privés, sans perte de salaire, a permis d'observer les bienfaits de la réduction du temps de travail. Moins de stress et de burn-out, et un meilleur équilibre travail - vie privée ont même conduit à la conservation, voire à l'augmentation de la productivité dans la majorité des lieux du test. C'est à se demander pourquoi les patron-nés résistent encore... Le message a été entendu en Grande-Bretagne où des député-es demandent au gouvernement de se pencher sur la question.

À noter que l'expérience islandaise portait sur un passage aux 35-36 heures hebdomadaires, palier atteint en France dès l'an 2000, du moins pour une partie des travailleu-ses. Signe que la France devrait maintenant viser l'étape suivante ?





## Sororité pour l'accès à un avortement sûr

Le groupe mexicain féministe *Las Libres* s'est donné, entre autres missions, celle de permettre à toutes les femmes de bénéficier d'un avortement dans de bonnes conditions. Pour cela, *Las Libres* fournissent des comprimés de Misoprostol, provoquant une interruption médicamenteuse de la grossesse. Cette solidarité, qui comprend un accompagnement militant et des conseils médicaux, ne s'arrête pas aux frontières: l'aide des femmes

mexicaines est particulièrement bienvenue au Texas (États-Unis), où la législation sur l'avortement est très restrictive et criminalisante. En Europe, des réseaux d'entraide similaires existent pour soutenir les femmes polonaises, avec l'organisation *Women on web* notamment.

♦ Voir [www.laslibres.org.mx/fr](http://www.laslibres.org.mx/fr), [www.womenonweb.org](http://www.womenonweb.org).

(Source: *Clara Magazine*, n° 189, janvier/février 2022)

## Julie Doucet, grand prix de la BD d'Angoulême



Julie Doucet, québécoise, a reçu le 16 mars 2022 le grand prix de la BD d'Angoulême. C'est seulement la 4<sup>e</sup> femme à recevoir ce prix depuis la fondation du festival en 1974. Les précédentes lauréates ont été Claire Bretécher (1984), Florence Cestac (2000) et Rumiko Takahashi (2019). Depuis 2016, un collectif de dessinatrices met la pression sur le festival et il faut croire que cela marche puisque deux autres femmes étaient nommées cette année: Pénélope Bagieu et Catherine Meurisse.

Julie Doucet, née en 1965, s'est fait un nom dans les fanzines alternatifs et féministes en racontant sa vie, son corps, ses rêves. Une compilation de ses œuvres, *Maxiplotte*, a été publiée en 2021 par *L'Association*.

## Juin : le mois des marches des fiertés

La Marche des Fiertés, anciennement appelée Gay Pride, devrait se dérouler cette année 2022 dans de nombreuses villes en France. Manifestations militantes et joyeuses, les marches des fiertés promeuvent des messages d'égalité, de diversité et d'inclusion. La légalisation du mariage entre personnes du même sexe en 2013, puis la possibilité pour les couples de femmes et les femmes non mariées d'accéder à l'assistance médicale à la procréation en France en 2021 sont des étapes dans la reconnaissance des droits des personnes LGBT+. Mais l'homophobie comme

la transphobie n'ont pas disparu, et ces journées sont là pour rappeler, tout en célébrant la diversité, la nécessité de continuer à lutter pour les droits des minorités.

- le 4 juin à Lille
- le 12 juin à Bordeaux et Lyon
- le 25 juin à Paris
- le 2 juillet à Marseille et Toulouse, etc.

Pour retrouver toutes les dates : <https://www.gaypride.fr>

## Hôpitaux : désertion du personnel médical

Selon le *Syndicat national des professionnels infirmiers (SNPI)*, fin 2019, juste avant le début de la pandémie, il y avait 10 000 postes vacants sur 700 000. Deux ans après, début 2022, nous en sommes à 60 000. Un tiers des nouvelles diplômé-es abandonnent dans les cinq ans. 10 % du personnel (70 000 personnes) est en arrêt-maladie. Les autres cumulent les heures supplémentaires jusqu'à l'épuisement. Un récent sondage dans la profession indique que 54 % des infirmières salariées craignent de faire un burn-out. Le surmenage entraîne des dérives qui, à long terme, vont avoir de graves répercussions: manque de temps personnel, négligences de soins pour soi-même (avec obligation de venir

travailler même si on a le Covid!), manque d'activité physique à l'extérieur, absence de relations sociales et développement des addictions. Si, après le départ, environ 30 % continuent le même métier dans le privé, 40 % reprennent une formation, 30 % changent de métier.

Et le gouvernement dans tout cela ? Depuis le Ségur de la santé durant l'été 2020, le budget des hôpitaux a légèrement augmenté, mais cela ne change rien au tournant qui a été pris depuis des années de faire fonctionner les hôpitaux comme des entreprises.

(Source: *Reporterre*, Violaine Colmet Daâge, 23 mars 2022)

# SANTÉ

## Sauvegarder des zones blanches

Dans le cadre de l'accord nommé "New deal mobile" lancé en 2018 et promettant "la 4G pour tous les Français", les autorités françaises ont mandaté les opérateurs de téléphonie mobile pour éradiquer les dernières zones blanches non-couvertes par les réseaux mobiles. Un arrêté daté du 1er février 2022 et publié au *Journal Officiel* définit une liste de plus de 500 sites à couvrir pour y "fournir des services de radiotéléphonie mobile et d'accès mobile à très haut débit". Les associations de personnes électrohypersensibles montent au front contre cette éradication des dernières zones blanches. Cette suppression "se fait au prix de la vie des personnes sévèrement électrohypersensibles

(EHS)", dénoncent ainsi *L'Association zones blanches* et *Robin des toits*. *L'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire (ANSES)* dans un rapport de 2018, évalue leur nombre à plus de trois millions. Les associations font référence à l'article 1er de la charte de l'environnement qui a valeur constitutionnelle: "Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé". Fuite en avant vers le tout connecté ou protection de la santé des plus fragiles, à votre avis, quel choix fera le gouvernement ?

♦ *Association zones blanches*, <http://asso-zonesblanches.org>. *Robin des toits*, 37A boulevard Léon Gambetta, 68100 Mulhouse, [www.robindestoits.org](http://www.robindestoits.org)

### Les entreprises européennes appelées à la vigilance

Le 23 février 2022, la Commission européenne a publié une proposition de directive imposant aux entreprises un "devoir de vigilance" sur le respect des droits humains et de l'environnement.

Le texte, annoncé en avril 2020, était très attendu et fera l'objet d'intenses négociations cette année entre le Parlement et le Conseil de l'Union. Il s'inspire de la première loi du genre, adoptée en France en mars 2017, pour contraindre les entreprises européennes à évaluer l'impact de leurs activités et prévenir ou réduire les atteintes à l'environnement et aux droits humains. Sera-t-il à la hauteur des enjeux ?

#### Le risque : créer une formalité de plus

Depuis plus d'un an, les grandes entreprises axent leur communication sur les difficultés de connaître et maîtriser les conditions de travail et de production dans l'ensemble de leurs "chaînes de valeur"... tout en défendant une forme d'auto-contrôle, à travers des chartes éthiques !

Elles s'attachent surtout à décrire leurs futures obligations comme un "fardeau administratif" et tâchent d'en réduire la portée à cette seule dimension : adoption d'un "code éthique", insertion de clauses de pure forme dans leurs contrats avec des fournisseurs, etc.

#### Une chance à saisir

La future directive, une fois amendée par le Parlement et le Conseil de l'Union européenne, imposera à chaque État-membre un "socle commun" de mesures pour engager les grandes entreprises à assumer leurs responsabilités sociales et environnementales. Elle pourrait ainsi contraindre la France à améliorer la loi existante en la faisant appliquer à davantage d'entreprises et notamment celles du prêt-à-porter qui ne sont pour l'instant pas concernées.

Ce "socle commun" contient une disposition très importante : la possibilité pour les victimes d'un dommage (pollution des sols, travail forcé, etc.) d'engager la responsabilité

civile de l'entreprise donneuse d'ordre et d'obtenir des indemnités. Tout l'enjeu reste bien sûr de s'assurer que la directive et les lois qui en découleront ne s'arrêtent pas aux fournisseurs directs de l'entreprise, mais aussi à leurs propres fournisseurs et sous-traitants !

D'autre part, l'obligation de publier, tous les ans, un état de leurs "plans de vigilance" permettrait de réduire l'opacité qui règne à dessein dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les syndicats et les associations pourraient ainsi, plus facilement, coordonner leurs actions.

Dans une lettre ouverte à la Commission européenne, la directrice du Bangladesh Center for Workers Solidarity écrivait en juillet dernier : "S'il vous plaît, n'oubliez pas les victimes du Rana Plaza et ne nous oubliez pas, nous qui avons dû creuser dans les décombres d'une usine effondrée pour trouver quelles marques devraient être appelées à rendre des comptes. Les règles que vous allez introduire devraient inclure une transparence obligatoire de la chaîne de valeur."

Maelys Orellana



Après l'effondrement du Rana Plaza, 24 avril 2013.

En partenariat avec : ActionAid France, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, [www.actionaid.fr](http://www.actionaid.fr).

## ANNONCES

### Habiter ensemble

■ **Loire-Atlantique.** Un habitat participatif de 13 foyers sortira de terre en 2023, mitoyen des jardins partagés du clos d'Ust près du centre de Saint-Nazaire, à 2 km de la mer. Soucieux de la planète et non spéculatif, solidaire et ouvert à la diversité, ce projet, porté par une coopérative d'habitantes, peut encore accueillir 4 foyers dans des T3 ou T4. Rencontres bimensuelles, prises de décision au consentement... Si l'aventure vous tente, merci de contacter : [habitat-participatif@soleil-levant.info](mailto:habitat-participatif@soleil-levant.info)

**Gratuites :** Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais.** Pour passer une annonce dans le numéro de juin 2022, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 3 mai. Pour passer une annonce dans le numéro d'été 2022, au plus tard le mardi 31 mai, etc. **Adresse réelle.** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliés :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

## ■ Agriculture bio

### AUDE DÉBUTER EN BOTANIQUE

14 mai

Dans les milieux naturels autour d'Alet-les-Bains, sortie botanique et atelier de transformation pour acquérir les outils nécessaires pour débiter en botanique et comprendre les notions de base d'écologie et de dynamique des milieux naturels : découvrir les plantes des différents milieux ; se familiariser avec les notions de base de la botanique ; apprendre à observer, décrire une plante et la nommer ; découvrir les produits utilisés, tels que les huiles végétales, les huiles essentielles, les macérations huileuses, les alcoolatures, les baumes, les sirops... Préparation de recettes de saison avec la cueillette du matin.

► Contact : [beaufls.laurie@gmail.com](mailto:beaufls.laurie@gmail.com).

## ■ Éducation

### SAVOIE DU JEU AUX PRATIQUES COOPÉRATIVES

2-4 mai

À Chambéry. Exploration des sensations spécifiques liées à la pratique des jeux coopératifs, les étapes du processus de cohésion de groupe, les outils d'analyse, de prise de recul et de débriefing.

► Organisé par *Envies Enjeux 13*, 3b rue de la Fraternité, 13400 Aubagne, [www.envies-enjeux.com](http://www.envies-enjeux.com).

## ■ Féminismes

### RENNES FEMMES, VÉLO ET LIBERTÉ

5 mai

Avec Claude Marthaler, auteur du livre *À tire d'elles*. À 20h15 à la Maison des associations, 6 Cours des Alliés. Gratuit.

► Organisé par l'association *La bonne assiette*, 27 rue Paul Langevin, 35200 Rennes, tél. : 02 99 32 18 87, [www.bonneassiette.org](http://www.bonneassiette.org).

## ■ Fêtes, foires, salons

### FRANCE FÊTE DE LA NATURE

18-22 mai

Pour sa 16<sup>e</sup> édition, la Fête de la nature nous fait partir à la découverte des richesses naturelles de nos régions. Découvertes de sites, randonnées guidées, séances d'observation, visites de jardins privés, ateliers pédagogiques, etc. À Cumières (Marne) le 18 mai, balade accompagnée "L'oeil du naturaliste dans le milieu viticole". À L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse) le 18, atelier "Observer la faune et la flore en bord de Sorgue". À Marck le 18 (Pas-de-Calais), balade accompagnée "Découverte de la faune des bords de mer". À Herbignac (Loire-Atlantique), science participative, "Le secret du lavoir" et de ses créatures.

► Retrouvez tous les rendez-vous et les détails sur <https://fetedelanature.com>

### BOUCHES-DU-RHÔNE TA FÊTE

21 mai

À Barbentane. L'association *Habilis* organise une fête du vivant pour petit-es et grand-es. Animations, ateliers, expositions, films, etc. *Habilis* est une association de sensibilisation à l'environnement située près d'Avignon. De 10h à 22h, restauration sur place.

► Contact : [contact@habilis.info](mailto:contact@habilis.info), tél. : 07 82 12 25 24, <https://habilis.info>

## ■ Politique & société

### PAS-DE-CALAIS SALON DU LIVRE D'EXPRESSION POPULAIRE ET DE CRITIQUE SOCIALE

1<sup>er</sup> mai

À Arras. Cette 21<sup>e</sup> édition portera sur "Le vide". Et ce n'est pas rien ! Au sujet : la question des zones blanches, celle du travail précaire, de la place des femmes dans l'Histoire, de la justice, des bidonvilles, de la perte, de la maladie, des réseaux sociaux, des zombies, etc. Débats, rencontres, lectures, scène punk, etc. De 10h à 19h, sur la Grand'Place et la place d'Ipswich.

► Informations auprès de l'association *Colère du présent*, 11 place de l'Ancien Rivage, 62000 Arras, tél. : 03 21 15 35 87, [www.coleresdupresent.com](http://www.coleresdupresent.com).

### HAUTE-SAVOIE FORUM DES RÉSISTANCES D'AUJOURD'HUI

27-29 mai

À Thorens-Glières. Paroles de résistances, conférences, films, débats, expositions, librairie, stands associatifs. Au programme : "Violences d'État et surveillance de masse : vers une société sécuritaire consentie, au péril de la démocratie" avec David Dufresne, Asma Mahlla, Daniel Ibanez ; "En finir avec les méfaits environnementaux de la croissance économique" avec Corinne Morel Darleux, Alain Coulombel, etc. Films : *Debout les femmes*, *Un pays qui se tient sage*, *À demain mon amour*, *Douce France*, *Fedayin*, *Le combat de Georges Abdallah*.

► Organisé par *Citoyens Résistants d'hier et d'aujourd'hui*, 129 rue des Fleuries, Thorens-Glières, 74570 Fillière, [www.citoyens-resistants.fr](http://www.citoyens-resistants.fr)



### ALLEMAGNE SALON DU LIVRE ANARCHISTE

26-29 mai

À Mannheim. Salon autogéré et non commercial. Samedi soir, grande fête des 50 ans de la revue anarchiste et non-violente *Graswurzelrevolution*.

► Informations : [buchmesse.anarchie-mannheim.de](http://buchmesse.anarchie-mannheim.de), contact : [buchmesse@anarchie-mannheim.de](mailto:buchmesse@anarchie-mannheim.de)

### PORTUGAL RENCONTRES DU LIVRE ANARCHISTE

27-29 mai

À Porto. Salon du livre mais aussi des espaces de productions diverses : nourriture, boissons, artisanat, sérigraphie.

► Informations : [encontroanarquista@riseup.net](mailto:encontroanarquista@riseup.net).



## Cueillettes sauvages comestibles

Savoir identifier et cueillir le nombril de Vénus, l'alliaire, la mâche, le silène, le pissenlit, etc. cela entre dans une démarche de résilience alimentaire. De plus en plus d'associations proposent des sorties pédagogiques afin de rendre accessibles ces précieuses ressources.

8 mai, 10-13h, Farnay (Loire) et 14 mai, 10-13h, Rossillon (Loire) : balades découverte avec l'association *Cardamine*, Dominique, tél. : 06 17 77 13 73, [cardamedg@gmail.com](mailto:cardamedg@gmail.com)

15 mai, Amplepuis (Rhône) : Journée de terrain avec l'association *Ampl'yflore*, Gabrielle, tél. : 09 84 50 53 42 ou 06 52 04 97 67, [amplifyflore.plantes.sauvages@gmail.com](mailto:amplifyflore.plantes.sauvages@gmail.com)

## Loir-et-Cher : La maison botanique

La *Maison botanique*, centre européen des trognos et atelier vivant, organise divers événements :

- Créer un jardin de fleurs sauvages, samedi 7 mai, 14 h.

- Stage de couture zéro déchets, samedi 14 mai, 13 h 30 à 17 h 30.

- Initiation aux techniques d'allumage du feu, samedi 28 mai, adulte à 11 h / familles de 14 h à 17 h.

*Maison botanique*, 8 Rue des écoles, 41270 Boursay. La *Maison botanique*, tél. : 02 54 80 92 01, [www.maisonbotanique.com](http://www.maisonbotanique.com).

## ■ Silence

### LYON CINÉ-CLUB

4 mai

Chaque premier mercredi du mois, l'équipe lyonnaise du ciné-club de *Silence*, en partenariat avec l'*Aquarium*, propose un film suivi d'un débat. Projection du film *De quelles couleurs sommes nous faits ?* de Romuald Vuillemin à 20h30. Des immigrés s'organisent pour leur survie dans un squat toulousain. Ève accueille des réfugiés-és afghan-és dans son appartement parisien. *De quelles couleurs sommes nous faits ?* nous invite à découvrir, à travers une série de portraits, des êtres humains qui n'ont cessé de croire en un avenir possible. Suivi d'un échange avec un-e représentant-e de la *Coordination Urgence Migrants* et du *Collectif soutiens/migrants Croix Rousse*. À l'*Aquarium*. Tarifs : plein : 7 € ; réduit (étudiant-es, demandeur-ses d'emploi, retraité-es) : 5 €, + adhésion annuelle à l'*Aquarium* à 4 € pour les petit-es nouve-lles.

► Réservation conseillée par mail [aquarium.reservations@gmail.com](mailto:aquarium.reservations@gmail.com) ou sur le site : <https://aquarium-cine-cafe.fr>. Ciné café L'Aquarium, 10 rue Dumont, 69004 Lyon, tél. : 09 81 96 94 29.

### LYON EXPÉDITION DE SILENCE

19-20 mai

Dans nos locaux. Le jeudi de 9h à 18h, le vendredi de 9h à 12h. Dans le respect des gestes barrières.

## ■ Vélo

### RENNES OSEZ LES VACANCES À VÉLO

6 mai

13<sup>e</sup> forum "Osez les vacances à vélo (sans avion !)". Rencontres, échanges, conseils, 12 mini-projections, expos vélo, restauration bio. 21h : grande projection avec Claude Marthaler, "7 ans autour du monde à vélo". Au Centre Social Carrefour 18, 7 avenue d'Espagne. Gratuit.

► Organisé par l'association *La bonne assiette*, 27 rue Paul Langevin, 35200 Rennes, tél. : 02 99 32 18 87, [www.bonneassiette.org](http://www.bonneassiette.org).

› Texte : **Michel Bernard**

› Photos : **Anne-Sophie Clemençon**

# Floraison d'initiatives à *Terre vivante*



En 1994, s'est ouvert à Mens, dans le Trièves, entre Grenoble et Sisteron, le Centre écologique européen *Terre vivante*. Créé par la structure du même nom, il publie la revue *Les Quatre saisons* et édite de nombreux livres depuis 1980.



Au-dessus de l'entrée du domaine du Raud, les bâtiments administratifs et les locaux de *Terre vivante*.

Jusqu'en 1993, la revue qui a alors pour nom *Les Quatre saisons du jardinage* est domiciliée à Paris. C'est la revue de référence du jardinage biologique. Elle était dirigée initialement par Karin Mundt, Claude Aubert et Jean-Paul Thorez. Elle se développe autour d'une maison d'édition, *Terre vivante*, qui propose des ouvrages dans les domaines du jardinage, de l'agriculture biologique, de la santé, de la cuisine saine, de l'habitat... et qui traduit

de nombreux ouvrages sur des expériences positives à l'étranger.

Karin Mundt, multilingue, a une bonne expérience de la démarche commerciale à suivre, ayant eu la responsabilité d'un service publicité au sein de *l'Express*. Intéressée depuis longtemps par l'écologie, elle a connaissance de nombreux réseaux à l'étranger. Claude Aubert est, lui, ingénieur agronome et ses ouvrages de vulgarisation

de l'agriculture biologique sont une référence (1).

## La recherche d'un site

Pendant plusieurs années, la revue annonce son intention de se délocaliser à la campagne pour compléter son travail d'information par un centre écologique. Le projet s'inspire de l'expérience

1. Son premier livre, *L'assiette aux céréales*, sorti en 1982, s'est vendu à plus de 45 000 exemplaires.

de centres écologiques européens (2) et il est ambitieux : il recouvre des activités non publiques (réalisation de la revue, quelques programmes de recherche), mais également une importante activité d'accueil (formations, information, expérimentations concrètes, classes vertes...).

Philippe Richard, maire de Mens, abonné à la revue, leur propose les terrains où finalement *Terre Vivante* déménage. Sur cette petite commune du sud de l'Isère, placée dans un site magnifique, de nombreuses alternatives se développent (3).

Le site est une ancienne exploitation agricole abandonnée entre les deux guerres. Il ne reste plus que les ruines des bâtiments et les parcelles cultivées ont été envahies par la forêt voisine. Les anciennes terres font une cinquantaine d'hectares, dont huit sont aujourd'hui défrichés et le reste en forêt. Une grosse surprise attend toutefois l'équipe de *Terre vivante* : le terrain est fait de marnes instables, ce qui restreint les possibilités de construction. Les autorisations limitent le domaine bâti aux seuls espaces occupés par l'ancienne ferme et les normes de sécurité pour les lieux ouverts au public obligent à réaliser des fondations importantes... Cette contrainte imprévue a une conséquence importante : seuls les locaux de la maison d'édition *Terre vivante* et un espace restauration ont pu prendre place sur le site... et aucun logement n'a pu être installé, ce qui nécessite de retourner aux villages voisins... et



Ce bâtiment en briques de terre crue, avec voûte nubienne, abrite la librairie et le restaurant.

rend l'usage de la voiture pratiquement indispensable (4).

### Un vaste espace d'exposition de techniques alternatives

Sur des dalles en béton, la construction des bâtiments permet de rendre visible le maximum de techniques utilisées par l'habitat sain : bois, terre crue, enduits et peintures naturelles... (5). Certaines techniques n'ont pu être utilisées : un toit végétal doit être en faible pente, ce qui a été jugé incompatible avec les normes locales prévues pour résister au poids de la neige. Un toit végétal a été réalisé en démonstration sur une petite cabane de moins de 20 m<sup>2</sup>.

À l'extérieur, sur 5 hectares, de multiples expériences de jardinage sont présentées en démonstration : cultures associées, plantations fruitières, verger conservatoire pour assurer un maintien de la diversité génétique des espèces rustiques, zone de compostage, zone de séchage du bois, étang anti-incendie mais également lieu d'accueil pour les grenouilles qui remplacent l'usage des insecticides... Un effort particulier a été fait pour rechercher la beauté du paysage. Des paysagistes écolos comme Gilles Clément ont participé à la réalisation des jardins. Une importante installation d'épuration des eaux par un système de filtrage par les plantes permet au centre de rejeter dans un

ruisseau voisin une eau aussi propre qu'elle l'était avant son pompage. Cette installation est prévue pour le passage de plus de 100 000 personnes par an.

Le centre devait être autonome en énergie et servir de lieu d'expérimentation et de démonstration dans ce domaine. Cela n'a pas été possible par manque de financements. Dès le départ, une chaufferie au bois a fourni l'eau chaude... en complément de panneaux solaires thermiques. Par la suite, 220 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques ont été installés et permettent aujourd'hui de couvrir 70 % des besoins en électricité.

### Un pari financier ambitieux

L'investissement initial devait être de 1,5 millions d'euros. Alors qu'il y avait 11 personnes salariées à Paris, le centre a ouvert avec 24 personnes. Fin 2021, il en compte 32... Des subventions, environ 800 000 euros, ont été accordées par la commune, le département, la région, l'État et la Communauté européenne. Il a manqué une somme importante, et plutôt que de faire un emprunt, certains projets, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables, ont été limités. Il a également été fait appel au bénévolat : une quinzaine de personnes se sont relayées en permanence dans un chantier participatif pour participer à la construction du centre avant son ouverture au public.

### Les premiers pas

Fin 1993, la maison d'édition déménage de Paris à Mens. Cela entraîne un certain nombre de problèmes,

2. Notamment le *Center for alternative technology*, lywyngwerne Quarry, Pantperthog, Machynlleth, SY20 9AZ, Royaume-Uni, tél : 0044 1654 70 59 50, <https://cat.org.uk>. C'est le premier centre créé en Europe en 1973. Il emploie aujourd'hui une vingtaine de personnes et reçoit 100 000 visiteurs par an. *Ökocentrum*, Schwengiweg 12, CH-4438 Langenbruck, tél : 00 41 62 387 31 11, <https://oekozentrum.ch>, *Genossenschaft Information Baubiologie*, Gallerstrasse 28, CH-9230 Flawil / SG, tél : 0041 71 393 22 52, <https://batirsain.org>. (Voir article dans le n°183 de *Silence*). Il existe au Danemark, depuis 1983, le *Nordic Folkecenter for renewable energy*, Kammersgaardsvej 16, Sdr. Ydby, DK-7760 Hurup Thy, tél : 0045 9795 6600, <https://www.folkecenter.eu>, que *Silence* a présenté dans son numéro 148.

3. La société *Sittelle*, qui enregistre et commercialise des disques de chants d'oiseaux y a été présente de 1985 à 2009. Elle a été présentée dans le hors-série de *Silence* sur les *Métiers de l'Écologie*, en 1993. Dans les années 2010, un important groupe de transition s'y est développé qui a organisé les premières rencontres de la transition. Voir "L'expérience du Trièves", Pierre Bertrand, *Silence* n°386, janvier 2011.

4. C'est moins vrai aujourd'hui avec le développement du vélo électrique.

5. De nombreux fournisseurs ont offert du matériel. À l'époque, la plupart étaient étrangers : les produits équivalents français n'existaient pas encore.



Le public peut participer à des visites guidées thématiques pendant toute la belle saison.



De très nombreuses artistes sont intervenues sur le domaine, ici pour tresser des saules.

Le centre ouvre dès le dimanche 1<sup>er</sup> mai : Entrée gratuite pour tou-ttes ce jour-là.

Le centre est ouvert les week-ends et jours fériés en mai – juin – septembre et tous les jours en juillet et août de 11h à 18h.

Petite restauration bio sur place.

Tous les mercredis en juillet et août, "les mercredis des enfants" : ateliers de création artistique et jeux pour s'initier à la biodiversité et exercer ses sens. De 11h à 18h.

**Festival de contes du 15 au 17 juillet.** Animations autour des contes : balades contées, contes en musique, siestes contées, etc. Festival organisé par l'association *Les Trois Pommes*.

**La Grande Lézarde**, journée détente à *Terre vivante* le **dimanche 21 août**. Au programme : yoga, massages, coins lecture, chaises longues, contes nature et surtout... le grand concours de sieste ! De 10h à 18h.

◆ **SCOP Terre Vivante**, chemin de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80, <https://www.terrevivante.org>

certaines personnes ne voulant pas ou ne pouvant pas quitter Paris. Ainsi sept des onze salariés suivent, et Jean-Paul Thorez, rédacteur en chef de la revue depuis ses débuts, donne sa démission. Aux problèmes déjà énormes que posait la réalisation du centre, s'ajoute un problème de personnel. Il faut trouver des remplaçant-es, des personnes au moins bilingues, car la revue est en contact avec d'autres revues européennes et traduit pas mal d'articles et de livres. Rémy Bascher arrive en 1993 pour s'occuper de la revue et il est rejoint, à l'automne 1994, par Antoine Bosse-Platière, ancien rédacteur de la revue *Nature et Progrès*.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1994, le centre est officiellement ouvert au public avec un espace restauration qui sert une alimentation saine, de tendance végétarienne. Au départ, c'était un vrai restaurant, aujourd'hui ce sont des bocaux salés et sucrés à emporter ou déguster sur place, mais les produits proposés restent excellents. Initialement, en 1995, une boutique commercialisait des produits sains, des outils, des graines, des produits alimentaires locaux, mais les ventes n'ont pas permis de pérenniser cette boutique et seule la vente des livres de la maison d'édition a été maintenue. Restauration et librairie sont maintenant confiées à une seule personne.

En 1998, une exposition *Négawatt* permet au public d'apprendre comment économiser l'énergie et de voir différents appareils, outils disponibles.

En 2007, *Terre vivante* décide d'ouvrir la maison d'édition plus largement à l'ensemble des thèmes liés à l'écologie. De fait, elle a connu une forte expansion : passant de 6 à 7 livres par an à 50 livres par an aujourd'hui.

En 2007, la revue dont le nombre d'abonnements fluctue entre 20 000 et 30 000, fait le choix de passer de manière ciblée en kiosque. 8 000 points de vente permettent de vendre 10 000 exemplaires supplémentaires en moyenne.

Un laboratoire de recherche *Biotope*, installé dans un mobile-home, se met en place en 2016, pour y mener des études en lien avec la notion de biomimétisme (6).

## Des activités diversifiées

6. Le biomimétisme consiste à développer des techniques qui reproduisent celles mises en œuvre par la nature.

En 2018, 220 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques, placés au sol au-dessus des bâtiments administratifs, couvrent les besoins des bureaux. La même année, une vigne est mise en place avec 11 variétés différentes de raisins de table et différentes méthodes de culture biologique, ceci en lien avec l'association *Vignes et Vignerons du Trièves* qui cherche à redévelopper cette filière.

Côté maraîchage, chaque culture est présentée sur de petites parcelles où sont utilisées des méthodes différentes. Ces potagers, extrêmement diversifiés, emploient deux jardiniers.

En 2020, le centre n'a pas pu être ouvert au printemps du fait de la pandémie. Il a fallu repenser les visites pour éviter les regroupements sur les lieux. Un jeu grandeur nature *La visite dont vous êtes le héros* est ainsi conçu pour les enfants.

Le centre est déficitaire depuis son ouverture... c'est la maison d'édition et la revue qui permettent d'assurer l'équilibre financier. Dans les activités du centre, les stages pratiques de 1 à 5 jours qui se tiennent de mars à septembre, avec des intervenant·es salarié·es et prestataires, sont équilibrés sur le plan financier (600 personnes par an). Il en est de même pour les séminaires et les locations de salle pour des entreprises. Mais les visites individuelles (9 € l'entrée, 7000 personnes par an) sont déficitaires, de même que l'accueil de groupes scolaires ou associatifs (environ 200 par an).

L'édition représente maintenant 60 % du chiffre d'affaires (300 titres au catalogue, 380 000 livres vendus en 2020), la revue 35 %, le centre seulement 5 %.

### Le passage d'association en SCOP

Un moment important de la vie de *Terre vivante* est, en 2005, le passage de la forme associative à celle de société coopérative (SCOP). C'est le résultat d'une longue discussion lancée par le directeur de l'époque. L'association est

gérée par des administrat·rices peu disponibles car vivant loin de *Terre vivante*, et le nombre d'adhérent·es est sans commune mesure avec la dimension



prise par l'activité.

Un des intérêts de l'association est la possibilité d'avoir des subventions, mais hormis quelques demandes spécifiques d'investissements, *Terre vivante* n'a jamais cherché à bénéficier de subventions de fonctionnement.

De fait, *Terre vivante* fonctionne comme une entreprise classique. Le passage en coopérative permet de conserver l'objet et les valeurs de l'association, à savoir diffuser des moyens de mettre plus d'écologie dans la vie de tous les jours.

L'ensemble des salarié·es sont devenues associé·es au sein d'une SCOP, ce qui leur permet de participer aux assemblées générales selon le principe "une personne, une voix" quel que soit l'apport financier de chacun·e. La plupart des administrat·rices de l'époque ont acquis le statut d'associé·e extérieur·e qui permet à des personnes non

salarié·es d'entrer dans le capital de la coopérative.

Pour Christine Corbet qui nous a reçus durant l'été 2021, "*le changement de statut a eu comme effet de rendre les salarié·es plus intéressé·es par la gestion des activités*".

Concrètement, 7 personnes sont élues au Conseil d'administration. La durée d'un mandat est de six ans, renouvelable par tiers tous les deux ans. Ce conseil d'administration se réunit plusieurs fois dans l'année pour discuter du suivi financier des activités et proposer des changements d'orientation si nécessaire. Des réunions thématiques se tiennent selon les questions que traite le conseil d'administration. Il y en a eu 7 en 2020 abordant les questions de budget, l'étude des projets et le financement dédié, les propositions de services auprès d'autres structures... Pour compléter, des "cafés Scop" sont mis en place pour discuter de points précis proposés par le conseil d'administration ou par les salarié·es.

En plus de cela, un séminaire spécifique s'est tenu en 2020, avec tou·tes les salarié·es, pour définir la stratégie sur 5 ans (2021-2026). Chaque

personne a exprimé ses points de vue concernant le court et moyen terme de la vie de *Terre vivante* (7).

Le passage en coopérative a été l'occasion de discuter de l'échelle des salaires. Lors d'une assemblée générale en juin 2016, il a été décidé de réduire l'écart entre ceux-ci d'un facteur 7 à 4.

Pour Christine Corbet "*cette transformation permettait aussi de diffuser le message implicite qu'économie et écologie n'étaient pas forcément antinomiques, que l'écologie n'était pas réservée au champ du bénévolat et que le champ économique était aussi une voie possible pour faire avancer la protection de l'environnement au niveau social*". ♦

7. Cela a permis de faire ressortir des thèmes qui ont ensuite été traités par 5 groupes distincts avant un compte-rendu devant tout le monde. Cette restitution a ensuite été consignée pour que le conseil d'administration puisse travailler sur une proposition de budget, laquelle est de nouveau discutée collectivement.

› Texte : **Timothée Vernier**

# L'espace-test agricole, pour apprendre à être paysan·ne



Pour renouveler les populations agricoles, les espaces-test agricoles (ETA) facilitent l'installation paysanne grâce à un test d'activité en conditions réelles. Enquête au sein de l'ETA du Perche dans l'Orne, opérationnel depuis 2015.



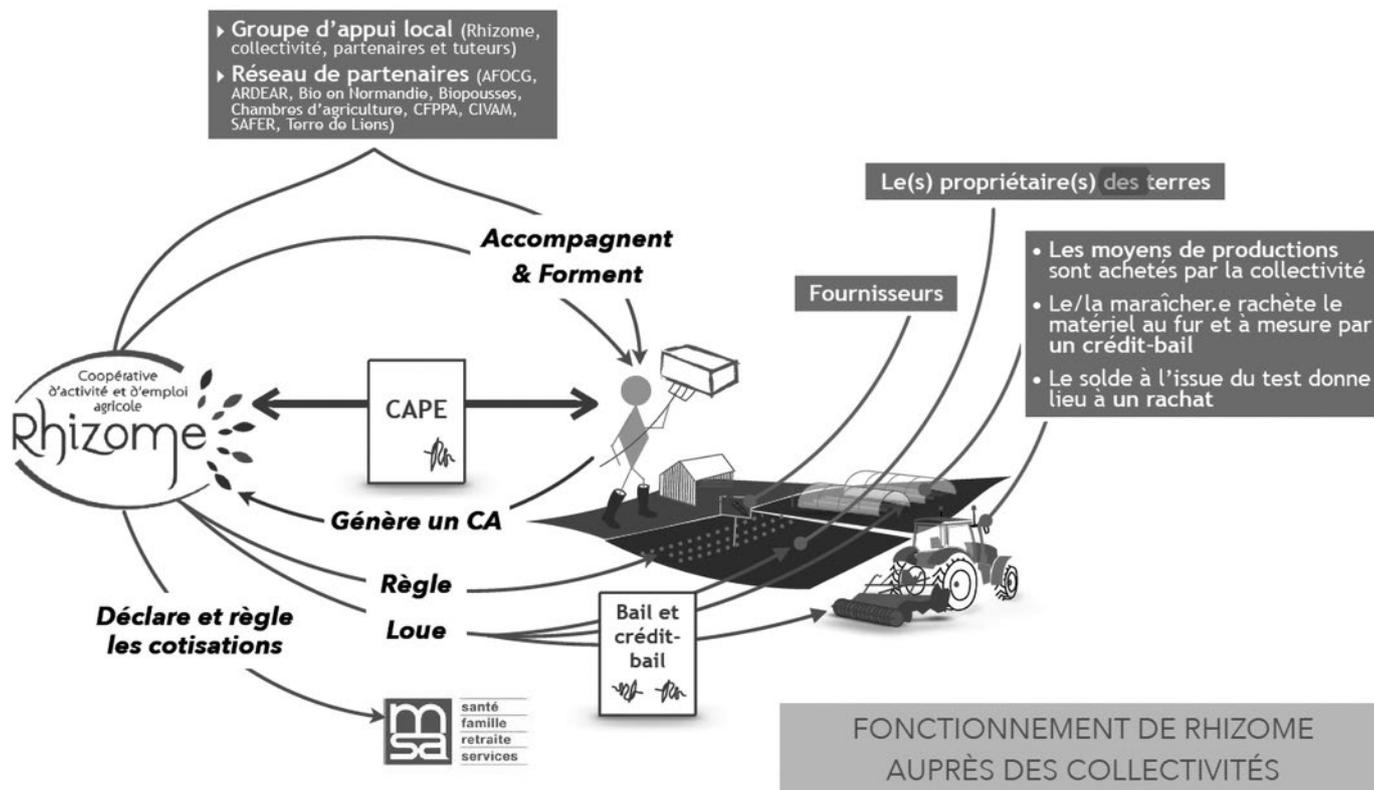
Les serres de La Ferme de TANGA à l'été 2020.

Midi sonne, Fabien invite Julien et Laëtitia à déjeuner chez lui, à *La Ferme de Tanga* (1). Interrogé·es sur leur récente installation en agriculture paysanne, Julien et Laëtitia évoquent avec gratitude l'accueil chaleureux de leur voisin, maraîcher et paysan-tuteur, alors que le duo faisait ses premiers pas dans le Parc Naturel Régional (PNR) du Perche : "C'est pas dans tous les métiers que tu débarques non pas en tant que concurrent mais en tant que collègue. Ça donne un coup de boost et de confiance dans ton projet."

Cette confiance si précieuse, le couple maraîcher la doit à l'Espace-Test agricole du Perche (ETAP) et ses sept ans d'expérience dans l'accompagnement à l'installation de paysan·nes qui, comme elle et lui, ont décidé de renouer avec le vivant. Avec seulement 7 % de fermes en circuits-courts et plus de 90 % de la production vendue hors du Perche, difficile de ne pas voir venir la pénurie de produits frais, bio et locaux alors que la demande va croissant, notamment dans la restauration collective. Plusieurs actrices des collectivités et du monde agricole se sont donc réunies pour tenter de résoudre le problème à sa racine.

Transportées par un vent nouveau, des graines venues d'ailleurs germent de toutes parts depuis quelques années. On les appelle "néo-paysan·nes" ou "hors-cadres familiaux" : ils et elles

1. *La Ferme de TANGA*, Les Epasses, Moulicent, 61290 Longny-les-Villages, <https://www.lafermedetanga.fr>



Fonctionnement de Rhizome auprès des collectivités. Source : rapport d'activité de Rhizome, 2019.

représentent aujourd'hui 30 % des installations des moins de 40 ans et sont majoritaires dans celles des plus de 40 ans. Un contre-courant inédit et une opportunité pour renouveler les générations agricoles.

Les premiers ETA ont vu le jour en 2009. Depuis, ce sont plus de 700 néo-paysan·nes qui se sont ainsi "testé·es" en France, dont deux tiers ont concrétisé leur installation.

### Un test d'activité avant tout pour se tester

Le concept d'un ETA repose sur une mise en conditions réelles, appelée "test d'activité", encadrée par une coopération multi-act·rices assurant quatre fonctions essentielles : couveuse, pépinière, accompagnement et animation-coordination.

La fonction "couveuse" apporte un cadre légal d'exercice de l'activité par un hébergement juridique, fiscal et financier, en général formalisé par un contrat d'appui au projet d'entreprise (CAPE) d'un an, renouvelable trois fois, permettant à l'entrepreneu·se de conserver ses droits sociaux (allocations, RSA...). Créée en 2016 suite à deux années d'expérimentation au sein du PNR du Perche, la coopérative d'activité et d'emploi (CAE) *Rhizome* assure

ce portage (2). En échange, les "cuvé·es" contribuent financièrement à la CAE, à hauteur de 10 % de leur chiffre d'affaires. À l'issue de la phase de test, ils et elles peuvent poursuivre l'activité agricole avec le statut de salarié·e au sein de la CAE.

En parallèle, la fonction "pépinière", souvent assurée par la collectivité locale, permet une mutualisation et un portage financier des moyens de production (foncier, matériel, bâtiments...), afin d'éviter le poids d'un emprunt bancaire au démarrage de l'activité. Dans le Perche, certaines communautés de communes se sont portées acquéreuses de 30 000 € à 80 000 € de matériel selon les projets, moyennant un crédit-bail pour les paysan·nes qui disposent d'une option de rachat du matériel (loyer déduit), à l'issue du test d'activité. Une opération blanche pour la collectivité, mais une formule optimale pour Julien et Laëticia dont "l'intention initiale était de ne pas être tributaires des banques".

La fonction "accompagnement" est supportée par un groupe d'appui local, composé notamment de paysannes et paysans-tuteurs, qui assure un suivi technique, entrepreneurial et humain, afin d'apporter conseils et confiance

aux "cuvé·es". En prime, le PNR du Perche finance une indemnité aux paysans et paysannes-tutrices comme Fabien, ainsi que des formations professionnelles pour répondre aux besoins du parc, comme la transformation de légumes. Dans certains cas, le tutorat peut même faciliter l'accès à un terrain cultivable – appelé "lieu-test" – comme l'illustre Christophe Lecuyer, agriculteur percheron chez qui s'est testé le premier maraîcher de l'ETAP : "Ce qui m'a motivé à mettre à disposition du foncier, c'est aussi de transmettre du savoir. On a souvent échangé ensemble, il était demandeur d'éléments techniques."

Enfin, la fonction "animation-coordination" répond à une logique d'ouverture et d'ancrage territorial et partenarial. Elle facilite ainsi l'essai-mage du dispositif d'une collectivité à l'autre, comme en atteste l'expérience de Fabien à ses débuts, en 2015 : "Je ne suis pas allé voir ma collectivité tout seul avec mes petits bras pour leur demander de me financer une serre à 14 000 €, j'étais entouré de gens qui pèsent dans la collectivité voisine qui soutenait déjà l'espace-test." Cet effet ricochet a permis la création de cinq emplois agricoles dans le PNR du Perche depuis 2017, et sept autres personnes se testent actuellement au sein de l'ETAP.

2. En engageant son numéro SIRET sur tous les aspects de la création d'entreprise : le foncier, le matériel, la production, la commercialisation, la comptabilité, l'assurance...

### Du pain bénit et des copains



Présentation du semoir manuel à l'été 2020.

Le succès de celui-ci ne se limite pas au PNR du Perche : comme son nom l'indique, la CAE *Rhizome* s'enracine aujourd'hui dans les cinq départements de la région Normandie. En 2020, elle hébergeait plus de 60 "entrepreneur·es" à l'essai, dont les chiffres d'affaires cumulés s'élèvent à plus de 800 000 €. Au-delà des recettes monétaires, "l'ETAP a créé une véritable émulation sur le territoire", expose Camille Henry, chargée de mission agriculture du PNR du Perche. Le premier couple maraîcher de l'ETAP a initié un magasin collectif de producteurs et productrices bio à Nogent-le-Rotrou et, depuis peu, nous avons du porc bio plein-air alors qu'il n'y en avait plus en circuit-court dans le Perche."

Lorsqu'on lui demande l'intérêt de rester dans la CAE après la phase de test, Fabien répond sans hésitation : "Avec *Rhizome*, on a vu très peu

de problèmes par rapport à un nombre incalculable de bénéficiaires. Tu as l'avantage d'être ton propre patron dans ton champ, avec la sécurité d'un salarié : tu cotises pour la retraite, pour le chômage..." Sa compagne, Lola, souligne l'apport constant de visibilité et de crédibilité pour leur activité, et Julien acquiesce en qualifiant de "pain bénit" un point-pressé avec le PNR du Perche qui leur a fait "un super coup de pub avec zéro budget", dix jours avant leur première vente au marché. Laëtitia, quant à elle, apprécie l'intégration dans le tissu social local : "Pendant notre formation, on nous a beaucoup parlé de l'isolement des agriculteurs. A l'inverse, *Rhizome* nous apporte une vie sociale et des copains !" En effet, les paysan·nes de *Rhizome* s'entraident souvent lors de travaux agricoles.

### Des aides limitées et des statuts incompatibles

Néanmoins, les ETA se heurtent encore à des obstacles. À commencer par la dotation aux jeunes agriculteurs (DJA), aide réservée au statut de chef·fe d'exploitation de moins de 40 ans, donc à ce jour inaccessible aux coopérat·rices salari·es de la CAE, comme Fabien, ou les paysan·nes quadragénaires, comme Julien.

Autre frein : pendant la phase de test, les "couvé·es" ne cotisent pas pour le chômage et la retraite, ni pour les congés de maternité. Un poids pour

Lola qui a vu naître ses deux enfants au cours de ses trois années de test. Enfin, de nombreux ETA sont en partie dépendants de subventions des collectivités territoriales. Pour cette raison, Julien Kieffer, gérant de la CAE, cherche du renfort, quitte à filer la métaphore : "On est en train de monter la structure *Rhizobiomes* – comme le nom des bactéries qui nourrissent le rhizome –, un fonds de dotation qui pourra accueillir du don sans contrepartie, l'État s'engageant à une réduction fiscale".

### Des États aux ETA européens

En France, où le dispositif connaît un succès croissant, plus de 60 ETA se sont fédérés au sein du Réseau national des espaces-test agricoles – le RENETA (3). En Europe, l'Espagne, la Belgique et la Suède entrent à leur tour dans la danse, notamment dans le cadre d'un projet Erasmus+ visant à créer un réseau européen des ETA. En parallèle, la Commission européenne finance le projet *NEWBIE*, un consortium de neuf pays qui travaille sur des dispositifs pour les nouveaux entrants en agriculture, comme les ETA. De quoi injecter du sang neuf dans l'agriculture du Vieux Continent. ♦

3. RENETA (Réseau National des Espaces-Test Agricoles), Maison des Agriculteurs, Mas de Saporta, Bât. B, 34875 Lattes, <https://reneta.fr>

#### L'auteur

Dans la foulée de son master international en agroécologie, Timothée Vernier est parti voyager à vélo pendant plus d'un an, en France, pour s'inspirer de la permaculture et des éco-lieux. Il est aujourd'hui jardinier-maraîcher au *Campus de la Transition*, en Seine-et-Marne.

Son site Internet : <https://timotheevernier.wordpress.com>

› Texte : **Michel Bernard**

› Photos : **Anne-Sophie Clemençon**

# Une rencontre autour de la décroissance en Inde

*Silence* co-édite, avec les éditions *Écosociété*, *La voie de la sobriété. La troisième courbe ou la fin de la croissance*, de Mansoor Khan, livre qui sort le 5 mai 2022. Michel Bernard, qui l'a traduit, nous amène à la découverte de la ferme et de la pensée de son auteur.

Lors d'un voyage en Inde en 2018 avec ma compagne, nous cherchions à visiter les Nilgiris, une région montagneuse au nord-ouest de l'État du Tamil Nadu, réputée pour la culture du thé et ses réserves naturelles où les tigres sont encore présents. Ooty, avec ses 90 000 habitant·es, en est la principale ville. C'est aussi la plus haute de l'Inde du Sud, nichée à 2 200 m d'altitude. À l'époque de la colonisation britannique, l'été venu, le gouvernement du Tamil Nadu y déménageait ses quartiers pour se mettre au frais.

En cherchant un hébergement, nous sommes tombé·es sur le site internet d'une ferme bio avec des cottages assez chics, *Acres Wild* (1). Les pages présentent la démarche écolo du projet, et parlent du pic de pétrole, du risque d'effondrement de la civilisation. Nous découvrons également que le propriétaire des lieux, Mansoor Khan, a écrit un livre sur ces sujets. Nous prenons donc rendez-vous avec lui pour une visite de la ferme, des cottages et pour discuter autour du livre.

## Une ferme écolo en altitude

Pendant la première heure, nous faisons une visite de la ferme, qui est



La ferme est située sur les flancs d'une montagne à près de 2 000 m d'altitude.

installée sur une forte pente : tout en haut, on trouve une étable avec une dizaine de vaches. Le sol bombé permet de récupérer urine et bouses dans une cuve à l'extérieur. Là, de l'eau est ajoutée pour rendre le mélange plus liquide. Le liquide descend ensuite par gravité dans une cuve de fermentation enterrée, de grande taille. Il en ressort du biogaz qui sert à alimenter les plaques de cuisson et à chauffer les habitations. La partie solide sert de compost pour les champs. L'eau, disponible toute l'année, alimente les différents bâtiments. Une retenue à l'extérieur sert à alimenter le potager (et parfois même de piscine pour les éléphants!). Chaque maison (celle de la famille de Mansoor, celles des salarié·es ainsi que cinq cottages pour des touristes) dispose de capteurs solaires pour l'eau chaude et certaines de photopiles pour l'électricité (pour l'éclairage essentiellement, et non de gros appareils électroménagers). Le lait des vaches est utilisé dans une fromagerie dont les produits sont écoulés d'abord auprès des résident·es,

ensuite dans un magasin mis en place par *Keystone foundation* dans le centre du village. *Keystone* est une association qui défend les droits des peuples autochtones présents dans les forêts voisines et fait la promotion de l'agriculture biologique locale et du commerce équitable (2).

Mansoor est le fils d'un célèbre réalisateur de films bollywoodiens. Il a lui-même réalisé quatre films avant de décider de quitter Mumbai avec sa famille et de faire un retour à la nature, en recherche d'une plus grande autonomie. Il est venu s'installer là, car il y vient pour les vacances depuis l'enfance. Les terrains (22 hectares) ont été achetés en 2005 et les maisons construites entre 2006 et 2008. Les premières sont en adobe (85 % de terre, 10 % de ciment, 5 % de sable). Les briques de terre crue ont été réalisées à l'aide d'une machine manuelle. Mais la loi indienne impose qu'une construction soit achevée dans un délai restreint, et pour finir dans les

1. <http://acres-wild.com>

2. <https://keystone-foundation.org>



Mansoor Khan

délais prescrits, certains bâtiments ont été faits en briques de terre cuite.

Avant que Mansoor investisse les lieux, la ferme produisait du thé. Les théiers ont été arrachés, car comme pour toute monoculture, ils nécessitent d'importants traitements phytosanitaires. Du fait des fortes pentes, ce genre de culture laisse s'écouler rapidement les pluies abondantes des moussons qui lessivent les sols et les appauvrissent (un peu comme les vignes en France lorsque les rangées sont dans le sens de la pente). Mansoor pense que le thé bio n'existe pas : selon lui, chacun·e est libre de se prétendre "bio", mais il soutient qu'il n'y a aucun contrôle sérieux en Inde.

### Une approche holistique

Sa démarche va plus loin que la bio : pour lui, il faut une approche holistique. Dans un contexte qui voit les multinationales transporter des produits dans le monde entier, la vente au niveau local est ainsi pour lui un critère important. Il n'aborde toutefois pas la question sociale et le maintien du système des castes : de nombreuses personnes qui travaillent pour lui et les échanges avec

elles sont limités, car Mansoor ne parle que très mal le tamoul, la langue locale.

Outre de grands potagers, des serres, des prairies pour les vaches, il a laissé repousser les arbres sur la partie supérieure de la ferme, la forêt permettant de stocker l'eau et d'éviter les périodes de sécheresse. Comme nous nous étonnons de la beauté des fleurs un peu partout, il nous explique que celles-ci sont un héritage des Britanniques : ces dernier·es ont aménagé de nombreux jardins botaniques et les graines se sont ensuite dispersées dans toute la région. Il n'a, personnellement, planté aucune fleur. Après le remplacement des théiers, il a fallu six ans pour restaurer le sol. Aujourd'hui, la production est modeste : 4 à 5 kg de fromage par jour, à quoi s'ajoutent différents produits du jardin, une production suffisante pour que les petits déjeuners des résident·es des cottages soient entièrement produits sur la ferme toute l'année.

Alors que la température tombe aussi rapidement que la nuit, nous rentrons pour un entretien sur son livre, *The Third Curve (La troisième courbe)*. Deux heures de débats passionnés où nous échangeons sur nos idées respectives.

### La troisième courbe : la voie de la sobriété

Imaginez que vous soyez un coureur à pied. Votre entraîneur vous dit que grâce à un programme sérieux, il va vous permettre d'améliorer de 10 % vos performances. Vous allez le croire et effectivement, un an plus tard, vous aurez progressé de 10 %. Mais, il vous dit qu'il va renouveler cette progression l'année suivante et, là, vous avez un doute. Et vous aurez raison : on ne peut pas progresser indéfiniment. C'est pourtant ce qu'essaient de nous faire croire tous les gouvernements du monde quand ils nous parlent de la croissance économique.

Mansoor Khan, très pédagogue, utilise dans son livre des exemples concrets pour nous expliquer comment nous vivons dans une société où se sont développées deux courbes : la première est une vision de l'esprit, celle qui voit une progression constante et sans limites. C'est le "concept". La seconde est celle du corps qui, au début, peut suivre l'esprit dans son envie de progression, mais qui avec l'âge, va découvrir ses limites, et qui, après une phase de progression, va connaître une baisse des performances du fait de l'usure du corps. C'est la "réalité".

Le fonctionnement de la planète est le même : avec la révolution industrielle, on a pu penser que le développement, le "progrès" pouvait se poursuivre à l'infini. Mais aujourd'hui, après le passage du pic de production du pétrole, on sait qu'il n'en est rien et il est probable que comme pour un corps humain, nous allions vers un déclin rapide de notre potentiel énergétique.

Mansoor Khan a écrit son livre après avoir fait des conférences pendant des années. Il intervient notamment dans les écoles de commerce et les banques, précisément parce que c'est là que cette vision de la croissance infinie est la plus ancrée. Il a donc écrit ce livre pour répondre aux fausses solutions qu'il entend jour après jour, et pour nous inviter à suivre une "troisième courbe".

### Fausse solutions

La première fausse solution est de croire que si nous sommes au sommet de la courbe et que celle-ci est symétrique, c'est qu'il nous reste encore la moitié du pétrole disponible. C'est mathématiquement juste, mais économiquement et énergétiquement faux : la première

moitié de l'exploitation du pétrole a permis d'exploiter le pétrole le plus accessible, alors qu'à partir de maintenant, il nous faut aller chercher celui qui est de plus en plus profondément enfoui, donc cela coûte de plus en plus cher et cela nécessite de plus en plus d'énergie. Sur ce dernier point, les calculs sont connus : il va arriver un moment où, pour sortir un litre de pétrole du sol, il faudra consommer plus d'un litre de pétrole, donc l'exploitation pétrolière ne sera plus rentable, même en y mettant le prix. Il restera donc d'importantes quantités de pétrole dans le sous-sol à la fin de notre consommation des énergies fossiles. Le raisonnement est le même pour le charbon ou le gaz.

La deuxième fausse solution est de croire que l'on va trouver de nouvelles nappes de pétrole. Il suffit de prendre les données statistiques pour voir que l'on en trouve de moins en moins souvent.

La troisième fausse solution est de croire que nous allons trouver des réponses techniques comme le nucléaire ou les nanotechnologies pour pallier la fin des hydrocarbures. Mansoor répond que cela rend la société plus complexe, plus fragile, plus

dangereuse. L'histoire des techniques montre bien que lorsque l'on répond à un problème par une nouvelle technologie, de nouveaux problèmes plus importants apparaissent (les déchets nucléaires par exemple).

La quatrième fausse solution est que nous pouvons développer les énergies alternatives. Toutes ces énergies alternatives sont issues du soleil : le bois, l'eau, les photopiles, les chauffe-eau solaires, les éoliennes... Comme le sont en fait aussi les énergies fossiles : le charbon, le gaz et le pétrole, issues de la décomposition du bois, lequel est une forme de stockage du soleil. Si on utilise directement le bois, en trop grandes quantités, on ne pourra plus alimenter les stocks futurs d'énergies fossiles, et on aura du mal à renouveler les forêts et l'écosystème qui va avec. Lorsque les barrages tirent de l'énergie de l'eau, cette énergie ne se renouvelle que parce que le soleil provoque l'évaporation qui permet de remonter l'eau, c'est donc limité. Enfin, cela immobilise des matériaux pour transformer cette énergie en électricité ou autre vecteur de transport de l'énergie. Alors que le développement des renouvelables n'en est qu'à ses débuts, il y a déjà des

interrogations sur la poursuite du développement des photopiles et de certaines parties des éoliennes.

Mansoor utilise une image parlante : lorsque dans notre corps, les cellules cessent de se renouveler harmonieusement, il y a une accumulation de cellules incontrôlées. C'est ce que l'on appelle un cancer. En économie, lorsque l'on détruit la nature pour en faire de l'énergie sous des formes incontrôlées, on appelle cela le progrès !

### Sobriété

Actuellement, nous vivons à crédit sur le dos de la nature, en exploitant des ressources qui ont mis des millions d'années à se constituer. Il nous faut donc réfléchir à des modes de vie "soutenables", c'est-à-dire dans lesquels on consomme moins que ce que la nature est capable de produire. C'est pourquoi il faut essayer de tendre vers une société plus sobre. C'est cette trajectoire, cette transition qui constitue la troisième courbe.

Mansoor connaît bien les écrits de Rob Hopkins sur les territoires en



La retenue d'eau avec, à l'arrière, les plantations de thé voisines.

transition (3). Il apprécie la démarche du "plan de descente énergétique", qu'il classe toutefois dans les démarches "environnementales", comme, en Inde, celle de Vandana Shiva qui a reçu et apprécié son livre. Mais, pour lui, cela ne suffit pas : il faut aussi arriver à définir une économie qui soit en cohérence avec cela et tenir compte des connaissances scientifiques. Actuellement, le problème financier est central : tant que les banques prêteront avec l'obligation de rembourser des intérêts, l'emprunteur n'aura pas d'autre solution que de faire croître son avoir. Il faut donc aussi changer notre rapport à l'argent.

L'idée de publier son livre en français est née de cette discussion passionnante. Je remercie les éditions *Écosociété* et la revue *Silence* de s'être lancées dans l'aventure et de permettre au public francophone de prendre connaissance du travail remarquable et très pédagogique de Mansoor. Après votre lecture, vous ne pourrez que conclure avec lui qu'il nous faut impérativement envisager la fin de la croissance telle que nous la connaissons et nous engager sur le chemin de la transition. ♦

3. Rob Hopkins, *Manuel de Transition. De la dépendance au pétrole à la résilience*, Montréal, *Écosociété/Silence*, 2010.



**La voie de la sobriété**  
**La troisième courbe ou la fin de la croissance**

*Mansoor Khan*

Si votre entraîneur de course à pied vous disait que vous allez améliorer de 10 % vos performances chaque année, vous auriez raison d'émettre quelques doutes : on ne peut pas progresser indéfiniment. C'est pourtant ce que nous font croire gouvernements et économistes quand ils nous parlent de la croissance économique.

Avec des images frappantes et un grand souci de vulgarisation, l'écologiste indien Mansoor Khan explique de façon originale pourquoi notre modèle économique est voué à l'échec.

Si notre esprit peut imaginer une croissance infinie et exponentielle - c'est la première courbe, le concept -, notre corps nous rappelle les limites contre lesquelles nous buterons inévitablement, à l'image des ressources de la planète que nous ne pouvons exploiter à l'infini - c'est la deuxième

courbe, la réalité.

C'est sur la base de ce constat que l'auteur développe la troisième courbe, celle de la sobriété énergétique et de l'équilibre économique, à l'intérieur des limites écosystémiques de la planète.

*Traduit de l'anglais par Michel Bernard, éditions Écosociété/Silence, 2022, 208 p.*

À commander auprès de *Silence* :

18 € + frais de port (5 € pour 1 à 2 exemplaires, 9 € pour 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.)

## Inspiration

Cher *Silence*, après des années d'abonnement puis d'abandon, je reviens vers toi. Tu m'as accompagnée dans de nombreuses prises de conscience. Tu m'as donné des pistes quand j'étais perdue dans une forêt de questions. Tu as nourri mes recherches, mes aspirations et mes inspirations. Tu m'as même aidée à rencontrer des antinucléaires, des décroissants et des écologistes pratiquants. Depuis que je t'ai découvert dans le salon d'un ami, nous avons fait beaucoup de chemin ensemble. Dans ce monde de plus en plus égoïste, nous avons besoin de tes articles, tes journalistes, tes amis qui préparent les expéditions, tes ambassadeurs, le réseau d'écologie et de solidarité que tu crées. Merci à toi, merci à vous tous pour cette revue nécessaire, inspirante et libre. Je suis contente de retrouver *Silence* que j'accueillerai chaque mois comme un colporteur de bonnes nouvelles.

**Olympe**  
Saône-et-Loire

## Inhumains

Pendant tout le mois de novembre, des milliers de personnes se sont massées aux frontières de la Pologne. Au moins 11 d'entre elles sont mortes d'hypothermie. Réactions officielles : la Pologne veut construire un mur pour les empêcher de passer. Les accueillir humainement ? Ah non, pas question. Le 24 novembre 2021, 27 personnes sont mortes en essayant de traverser la Manche. Réactions officielles : il faut renforcer les patrouilles sur le littoral. Venir en aide aux migrant-es ? Ah non, pas question.

Déclaration des droits humains, article 13 : "Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays".

Plus de 1 000 noyé-es par an en Méditerranée, toujours plus d'obstacles pour les migrants, toujours plus de sécuritaire...

**Michel Bernard**  
Rhône



Carine Guichard (Gard)

## Électricité allemande bientôt sans charbon

J'ai grandement apprécié l'article de Stéphen Kerkhove "Au secours, Pompidou revient !" (*Silence* n° 505, p.22, sur les annonces de la relance française du nucléaire). Un seul - tout petit - bémol : Dans la phrase "(...), la recharge d'une voiture électrique en période de pointe se fera essentiellement grâce à de l'hydraulique et du charbon allemand...", "(grâce à) du charbon allemand" n'est guère correct.

La fermeture des dernières centrales à charbon était déjà prévue pour 2038, la nouvelle coalition au pouvoir en Allemagne l'a fixée, que je sache, pour 2030. Donc, lorsque les voitures électriques en France atteindront un chiffre notable, les éventuelles importations d'électricité allemande ne proviendront plus que très peu, voire plus du tout, de centrales à charbon. Bien plutôt de parcs éoliens allemands. (N.B. L'Allemagne, dont le solde export-import avec la France a toujours été positif sur la dernière décennie, sauf une année après Fukushima avec la fermeture massive d'une première cohorte de réacteurs allemands, va éventuellement voir ce solde se retourner pendant un temps après l'arrêt, bientôt, de ses toutes dernières centrales nucléaires, et quelques années plus tard des dernières à charbon. Cela dit, en période de sécheresse en été, ainsi que par grand froid, donc de fort appel de puissance électrique par le chauffage central électrifié, il se peut que l'éolien allemand continuera à créer temporairement des excédents au profit de l'Allemagne.)

**Heinz Stockinger**  
Autriche



## Lieux conviviaux

En septembre dernier, j'ai fait plus de 600 km à pied sur la voie de Vezelay, un des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle. Au cours de cette longue et belle balade, j'ai eu l'agréable surprise de sentir un petit air "décroissant" dans deux endroits du département de la Creuse.

Tout d'abord, à La Chapelle Baloue où j'ai dormi au *Colibri de Compostelle*, refuge d'étape conçu avec sobriété. Puis, quelques jours plus tard et après une jolie montée, je suis arrivé à Saint-Goussaud où j'ai pu déjeuner sur la terrasse de *La Lanterne*. Ce "restaurant-bar-épicerie-boulangerie" vend non seulement des produits biologiques mais il met à disposition de sa clientèle des exemplaires de... *Silence*. Deux lieux aussi attachants qu'inattendus dont je garde un bon souvenir.

**Pascal Bregeon**  
Indre-et-Loire

## Interdit•es d'écologie

J'en ai marre de m'excuser de protéger votre planète et l'avenir de vos enfants, et celui de toutes les espèces animales et végétales.

Lorsque nous ne nous faisons pas vacciner, nous mettons en danger le monde entier, a dit mon oncle de 85 ans.

Lorsque vous utilisez de l'électricité nucléaire, vous mettez en danger le monde entier.

Lorsque vous cédez aux sirènes de la consommation, vous mettez en danger le monde entier.

Lorsque vous utilisez des pesticides, vous mettez en danger le monde entier.

Lorsque vous faites caca dans l'eau, vous mettez en danger le monde entier.

Lorsque vous allez vous balader dans l'espace vous mettez en danger le monde entier.

Lorsque vous numérisez la société vous mettez en danger le monde entier.

Lorsque vous sillonnez le ciel en avion, vous mettez en danger le monde entier.

Lorsque vous fermez vos frontières, vous mettez en danger le monde entier. (...)

(K)assandre

## Contre l'oligarchie, l'espoir de la révolution

La revue *Silence* parle souvent de décroissance. À l'horizon se pointe celle de la population mondiale. Le transhumanisme, l'immortalité et l'apparition d'une nouvelle forme de vie créée par l'Homme, les androïdes, ne laissent plus de place au peuple sur la planète Terre. Peuple hier au service d'une élite mondiale qui n'a plus besoin de lui. Alors révolte du peuple ? Des soubresauts un peu partout dans le monde, encore faut-il un élan fédérateur car c'est d'un conflit dont il s'agit et malheureusement l'oligarchie mondiale, notre ennemie, est très solidaire.

Merci à *Silence* de parler des alternatives, qui souvent ont des allures "survivalistes" et donc pas du tout révolutionnaires. La révolution hier comme aujourd'hui prend la forme d'une grève générale, d'occupations, utilisations coopératives des outils de production et des habitats vacants, y compris les bureaux, les commerces, etc. Les expériences du passé ont été réprimées, celles de demain ne sont encore qu'un espoir. L'espoir, pour moi, c'est la fin du patriarcat, de la propriété privée, de la hiérarchie et le début d'une vraie démocratie. (...)

Yannick Robert

Moselle

## Enfants d'ici et d'ailleurs

(...) Qu'avons-nous fait... excusez-nous de tout

Ce sont des arbres qu'il aurait fallu planter

Plutôt qu'une terre bétonnée.

Les enfants, les enfants

Qu'avons-nous fait ? Excusez-nous

D'avoir fait la guerre à d'autres enfants

De les avoir rendus esclaves des marchés

De les avoir fait soldats malgré eux.

Les enfants, les enfants, excusez-nous

De vous laisser des montagnes de déchets

Miroir, miroir d'une société malade de toujours plus.

(...) Enfants de tous les continents, du Sud au Nord

Excusez-nous

Nous n'avons pas ouvert le bon sillon

Celui qui aurait pu tous vous nourrir et vous rendre

Heureux.

(...) Quel terrible héritage nous apprêtons-nous à vous léguer ?

Se pose la question de comment habiter la Terre

Sans détruire le vivant

Mais il nous reste votre sourire, un sourire d'espoir

Vous ne vous laisserez pas faire

Et vous ne laisserez pas faire

Le poing serré pour crier votre colère

Pour un monde juste, un autre monde

Qui s'éveillera à son tour

Jean-Yves Torre

Corse du Sud

## Nous avons également reçu...

### Essais

■ **Éléments d'écologie politique**, Quentin Bérard, éd. *Libre et Solidaire*, 2021, 274 p., 19 €. Avec des propos haineux du genre : "Entendre certaines écologistes rêver d'un 'éco-socialisme' fait froid dans le dos, d'autant plus lorsqu'on les voit s'acquerir avec les milieux idéologisés les plus régressifs, végans, néo-féministes, communautaristes, racialistes, islamistes, etc., comme le montre l'évolution consternante "d'Europe Ecologie les Verts" que l'on distingue de plus en plus mal des pires groupes gauchisants" (p.164.165). L'auteur critique toutes les organisations écologistes. À fuir.

■ **Terre et capital**, Paul Guibert, éd. *Amsterdam*, 2021, 250 p., 18 €. Marx était productiviste, mais il reste beaucoup à reprendre dans le communisme car les analyses concernant la lutte des classes peuvent être utiles pour la lutte contre la destruction de la planète. Une analyse philosophique des rapports avec la nature dans la pensée communiste et ce qui peut

en être retenu aujourd'hui.

■ **L'éducation, un bien commun**, Raymond Millot, éd. *Massot*, 2021, 56 p., 5,90 €. Préface de Ludivine Bantigny. Le Conseil national de la nouvelle résistance intègre l'éducation dans la liste de ce qu'il considère comme des biens communs aux côtés de l'air, l'eau, la biodiversité, la santé. "Demain, les enfants devront vivre dans un monde où la solidarité, la coopération, la mobilisation de toutes les formes d'intelligence seront indispensables pour faire face, résister, trouver des solutions." Or, l'actuel système éducatif ne correspond en aucune façon à cet avenir.

■ **Biocène**, Paul Mathis, éd. *Le Pommier*, 2021, 220 p., 16 €. L'anthropocène qui définirait une ère géologique durant laquelle les humains ont eu un rôle déterminant est un concept discuté. L'auteur rappelle que sur les 4 derniers millions d'années, c'est d'abord l'arrivée de la vie (avec notamment la création de l'atmosphère) qui a été la plus importante perturbation de l'évolution géologique de la planète.

■ **H2O, les eaux de l'oubli**, Ivan Illich, préface de Thierry Paquot, éd. *Folio*, 2022 [1985], 168 p., 7 €. Réflexions sur la place de l'eau autour de nous, qualité de pureté, nettoyant, mais aussi eaux usées, eaux fertiles, eaux domestiquées... références historiques et évolution de l'antiquité à nos jours.

■ **Créatures de Tchernobyl, l'art de Cornelia Hesse-Honegger**, Hugh Raffles, traduction Matthieu Dumont, éd. *Wildproject*, 2022, 90 p., 12 €. Cornelia Hesse-Honegger a commencé à peindre des insectes dans le cadre de son travail en laboratoire. Après l'accident de Tchernobyl en 1986, elle récolte des insectes dans les zones contaminées et observe leurs déformations. Elle en fait des toiles. Est-ce de l'art ou de l'illustration ? Le concept est perturbant. Mais cela permet d'aborder la question des faibles doses de radioactivité, officiellement inoffensives.

■ **Récolter les jeunes pousses des plantes sauvages comestibles**, Moutsie, Gérard Ducerf, éd. *du Terran*, 2022 [2013], 304 p., 24,50 €. Réédition de cet excellent guide qui permet de cueillir sans se tromper une cinquantaine de plantes comestibles. Nombreuses photos et comparatifs avec des plantes voisines pour éviter les confusions.

### B. D.

■ **Sorcières, mes sœurs**, Chantal Montellier, éd. *La Boite à bulles*, 2022 [2006], 88 p., 21 €. Réédition de ces histoires de féministes accusées de sorcellerie, initialement publiées dans la revue (À suivre) dans les années 1970.

■ **Un général, des généraux**, François Boucq, Nicolas Juncker, éd. *Le Lombard*, 2022, 144 p., 22,50 €. En 1958, la guerre d'Algérie provoque l'effondrement de la 4<sup>e</sup> République. De Gaulle prend le pouvoir. Un livre historique sur la guerre des généraux et la bataille politique, raconté avec humour.

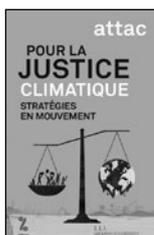
## Essais

**Pour la justice climatique****Stratégies en mouvement**

Attac

Le changement climatique est certes un voyage sans retour, mais l'effondrement n'est pas la seule perspective possible, les marges de manœuvre sont encore nombreuses, estime Vincent Gay et Nicolas Haeringer, les coordinateurs de ce texte. "Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que du capitalisme, mais c'est à cette fatalité que nous ne nous résignons pas". Le livre insiste sur l'importance de penser une justice climatique prenant en compte les oppressions spécifiques, revient sur les évolutions du mouvement climat, et s'attarde sur les stratégies à l'œuvre : marcher, bloquer, désinvestir, désobéir, saboter, complémentaires selon eux. Ils dégagent 5 axes stratégiques : la résistance (faire barrage), la non-coopération (cesser de contribuer), les alternatives, le soin, et la planification de la transition. Un outil clair pour nourrir la réflexion stratégique pour la justice climatique. GG

Éd. Les liens qui libèrent, 2021, 160 p., 10 €

**L'architecte aux pieds nus****Manuel d'autoconstruction**

Johan van Lengen

Ce manuel fourmille d'informations pour qui veut construire son habitat, quel que soit l'endroit où il habite sur Terre. L'architecte Johan van Lengen a rassemblé ici un nombre impressionnant de techniques, de la conception à la construction, agrémentées de nombreux croquis qui permettent de mieux les comprendre. Ici, pas de design ultra moderne ou de matériaux *high tech*, mais des techniques éprouvées et simples, issues d'une observation minutieuse menée en Amérique latine à partir des années soixante-dix. Un ouvrage passionnant, nous faisant découvrir l'architecture populaire du monde entier, loin des modes urbaines. DB

Trad. Lucia Leistner, éd. Parenthèses, 2021, 480 p., 29 €

**Mutins par devoir****Société manipulée**

David Bernasconi

Ce curieux livre est-il un essai ? Un appel à "retrouver une humanité" ? L'amorce d'un roman d'anticipation ? Imaginons : "Pendant longtemps, nous avons plié le genou... sacrifié sur les autels du progrès, de la croissance, de la modernité..." Mais nous voilà réveillés ! On revoit tout (cf. *L'an 01* ?). L'agriculture d'abord. C'est la base. Justement, on a déjà amorcé pas mal de choses dans le domaine de la réforme agraire, il reste à le généraliser. Le travail, l'entreprise... là aussi on a posé des jalons avec les coopératives. Le tri reste à faire entre les vrais besoins et les faux. On rêve du retour des petits commerces, de l'artisanat, des villages vivants. Si on ressortait les gens des cases : actifs/chômeurs/insérés/retraités, etc. ? Il faut aussi réformer la presse, internet, l'école (sujets sur lesquels il reste un peu général). Que de chantiers à revoir ! Bref, c'est loin d'être exhaustif, mais c'est tonique. MD

Éd. Libre et solidaire, 2021, 156 p., 14 €

**La liberté ou rien****Contre l'État, le capitalisme et le patriarcat**

Emma Goldman

"La femme la plus dangereuse d'Amérique", selon J. E. Hoover, 1<sup>er</sup> directeur du FBI, expose avec clarté ses idées dans plusieurs textes. Bien que datant du début du 20<sup>e</sup> siècle, ils sont, pour certains, encore d'actualité. Ses réflexions portent sur la violence politique (qu'elle compare à une tempête de la nature), la prison, le mariage, le nationalisme mortifère et le syndicalisme libertaire. Elle agrémente ses écrits par des exemples concrets,



celui d'une personne sans-papiers de l'époque, celui de l'éducateur Francisco Ferrer, précurseur de l'école moderne. Après un séjour en Russie soviétique, cette anarchiste ne cache pas sa désillusion. Cette femme n'a jamais renoncé à défendre ses idéaux, malgré les menaces qui pesaient sur elle. CC

Textes réunis et présentés par Francis Dupuis-Déri, trad. Thomas Déri, Lux éditeur, 2021, 362 p., 18 €

**La Nature du combat****Pour une révolution écologique**

Bernard Charbonneau et Jacques Ellul

Critique de la course à la croissance technique, remise en cause de la sacralisation de la science, dénonciation de la massification des cultures qui uniformise les esprits, défense des sociétés locales contre la centralisation étatique, etc. Les idées de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul s'entrecroisent dans ce recueil d'articles parus de 1974 à 2004 dans la revue *Combat nature*. Précurseurs français de l'écologie politique et de la décroissance, ils se sont inspirés mutuellement tout au long de leur vie, et ce dès leur rencontre au lycée. Cette introduction aux travaux des deux auteurs appelle à une écologie radicale. MaB

Éd. L'Échappée, 2021, 216 p., 17 €

**Quotidien politique****Féminisme, écologie, subsistance**

Geneviève Pruvost

Difficile à lire du fait d'un vocabulaire universitaire, mais hautement intéressant. Geneviève Pruvost, sociologue, rappelle ce qu'est le féminisme de subsistance, celui qui part de la sphère domestique non monétarisée (ménage, éducation, soins, alimentation, etc.) et comment une part des théoriciennes de ce mouvement (Maria Mies, Vandana Shiva, Silvia Federici) ont rejoint le mouvement écoféministe (Françoise d'Eaubonne) faisant le lien entre dominations des femmes et de la nature. Elle montre comment une partie du mouvement féministe (MLF) a une vision occidentale-centrée. L'autrice s'intéresse aux pratiques alternatives (citant *Silence* à plusieurs reprises) à partir de divers exemples : village accueillant des personnes néorurales, sites alternatifs, stages et ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Elle fait le lien entre recherche d'autonomie (démarchandisation) et féminisme de subsistance, montrant les divergences et les convergences. Elle élargit cela à différents mouvements (transition, permaculture, *Colibris*) et penseurs (Illich, Bookchin, etc.). Très enrichissant ! MB

Éd. La Découverte, 2021, 396 p., 22 €

**L'urgence de relocaliser**

Aurélien Bernier

La délocalisation est devenue un thème central du débat politique. "Il serait néanmoins imprudent de trop s'en réjouir," prévient l'auteur. Les mesures de régulation nécessaires sont interdites par l'Union européenne fondée sur le libre-échange. En France, gauche et droite sont partagées entre "attentisme" (attente de la validation de Bruxelles) et "trumpisme". Les solutions proposées de part et d'autre ne répondent pas à la diversité des situations. "Il n'y a pas une recette magique, fût-elle protectionniste ou monétaire." Les grandes entreprises françaises continuent à accéder à des matières premières à bas prix via la délocalisation de l'extractivisme. Un changement d'éthique ne se fera pas en douceur. Dans chaque chapitre : relocalisation des capitaux, des médicaments et des installations hospitalières, de l'alimentation, de l'énergie, de l'automobile... l'auteur présente un grand nombre de cas concrets. À lire absolument ! MD

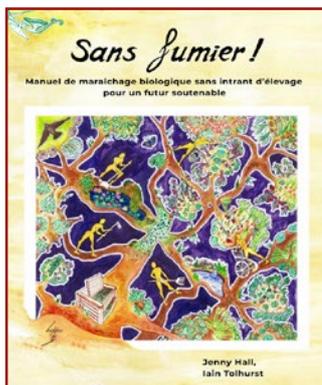
Éd. Utopia, 2022, 224 p., 12 €



## Le livre du mois

### Sans fumier

Jenny Hall et Iain Tolhurst



A-t-on besoin des animaux (de leur fumier) pour équilibrer les sols? Les autrices, britanniques et véganes, montrent qu'il est possible de maintenir la fertilité d'un sol uniquement avec des apports végétaux. Ceci apporte donc des arguments pour modifier notre rapport aux animaux. La traduction a été assurée collectivement initialement par

des zadistes de Notre-Dame-des-Landes, suite à des débats sur place sur l'élevage traditionnel de la région. Le livre présente en détail la manière de s'y prendre avec chaque culture, que cela soit en plein champ ou en potager. Sans même parler de l'exploitation animale, un autre chiffre devrait nous convaincre : il faut 700 m<sup>2</sup> de terrain pour nourrir une personne végétarienne contre 6200 m<sup>2</sup> pour une personne qui mange de la viande. Non seulement nous pouvons respecter les animaux, mais nous pouvons laisser la nature reprendre sa place sur une bonne partie des surfaces agricoles sans problème de sécurité alimentaire. Le livre est vendu à prix coûtant. FV

Traduction collective, Association Carpelle, Le Bourg, 46300 Fajoles, 2022, 434 p., 8 €

### Dans l'infinité des déserts

Voyages aux quatre coins du monde

William Atkins

Les déserts du globe terrestre ne sont pas tous aussi vides que l'on pourrait le croire. Certains n'en étaient pas à l'origine, telle la partie asséchée par l'irrigation intensive des champs de coton de la mer d'Aral, d'autres ont été choisis comme terrains d'expérimentation de la bombe atomique, en dépit des populations (humaines et autres qu'humaines) qui y vivaient, d'autres enfin accueillent provisoirement des originaux un peu fous ou des mystiques. En s'appuyant sur des textes historiques puis sur ses voyages, l'auteur sonde brillamment les mystères de ces lieux fascinants. CC

Trad. Nathalie Cunningham, éd. Albin Michel, 2021, 478 p., 22,90 €



### L'origine du monde

Une histoire naturelle du sol à l'intention de ceux qui le piétinent

Marc-André Selosse, illustrations d'Arnaud Rafaelian

Avec faconde et simplicité, l'auteur nous fait découvrir la vie palpitante du sol, son attachement à la fertilité, sa dynamique, ses incursions dans la vie végétale et sa capacité à faire fondre le cœur des pierres. Il décrit la part connue de ses innombrables richesses, visibles et invisibles, bactéries, champignons, minéraux qui assurent le fonctionnement des écosystèmes terrestres, la fertilité des océans, le cours des rivières et le climat. Il évoque aussi les destructions que notre civilisation lui font subir, mais espère qu'en comprenant que c'est lui qui porte, nourrit et protège la vie, nous saurons retisser le lien perdu au monde naturel. MD

Éd. Actes Sud, 2021, 480 p., 24 €



## Bandes dessinées

### Le grand voyage d'Alice

Gaspard Talmasse

Au Rwanda, Alice a cinq ans au moment du génocide de 1994. Avec sa famille Hutu, elle fuit l'avancée des troupes du FPR (actuellement au pouvoir). Après un passage au Zaïre (République démocratique du Congo aujourd'hui), elle se retrouve dans un camp de réfugiés. Mais de nouvelles attaques ont lieu, les poussant à se déplacer plus à l'ouest. Après l'une d'elle, elle se retrouve seule avec sa sœur Adeline, ignorant si ses parents sont encore en vie. Rapatriée en 1997 dans un orphelinat au Rwanda, elle est reconvenue par sa tante. Quelque temps plus tard, elles apprennent que leurs parents ont pu rejoindre la Belgique. Il faudra encore deux ans et une longue attente au Zaïre pour pouvoir les rejoindre. Une histoire racontée à partir des souvenirs de l'enfant et complétée par un entretien avec sa mère. Un témoignage éprouvant. FV

Éd. La Boîte à bulles, 2021, 144 p., 23 €



### Amalia

Aude Picault

Amalia, son mari, sa fille de 4 ans, sa belle-fille de 17 ans... La première travaille dans une entreprise qui augmente les cadences, le mari dans une boulangerie industrielle, la belle-fille essaie d'être influenceuse sur les réseaux sociaux. Ça s'engueule, ça crie, ça court dans tous les sens... jusqu'au jour où Amalia fait un burn-out. Après quelques jours de vacances à la campagne, tout le monde découvre qu'une autre vie est possible. Une BD sur des vies très ordinaires qui va déboucher sur un grand virage écologique. FV

Éd. Dargaud, 2022, 148 p., 20 €



### Notre guerre contre le sexisme ordinaire

Key Sherry, Hellen Mullane, Katia Vecchio

Le sexisme ordinaire, c'est à la maison, à l'école, dans la rue, etc. Séléne, seize ans, ne supporte plus les réflexions sexistes, la passivité des enseignant-es et part en guerre contre le sexisme. Sophie, son amie, n'ose pas la suivre jusqu'au bout. Mais quelques années plus tard quand elle découvre le même sexisme dans le monde de la mode, elle va se souvenir de la méthode radicale de Séléne pour revendiquer son droit à être femme. Beau scénario et beau dessin qui donne envie d'être féministe. FV

Traduction Charlie Rano, éd. Humanoides associés, 2021, 112 p., 18 €

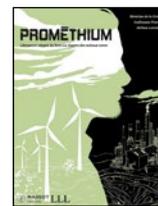


### Prométhium

Séverine de la Croix, Guillaume Pitron, Jérôme Lavoine

Nous sommes en 2043 et la course aux métaux rares provoque un extractivisme croissant. Le "capitalisme vert" n'est propre que dans les pays des riches consommateurs. Salem Hoarau travaille pour une multinationale chinoise qui exploite de nombreuses mines. Il est à la recherche de prométhium, un des composants les plus rares de la planète. Il découvre les rendements décroissants dans les mines de Malaisie, les conséquences sociales désastreuses pour les ouvriers (cancers liés à la pollution). Le recyclage ne semble pas une solution : il visite une décharge géante au sud de Bali où, là aussi, les résultats sont décevants. Le livre montre bien l'impasse actuelle : si on ne remet pas en cause la consommation, on remplace un problème environnemental par un autre, souvent plus grave. Mais on reste dubitatif sur une partie de l'histoire : des chercheurs découvrent le moyen de produire des plantes transformables en biomatériaux... ce qui laisse supposer que l'on va encore croire à une solution technique nouvelle. FV

Éd. Massot et Les liens qui libèrent, 2021, 120 p., 17 €



**Pas chez nous !**

Yaël Hassan

Dès 13 ans. Amélie, 16 ans, est tombée amoureuse d'un skinhead. Fille du maire, lui-même très à droite, elle va participer à une action raciste au moment où l'on annonce l'installation d'un foyer pour jeunes migrant-es sur la commune. Heureusement, sa mère, sa grand-mère, sa meilleure amie vont lui ouvrir les yeux et progressivement la situation va évoluer... Même si le titre de l'ouvrage est discutable (reprenre un slogan d'extrême droite !), le livre est astucieux et montre bien les débats et les idées reçues autour de la question des migrant-es. Et finalement, l'auteur montre combien les politiques, les commerçant-es, les lycéen-nes... peuvent évoluer positivement pour peu que l'on accepte de dialoguer. Un sujet bien d'actualité. FV

Éd. Muscadier, 2022, 200 p., 13,50 €



avec le mouvement féministe "Choisir" et de porter plainte. Mais pas facile de prouver le viol quand il n'y a pas de témoin, que les parents ferment les yeux, que les amies se défilent. Heureusement sa sœur va la soutenir jusqu'au bout. Un habile mélange de fiction et de réalité historique, pour un sujet malheureusement toujours d'actualité. FV

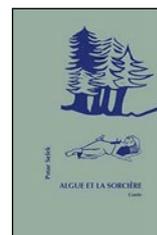
Éd. Talents hauts, 2022, 240 p., 16 €

**Algue et la sorcière**

Pinar Selek

La jeune Algue vit sur l'Île aux moules. On y raconte des histoires terrifiantes à propos de la Sorcière à la Cape Noire, qui serait responsable de tous les maux s'abattant sur le village. Algue part à sa recherche pour comprendre pourquoi elle agit ainsi. À l'aide d'un Chêne, elle va la retrouver et se rendre compte de ce qui lui est arrivé. Un conte merveilleux qui ravira les jeunes comme les moins jeunes, et qui aborde en même temps avec délicatesse des thèmes comme les violences conjugales et le mariage forcé, les préjugés excluants, le rapport des humains aux autres êtres vivants, la force de l'entraide pour se libérer de la souffrance et de la haine, etc. Le tout dans un bel écrin joliment illustré par Elvire Reboulet et Maud Leroy. GG

Traduit du turc par Lucie Lavoisier, éd. Des Lisières, 2021, 58 p., 13 €



**Étonnants êtres vivants**

Claire Lecoivre, Marta Orzel

Dès 7 ans. Cet album illustré nous entraîne à la découverte, sur chaque page, d'un animal différent ayant des comportements qui peuvent nourrir notre émerveillement. Balayant les manières de se nourrir, de se défendre, de se reproduire, de communiquer, d'apprendre, il nous fait découvrir des fourmis agricultrices et éleveuses, des poissons-globes mâles peignant des rosaces sur le sable pour attirer les femelles par leur art, des couples de dauphins mâles fidèles à vie, des éléphants qui communiquent avec les vibrations de leurs pattes, des poulpes qui aiment jouer aux Lego, des orques qui apprennent à parler le dauphin, etc. GG

Éd. Anamosa, 2022, 72 p., 17,90 €



**Beaux livres**

**Green Urbex**

Le monde sans nous

Romain Veillon

Que se passerait-il si le désastre écologique était si grand que l'humanité n'y résistait pas, ou en très petit nombre ? Le photographe Romain Veillon nous offre une sorte de reportage sur ce à quoi ressemble notre monde lorsqu'il est déserté par la présence humaine. Il s'est rendu sur des centaines de sites abandonnés à travers le monde, maisons, châteaux, écoles, prisons, églises, thermes, usines, etc., et a posé sur ceux-ci un regard artistique. Il en résulte un livre de photographie esthétiquement fascinant qui documente avec précision les ravages du temps étape par étape, des premiers outrages de l'humidité à l'envahissement par le végétal. Là où l'humain n'est plus, la vie reprend rapidement le dessus. GG

Préface de Sylvain Tesson, éd. Albin Michel, 2021, 252 p., 39 €



**Opération bye bye béton**

Ophélie Damblé, Roca Balboa

Dès 7 ans. Camomille vit sur un terrain vague à côté de l'école. Le jour où la cantine n'est pas livrée, elle emmène les élèves sur son terrain pour leur faire découvrir les plantes comestibles. Enthousiastes, élèves et enseignant-es décident alors de casser le béton de la cour de l'école pour y faire un jardin. Une histoire simple et sympathique qui permet aux enfants de comprendre tout l'intérêt qu'il y a à végétaliser nos espaces urbains et une lutte contre la bétonisation à outrance. FV

Éd. La ville brûle, 2022, 48 p., 15 €



**Films**

**Kombinat**

Plongée au cœur du capitalisme d'État

Gabriel Tejedor

Ce documentaire s'ouvre sur un long plan-séquence où nous découvrons un immense complexe industriel. Nous sommes à Magnitogorsk. C'est ici qu'une grande partie du fer et de l'acier russe est fabriquée. Certains salariés de ces usines, pour s'évader de cet univers déshumanisé et dangereux (il est plusieurs fois question de graves accidents du travail), suivent des cours de danse. La caméra de Tejedor se focalise sur quelques-uns d'entre eux et sur leurs épouses. Elle montre aussi comment une idéologie ultranationaliste et militariste régit la vie de ces individus indispensables à la survie d'un État corrompu et dictatorial. Réussir un documentaire n'utilisant jamais la voix off est un pari audacieux. *Kombinat*, production suisse, y arrive par la puissance de ses images et par le choix de la brièveté puisqu'il ne dure que 75 minutes. SG

Urban distribution, 2022.

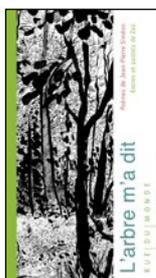


**L'arbre m'a dit**

Jean-Pierre Siméon, Zaü

Dès 7 ans. Une série de très courts poèmes simples et méditatifs de Jean-Pierre Siméon qui commencent tous par "L'arbre m'a dit", illustrés par de belles encres de Zaü : cela donne un livre qui va droit à l'essentiel. "L'arbre m'a dit : fais comme moi, nourris-toi par les pieds autant que par la tête". Une réussite, loin d'être réservée aux enfants, qui donne envie d'être poète. GG

Éd. Rue du monde, 2022, 40 p., 17 €



**Roman**

**Nos corps jugés**

Catherine Cuenca

En 1978 Myriam, une adolescente, se fait inviter chez un étudiant et y est victime d'un viol. Au même moment, se déroule à Aix-en-Provence le procès de violeurs et pour la première fois, l'avocate des victimes, Gisèle Halimi, obtient la requalification du viol en crime (cour d'assises) et non en simple délit (tribunal correctionnel). Entendre à la télévision le compte-rendu du procès va donner le courage à Myriam de prendre contact

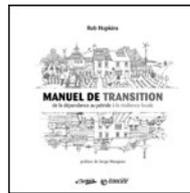




□ **Désobéissance civile ! - format 60x84cm - 7 €\*  
Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !**

□ **100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €\*  
Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.**

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.



□ **Manuel de transition, 212 p. - 20 €\*\*  
Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.**

□ **L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 12 €\*\*\*  
Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniennes que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !**



Frais de port affiches et livres :

\* : 2 € de 1 à 3 ex., 4 € de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

\*\* : 5 € de 1 à 2 ex., 9 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

\*\*\* : 3 € de 1 à 2 ex., 7 € de 3 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex.

# SILENCE, C'EST VOUS AUSSI...

**Venez nous voir les 19 et 20 mai !**

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe le jeudi 19 mai entre 9h et 13h et entre 14h et 18h, puis le vendredi 20 mai au matin à partir de 9h et jusqu'à épuisement des numéros à envoyer. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : 16 et 17 juin, 18 et 19 août, etc.

**Pour passer une info...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9 h 30 les **mercredis 25 mai** (pour le numéro d'été), **22 juin** (pour le numéro de septembre), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro de juin, vous avez jusqu'au 3 mai ; puis jusqu'au 31 mai pour le numéro d'été, etc. N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

**Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous. Vous pouvez être au choix (multiple) :**

**Rédacteur :** en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

**Standacteur :** votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

**Relai local :** il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

**Donacteur :** *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)  
rubrique : Comment participer**

**Votre abonnement gratuit ?**

Si vous trouvez cinq nouvelles abonné-es au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

## Rejoignez un relai local

- **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, [federmanja@gmail.com](mailto:federmanja@gmail.com)
- **Allier.** Jean-Paul Pellet, [jeanpaulpellet@orange.fr](mailto:jeanpaulpellet@orange.fr), tél. : 04 70 49 23 67 (soir)
- **Territoire de Belfort.** Étienne Mangin, [etienne.mangin@laposte.net](mailto:etienne.mangin@laposte.net), tél. : 03 84 58 18 84
- **Bretagne.** Alexis Robert, *La Guette en Beauvais*, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83 ; **Sud-Finistère.** Raymond Cochet, 27 rue de l'Aven Port Manech, 29920 Nevez, [moumoncochet@free.fr](mailto:moumoncochet@free.fr), tél. : 06 88 05 40 35
- **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, [obarm@laposte.net](mailto:obarm@laposte.net), tél. : 06 84 51 26 30
- **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, [pineau.jeanmarc@wanadoo.fr](mailto:pineau.jeanmarc@wanadoo.fr)
- **Gard.** Pascal Antonanzas, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Bessèges, [mploiko36@gmail.com](mailto:mploiko36@gmail.com), tél. : 06 04 03 06 42

- **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, [silence33@ouvaton.org](http://silence33@ouvaton.org)
- **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, [brig.bellac@gmail.com](mailto:brig.bellac@gmail.com), tél. : 05 55 76 31 70
- **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, [cabvalerie@yahoo.fr](mailto:cabvalerie@yahoo.fr) ; Elisa Soursac, [elisa@mailz.org](mailto:elisa@mailz.org), 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- **Ile de France (Val de Marne, Hauts de Seine et Essonne).** Agenda Collaboratif de la Vallée de la Bièvre, [alternatives.valdebievre@gmail.com](mailto:alternatives.valdebievre@gmail.com), <https://agendavalleedelabievre.jimdoofree.com> ; Céline, tél. : 06 60 54 76 47
- **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, [contact@decroissance44.org](mailto:contact@decroissance44.org)
- **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, [cineclubsilence69@gmail.com](mailto:cineclubsilence69@gmail.com), tél. : 09 54 18 33 94

- **Mayenne.** Ingrid de Rom, *Les Petits Pins*, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- **Meurthe-et-Moselle.** Gérard Varinot, 54200 Toul, tél. : 03 83 64 47 27
- **Moselle.** Yann Porte, association Motris, 49 boulevard d'Alsace, 57070 Metz, [yann.porte@laposte.net](mailto:yann.porte@laposte.net), tél. : 06 52 92 63 66
- **Nord-Isère.** Céline Bartette, tél. : 06 63 13 42 99, [celine.bartette.adaliis@bbox.fr](mailto:celine.bartette.adaliis@bbox.fr)
- **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 Saint-Cyr-sur-Morin, [biovivredebrie@gmail.com](mailto:biovivredebrie@gmail.com)

# NUMÉROS À L'UNITÉ

## Numéros disponibles (4,80 € l'ex.)

- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 486 Le temps de la désobéissance civile
- 487 Dépasser les discours sur l'effondrement
- 488 Suisse romande (numéro régional)

- 489 Kraftwerk : une utopie réalisée ?
- 491 J'ai Jagat : Les Gandhi de grand chemin
- 492 Sortir de l'apiculture intensive
- 493 Bières artisanales en effervescence
- 494 Une écologie Arc-en-ciel
- 496 Le biorégionalisme, le monde d'après ?
- 497 Fukushima : 10 ans, ce n'est qu'un début
- 498 Le numérique, son monde... et nous
- 499 L'écologie du livre
- 500 Écouter, regarder, raconter (6,50 € l'ex.)
- 501 Décoloniser l'écologie

- 502 Le bluff de l'économie circulaire
- 503 Sortir de l'industrie de la fleur
- 504 Faut-il vraiment planter des arbres ?
- 505 Les chantiers de l'habitat léger
- 506 Low tech, du technique au politique
- 507 Quelle place pour le sauvage ?
- 508 Méthanisation, le gaz qui n'a rien de bio
- 509 L'avion du futur, c'est le train (5,20 € l'ex.)
- 510 Résister à la militarisation (5,20 € l'ex.)

Frais de port numéros, pour la France comme pour l'étranger : 3 € pour un ex., 5 € pour 2 et 3 ex., 6,50 € pour 4 ex. et plus.

# ABONNEMENT

## Abonnement par prélèvement

### Mandat de prélèvement SEPA

#### Type de paiement :

##### Paiement récurrent / répétitif :

- 8,50 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12,50 € par trimestre (abonnement normal)
- ..... € par trimestre (abonnement de soutien)

##### Paiement ponctuel :

- ..... € (commande ci-dessous)

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez (A) SILENCE à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et (B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SILENCE. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

RUM (sera rempli par Silence) :

Débiteur : Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Pays :

#### Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN :

BIC :

#### CRÉANCIER : SILENCE

9, rue Dumenge  
69317 LYON Cedex 04  
FRANCE  
I.C.S. FR82ZZZ545517

#### À retourner à Silence (adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement  
un relevé d'identité  
bancaire (RIB).

Fait à :  
Signature :

Le :

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

## Autres formules d'abonnement

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 <sup>er</sup> abonnement, 6 n°	<input type="checkbox"/> 24 €	<input type="checkbox"/> 30 €
Particulier 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 52 €	<input type="checkbox"/> 60 €
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 80 €
Soutien 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 65 € et +	<input type="checkbox"/> 70 € et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	<input type="checkbox"/> 89 €	<input type="checkbox"/> 100 €
Petit budget 1 an, 11 n°	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 42 €
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	<input type="checkbox"/> 120 €	Nous contacter
Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)		

## Coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Prénom & Nom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Courriel :

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

# RÈGLEMENT

## Récapitulatif de votre commande

	Prix unitaire	Nombre	Sous-total	Frais de port
Abonnement(s) :				
Numéro(s) :				
Affiche(s) :	7 €			
Livre(s) :				
<b>Total :</b>				

## Modes de règlement

> par chèque (à l'ordre de Silence),

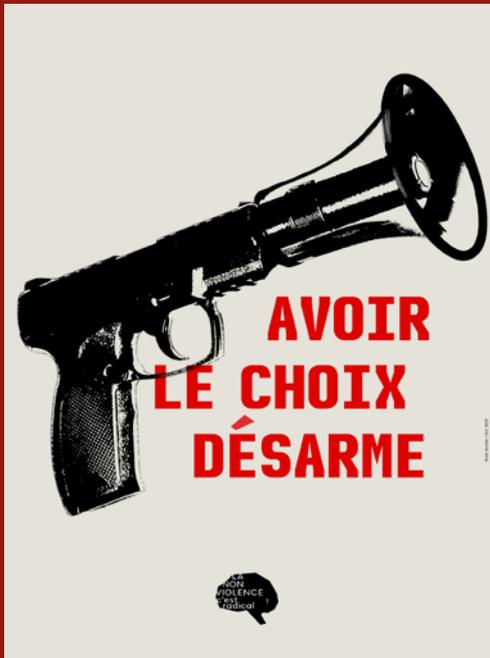
> par virement : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126  
BIC : CCOPFRPPXXX

> en ligne sur [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

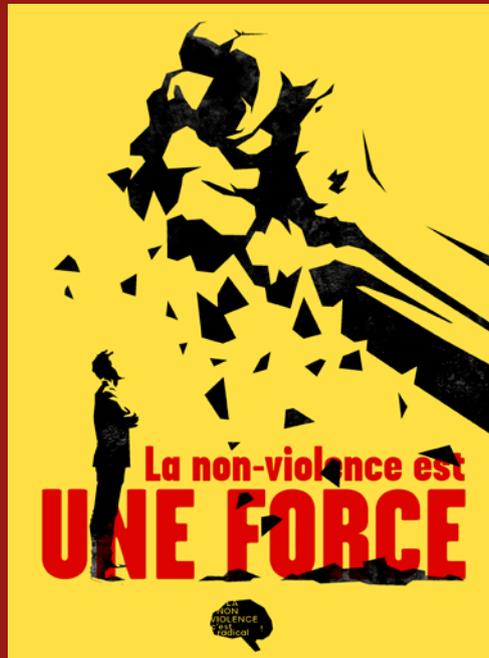
> ou par prélèvement en remplissant le mandat ci-dessus

Pour l'envoi de votre commande, pensez s'il vous plaît, à nous indiquer vos coordonnées ci-dessus !

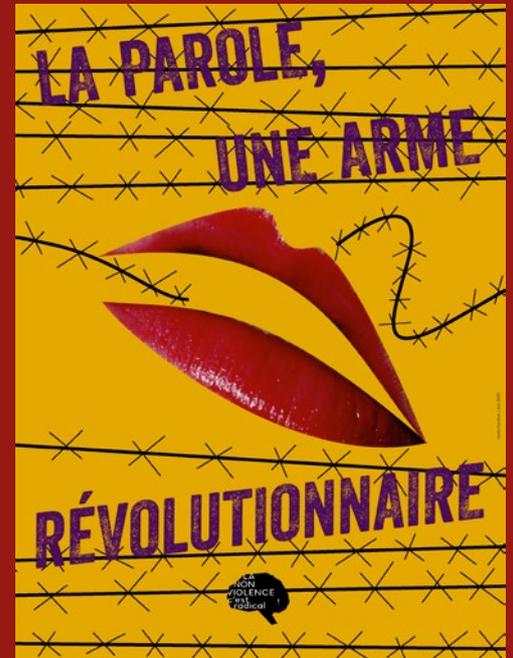
# La non-violence c'est radical



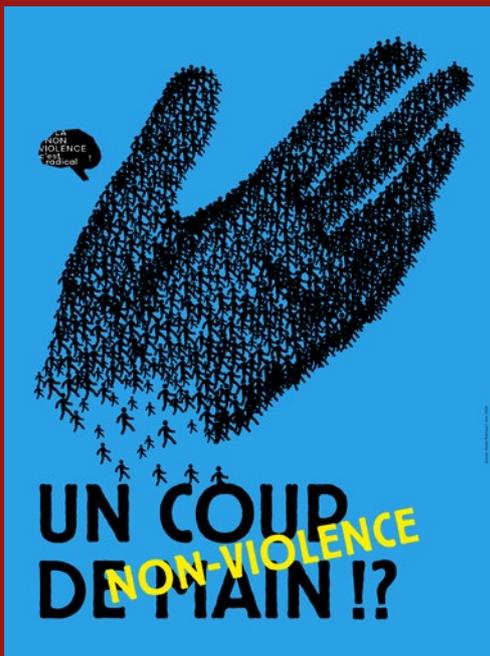
Écho au blocage d'un entrepôt d'Amazon à Brétigny-sur-Orge en 2019, par plus d'une centaine d'activistes des Amis de la Terre, d'ANV COP 21 et des habitant·es.



Cette affiche fait écho à l'action lancée en 2015 par Bizi, Alternatiba et ANV COP21 de réquisition de chaises dans des agences bancaires pour protester contre l'évasion fiscale.



Cette affiche fait écho à l'action de lanceuse d'alerte d'Irène Frachon qui, en 2009, a dénoncé publiquement les risques du Mediator et a permis la suspension de ce médicament.



Le fonds associatif *Non-Violence 21* a créé l'exposition "*La non-violence c'est radical*". 12 affiches réalisées par les étudiant·es de l'EMI, *Ecole des Métiers de l'Information*, viennent illustrer 12 actions non-violentes marquantes entre 1972 et 2019. Des paysan·nes du Larzac aux fauchages d'OGM, de la résistance civile en RDA aux *Brigades pour la paix* au Kenya, le but est de souligner l'efficacité et la pertinence des démarches non-violentes pour porter les causes d'intérêt général, pour résister et pour construire la justice sociale et écologique.

◆ Une fiche informative vient documenter chaque action évoquée. Pour faire venir l'exposition ou autre : *Non-Violence XXI*, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, tél. : 01 45 48 37 62, [coordination@nonviolence21.org](mailto:coordination@nonviolence21.org), <https://nonviolence21.org>